



مجلس المنافسة
Conseil de la concurrence



مجلس المنافسة
Conseil de la concurrence

مجلس المنافسة

Conseil de la concurrence

النشرية الرسمية
للمنافسة

Bulletin Officiel
de la Concurrence

RAPPORT D'ACTIVITE DU CONSEIL
DE LA CONCURRENCE
ANNEE 2015

LETTRE DU PRÉSIDENT	07
----------------------------------	-----------

INTRODUCTION	09
---------------------------	-----------

PARTIE I :	13
-------------------------	-----------

I- RAPPEL DES MISSIONS CONFEREES PAR LA LOI AU CONSEIL DE LA CONCURRENCE	13
---	-----------

1- Sanctionner les comportements anticoncurrentiels	13
2- Contrôler la structure du marché	14
3- Emettre des avis pour éclairer les pouvoirs publics, les entreprises, et les associations professionnelles, sur les marchés concurrentiels	15

PARTIE II :	17
--------------------------	-----------

II- FONCTIONNEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE	17
--	-----------

1- L'organisation interne du Conseil de la concurrence	17
2- Le fonctionnement des structures administratives du Conseil	15
3- Opération de titularisation	18
4- L'élaboration et la publication de l'arrêté interministériel fixant le nombre des postes supérieurs du Conseil	18
5- Formation du personnel	18
6- Elaboration et exécution du budget	18

PARTIE III :	19
---------------------------	-----------

III- PRINCIPALES ACTIVITES REALISEES PAR LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE EN 2015	19
--	-----------

1- La préparation de l'opération d'audit du dispositif législatif et réglementaire régissant la concurrence	20
2- La conclusion de conventions organisant les relations avec les autorités étrangères de la concurrence ayant les mêmes compétences	21
3- L'inauguration du Site internet du Conseil de la concurrence	22
4- La poursuite de la conception et de la publication des Bulletins Officiels de la Concurrence (BOC)	23
5- La Participation aux travaux de la 17ème conférence Internationale sur la concurrence en Allemagne du 24 au 28 Mars 2015.....	24

6- La Participation aux travaux de la sixième Conférence de l'Organisation de la Coopération Islamique à Tunis du 3 au 4 Juin 2015	25
7- La participation à la 7eme session de la CNUCED à Genève du 06 au 10 Juillet 2015	26
8- La participation à l'atelier régional organisé par la CNUCED à Agadir -Maroc du 27 au 29 Juillet 2015	32
9- La Participation aux travaux du 14ème Forum Mondial de la concurrence organisé par l'OCDE et au Forum Africain de la concurrence (FAC) à Paris du 28 au 30 Octobre 2015	36
10- La participation à un atelier organisé par le Forum Africain de la concurrence en marge du 14ème Forum Mondial de la Concurrence de l'OCDE.....	40
11- La participation au meeting du groupe des Experts organisé par l'ESCWA à Beyrouth-Liban du 08 au 09 Décembre 2015	41
12- La coopération, la concertation et la coordination avec les autorités de régulation sectorielle	42
13- Accueil et suivi des étudiants	43
14- La signature d'une convention de coopération avec l'Ecole supérieure du Management de KOLEA	44
15- La formation de deux (02) rapporteurs du Conseil de la Concurrence au niveau de l'Autorité Française de la Concurrence	44
16- Les journées d'études organisées par le Conseil de la concurrence	45

PARTIE IV : 47

IV- LE TRAITEMENT DES PLAINTES (OU SAISINES) INTRO- DUITES AUPRES DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE 47

1- Etat récapitulatif des saisines proprement dites	47
2- Contenu des saisines et fondement des décisions du Collège.....	50
3- Analyse des différentes saisines du Conseil de la concurrence	64
4- La procédure d'engagement	67
5- Le lancement du programme de conformité.....	69

PARTIE V : 71

V- LE TRAITEMENT DES AFFAIRES CONSULATATIVES (AVIS)..... 71

1- Le projet de décret fixant les conditions et modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation des marchandises..... 72

1- Remarques de forme inhérentes au projet de décret exécutif proprement dit 73

2- Les remarques de fond 73

2- La demande d'avis introduite par ALLIANCE ASSURANCES 76

PARTIE VI : 79

VI- L'ARGUMENTAIRE POUR MODIFIER LES DISPOSITIONS DE L'ORDONNANCE 03-03 DU 19 JUILLET 2003 MODIFIEE ET COMPLETEE RELATIVE A LA CONCURRENCE 79

1- Mettre en oeuvre les dispositions de l'article 43 de la Constitution amendée en 2016 79

2- Préciser le statut juridique, le rôle et les missions du Conseil de la concurrence..... 79

PARTIE VII : 85

VII- LE PROGRAMME D' ACTIONS ET LES AXES DE TRAVAIL RELATIFS A L'EXERCICE 2016 85

1- Les restes à réaliser 85

2- l'inscription de nouvelles opérations nécessaires au renforcement des capacités de l'institution 89

CONCLUSION 92

1- La concurrence tue-elle l'emploi ?..... 93

2- La concurrence est-elle utile en période de crise ? 93

L'élaboration du rapport annuel d'activité du Conseil de la concurrence et sa transmission à l'Instance Parlementaire, au Premier Ministre et au Ministre chargé du commerce ainsi que sa publication au Bulletin Officiel de la Concurrence (BOC) ou sur tout autre support d'information approprié, sont rendues obligatoires par les dispositions de l'article 27 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence.

Ainsi et à l'instar de ses rapports pour 2013 et 2014, le Conseil de la concurrence présente dans ce document un bilan exhaustif et concis des activités réalisées, conformément aux missions qui lui ont été conférées par la loi au cours de l'année 2015.

Au titre de ses missions consultatives, le Conseil de la concurrence a émis deux (02) avis portant respectivement sur le décret exécutif relatif aux licences d'importation et sur l'application des règles de la concurrence dans le marché des assurances.

Concernant ses missions juridictionnelles, le Conseil de la concurrence a statué sur douze (12) plaintes introduites par les entreprises et motivées par divers griefs (abus de position dominante, pratique de prix prédateursetc).

Le contrôle des structures du marché a porté sur deux (02) opérations de concentration économique.


Ce rapport évoque, par ailleurs, deux (02) actions majeures entamées par le Conseil de la concurrence, au cours de l'année 2015.

Il s'agit,

D'une étude thématique sur le marché des médicaments à usage humain en vue d'un diagnostic concurrentiel de la chaîne de distribution du médicament,

Et du lancement **d'un programme de conformité** visant à amener les entreprises à respecter volontairement les règles de la concurrence.

D'autres activités ont été réalisées par ailleurs par le Conseil de la concurrence consistant en l'organisation de journées d'études, la publication du Bulletin Officiel de la concurrence, au développement des échanges avec les autorités de la concurrence étrangères, et des organisations internationales spécialisées (CNUCED, OCDE, ICNetc.) dans les domaines du droit de la concurrence, l'élaboration des propositions de modification de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence, en vue, d'une part de prendre en charge les dispositions de l'article 43 de la Constitution amendée en 2016 qui a consacré les principes inhérents au



droit de la concurrence (l'interdiction du monopole et de la concurrence déloyale, la non-discrimination entre entreprises pour les aides de l'Etat, la régulation du marché par l'Etat et la protection des droits du consommateur) et d'autre part, de corriger les incohérences du texte précité révélées après trois (03) années d'application.

Le présent rapport a enfin réitéré les contraintes objectives auxquelles le Conseil de la concurrence continue à faire face pour exercer pleinement ses missions (ambiguïté du statut juridique de l'institution, de ses membres et cadres, absence d'un siège adéquat etc...).

Le Président
Amara ZITOUNI

L'année 2015 aura été la troisième année de fonctionnement du Conseil de la concurrence après sa réactivation le 29 janvier 2013.

En dépit de contraintes persistantes telles que l'exigüité des locaux mis à sa disposition, à ce jour par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale depuis 1995, les vaines tentatives d'obtention d'un siège adéquat, et le non remplacement à ce jour de quatre membres du collège dont les postes sont restés vacants alors que les propositions de nomination ont été transmises aux services compétents depuis plus six (06) mois, le Conseil de la concurrence a continué à exercer ses missions.

Sur le plan des activités juridictionnelles et consultatives, le bilan des années 2013 à 2015 et l'évaluation des difficultés de traitement des dossiers introduits auprès du collège du Conseil de la concurrence ont confirmé la nécessité d'abroger l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée et la remplacer par une nouvelle loi.

- D'une part, pour mettre en oeuvre les principes relatifs à la concurrence adoptée par l'article 43 de Constitution amendée en 2016.
- Et d'autre part, pour mettre à niveau des dispositions de la loi par rapport aux standards internationaux.

Cette mise à niveau peut se réaliser sur la base de l'audit effectué en 2015 par la CNUCED sur demande du Ministre du commerce et de l'analyse de l'ordonnance en vigueur par le Conseil de la concurrence, après trois (03) années d'application.

Sur le plan du fonctionnement interne, outre les saisines traitées, il faut noter trois initiatives majeures prises en 2015 et sur lesquelles a délibéré le collège :

- Le lancement d'une étude sur le marché du médicament visant à apprécier le respect des règles de la concurrence et de la régulation de ce marché ;
- La mise en oeuvre de la procédure d'engagement nécessaire à la protection du marché concurrentiel lorsque l'entreprise défenderesse participe positivement à l'instruction et reconnaît ses torts ;
- Le lancement d'un programme de conformité aux règles de la concurrence auxquelles devraient se conformer volontairement les opérateurs économiques.

Deux journées d'études ont été organisées et ont porté sur deux thèmes principaux :

1. Une économie régulée, un consommateur protégé, une entreprise performante et compétitive (le 20 mai 2015) ;
2. Les indices de collusion en matière de marchés publics (25 Décembre 2015).

De même que le renforcement de la formation des rapporteurs s'est poursuivi dans le cadre de l'accord cadre de coopération et d'appui institutionnel signé en 2014 entre l'Autorité française de la concurrence et le Conseil de la concurrence Algérien.

Deux (02) rapporteurs ont suivi une formation de dix (10) jours auprès de l'Autorité française de la concurrence en application de l'accord de coopération signé en février 2014, entre les deux (02) parties.

Par ailleurs, le Conseil de la concurrence a été représenté à sept (07) rencontres internationales.

Il s'agit de :

- La participation aux travaux de la 17ème conférence Internationale sur la concurrence, organisée par l'autorité Allemande de la concurrence (Bundeskartellamt) du 24 au 28 Mars 2015.
- La participation aux travaux de la sixième Conférence de l'Organisation de la Coopération Islamique du 3 et 4 Juin 2015 à Tunis ;
- La participation à la 7ème session de la CNUCED ayant porté sur les moyens de renforcer les autorités de la concurrence afin d'améliorer l'application et la promotion des politiques de concurrence (Genève du 06 au 10 juillet 2015) ;
- La participation à l'atelier régional, phase de lancement, de l'Intégration Economique Régionale à travers l'adoption de politiques de la Concurrence et de la Protection des Consommateurs dans la Région Moyen Orient - (MENA) Programme (27-29 Juillet 2015, Agadir – Maroc)
- La participation aux travaux du 14ème Forum Mondial de la concurrence organisé par l'OCDE à Paris (France) du 28 au 30 octobre 2015.
- La participation à un atelier organisé par le Forum Africain de la concurrence en marge du 14ème Forum Mondial de la Concurrence de l'OCDE organisé à Paris du 28 au 30 octobre 2015.
- La participation au meeting du groupe des Experts organisé par l'ESCWA (Economic and Social Commission for Western Asia) les 08 et 09 décembre 2015 à Beyrouth (Liban) et sur le thème: « La législation et la réglementation de la concurrence – challenge et opportunité dans la Région Arabe ».

Le présent rapport aborde dans le détail, les volets ci-après :

1. Un bref rappel des missions conférées par la loi au Conseil de la concurrence ;
2. Le fonctionnement des services administratifs du Conseil de la concurrence.
3. Les principales activités réalisées par le Conseil de la concurrence.
 - 3-1 le lancement de l'étude du marché du médicament.
 - 3-2 les autres activités.
4. Le traitement des plaintes (saisines)
 - 4-1 les saisines proprement dites.
 - 4-2 la procédure d'engagement.
 - 4-2 le lancement du programme de conformité.
5. Le traitement des affaires consultatives (avis).
 - 5-1 demandes d'avis émanant des départements ministériels.
 - 5-2 demandes d'avis émanant des organismes économiques.
6. L'argumentaire des propositions de modifications de la l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003.
- 7 . Le programme d'action et les axes de travail relatifs à l'exercice 2016.

I- Rappel des missions conférées au Conseil par l'ordonnance n°03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence:

Le Conseil de la concurrence est une institution pivot chargée de garantir la régulation du marché.

En tant qu'autorité administrative autonome, il a trois grandes missions :

- La sanction des pratiques anticoncurrentielles, telles que les ententes, les cartels, et les abus de position dominante ;
- Le contrôle des opérations de concentration, afin d'éviter le renforcement des positions dominantes et les abus qui peuvent en découler.
- L'exercice d'une mission consultative, à la demande des pouvoirs publics, des entreprises, des associations ou de sa propre initiative.

1- Sanctionner les comportements anticoncurrentiels:

En effet, les ententes horizontales entre concurrents et ententes verticales entre fournisseurs et distributeurs, le comportement abusif (verrouillage, éviction) de la part d'un acteur dominant constituent des pratiques qui conduisent à gonfler artificiellement les prix au détriment des consommateurs.

Des études menées sur le plan international ont démontré que des cartels bien organisés peuvent générer des augmentations de prix de près de 25% ; c'est pourquoi l'instauration de sanctions présente un intérêt majeur pour le législateur ; en effet les sanctions doivent être à la fois punitives et dissuasives afin d'inciter les auteurs de ces pratiques à ne pas récidiver et de décourager les autres acteurs tentés d'adopter un comportement similaire.

L'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence a prévu en son article 65, un droit de recours contre les décisions du Conseil de la concurrence.

Ce recours s'exerce auprès de la Cour d'Alger statuant en matière commerciale sans pour autant qu'il soit suspensif des décisions prises par le Conseil de la concurrence.

Durant l'année 2015, douze (12) saisines appuyées de dossiers ont fait l'objet de traitement par le collège du Conseil de la concurrence. Une synthèse sur chaque affaire sera fournie dans la partie juridictionnelle (partie IV) de ce rapport.

2- Contrôler la structure du marché :

Il s'agit du contrôle des opérations de concentration ; les entreprises doivent notifier au Conseil de la concurrence les opérations de fusion-achats lorsque celles-ci dépassent le seuil de 40 % des ventes ou achats effectués sur un marché.

Le Conseil de la Concurrence décide à l'issue d'une phase d'examen plus ou moins rapide et approfondie selon le cas, s'il peut autoriser l'opération sans conditions, ou bien éventuellement l'assortir de conditions (souscription d'engagements écrits destinés à atténuer les effets de la concentration sur la concurrence), ou l'interdire carrément.

Cet examen consiste à opérer un contrôle en amont des structures de marché et d'empêcher, le cas échéant, la constitution de positions dominantes trop fortes ou de monopoles susceptibles de favoriser les abus de position dominante car, faut-il le rappeler ce n'est pas la position dominante qui est prohibée par la loi sur la concurrence mais les abus qui en résultent en termes de prix, d'offre, de qualité et d'innovation.

Le Conseil de la concurrence reste très peu saisi des cas de concentrations ou de fusions –acquisitions, (01) un seul cas en 2014 portant sur le rachat par le Fonds National d'Investissement (FNI) de 51% du capital d'ORASCOM TELECOM ALGERIE) et un (01) cas en Septembre 2015 au sujet duquel le Conseil de la concurrence a été destinataire d'une demande d'autorisation de concentration introduite par la société SANOFI et la SARL Cheplapharm et sur laquelle le collège a délibéré le 4 Novembre 2015.

Cette situation pourrait s'expliquer par la taille des entreprises privées en Algérie et la culture entrepreneuriale qui prévaut (entreprises familiales généralement) et qui ne suscite pas l'intérêt des patrons d'entreprises privées à se regrouper ou à fusionner. Dès lors ils ne sont pas amenés à notifier au Conseil de la concurrence des projets de concentrations quelconques.

En ce qui concerne les entreprises du secteur public, la méconnaissance ou la non prise en compte des textes en vigueur, notamment l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence , qui impose une notification au Conseil de la concurrence de toute restructuration qui viendrait à faire augmenter les parts de marché du nouvel organisme au-delà du seuil de 40% des ventes effectués sur un marché, pourrait expliquer l'absence de saisine du conseil de la concurrence en la matière. Il faut signaler à ce sujet que les dernières restructurations opérées au niveau du secteur industriel public, en l'occurrence la création de nouveaux groupes industriels, n'ont pas été notifiées au Conseil de la concurrence.

A noter que la décision de rejet de la concentration par le Conseil de la concurrence peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat conformément l'article 19 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

De même que le Gouvernement peut, en vertu de l'article 21 de l'ordonnance précitée, autoriser d'office la réalisation d'une concentration rejetée par le Conseil de la concurrence, lorsque **l'intérêt général le justifie.**

3-Emettre des avis pour éclairer les pouvoirs publics, les entreprises, et les associations professionnelles, sur les marchés concurrentiels:

C'est une mission générale de conseil et d'expertise qui lui permet de donner son avis sur toute question concernant la concurrence de sa propre initiative ou à la demande du ministère chargé du commerce ou toute autre partie intéressée (article 34 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée) .

Le Conseil est consulté par ailleurs sur tout projet de texte législatif et réglementaire ayant un lien avec la concurrence (article 36 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée).

3-1- Consultation par les pouvoirs publics :

Le Conseil de la concurrence n'a pas enregistré de demandes de consultation de la part des départements ministériels sur les projets de textes législatifs et réglementaires liés à la concurrence en application de l'article 36 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée.

Il s'agit notamment:

- Du projet de loi instaurant le régime des licences pour les importations et les exportations ;
- Du projet de décret amendant la réglementation des marchés publics ;
- Du projet de loi modifiant le code des investissements ;
- Des projets des lois de finances dans certains de leurs articles.

Le Collège du Conseil de la concurrence a eu cependant à se prononcer sur une demande d'avis exprimée par la société d'assurance« ALLIANCES ASSURANCES » (voir partie V).

II- Le fonctionnement des services administratifs du Conseil de la concurrence:

Les activités de la Direction de l'administration et des moyens du Conseil de la concurrence pour l'année 2015, ont été marquées par plusieurs actions touchant la gestion du budget, des ressources humaines, du matériel et la formation du personnel.

1- L'organisation interne du Conseil de la concurrence:

L'organisation et le fonctionnement du Conseil est régie par les dispositions du décret exécutif n°11-241 du 10 Juillet 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de la concurrence.

La modification du décret précité en 2015 a permis la nomination par décision du Président du Conseil de la concurrence de quatre cadres supérieurs (hommes et femmes).

A rappeler que la nomination de ces cadres n'a pu être concrétisée au cours des années précédentes par le fait que les dispositions du décret exécutif n°11-241 n'ont pas prévu les modalités de nomination (décrets, arrêtés ou décision du président) de ces derniers.

2-Le fonctionnement des structures administratives du Conseil :

Le Conseil de la concurrence continue à souffrir du manque flagrant de personnel, à cause de l'absence d'un siège adéquat, comme cela avait été signalé dans ses précédents rapports d'activité.

L'effectif du Conseil de la concurrence toutes catégories confondues est de 29 personnes alors qu'il dispose de 72 postes budgétaires.

Les 72 postes, sont repartis comme suit :

Postes de travail	Nombre de postes budgétaires	Nombre de postes occupés	Nombre de postes vacants
Postes supérieurs	17	14	3
Personnel de conception	12	2	10
Personnel d'application	14	4	10
Personnel de maîtrise	5	3	2
Personnel de soutien	1	1	0
Personnel contractuel	23	5	18
Total	72	29	43

3-Opération de titularisation :

Le Conseil a titularisé quatre (04) cadres d'exécution après l'accomplissement de la période de stage d'une année, jugée satisfaisante.

4-L'élaboration et la publication de l'arrêté interministériel fixant le nombre des postes supérieurs du Conseil :

Un arrêté interministériel prévoyant huit (08) chefs de services nommés par décision du Président et rémunérés par référence au poste de chef de bureau de l'administration centrale a été signé par les autorités compétentes (Ministre des Finances, Direction Générale de la Fonction Publique et Président du Conseil de la concurrence).

5-Formation du personnel :

Dans le cadre du perfectionnement et des échanges d'expérience, deux rapporteurs ont suivi une formation de dix (10) jours auprès de l'Autorité française de la concurrence. Ces échanges entrent dans le cadre de la convention de coopération signée le 24 février 2014 entre les deux institutions.

6-Elaboration et exécution du budget :

Le Conseil de la Concurrence est une autorité administrative autonome, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Cette autonomie est cependant remise en cause par le fait que le budget du Conseil soit inscrit à l'indicatif du ministère du commerce (chapitre 37-02 intitulé dépenses diverses).

Il y a lieu de rappeler que cette anomalie a été relevée par Monsieur le Premier Ministre qui a demandé la modification de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 pour mettre un terme à cette contradiction.

Enfin, il y a lieu de signaler que le Conseil de la concurrence a procédé pour la première fois depuis sa création en 1995 à l'envoi d'un titre de recette portant au Trésor Public pour recouvrer une amende infligée à une entreprise, auteure d'une infraction liée au droit de la concurrence. Le montant de l'amende s'élève à trois cent neuf mille cent quarante-trois dinars et zéro trois centimes (309143,03 DA).

III– Activités réalisées par le Conseil de la concurrence en 2015.

L'année 2015 a permis au Conseil de la concurrence de réaliser plusieurs actions programmées comme objectifs dès la fin de l'année 2014.

Il s'agit des actions suivantes :

- La préparation de l'opération d'audit du dispositif législatif et réglementaire régissant la concurrence avec l'appui des experts de la CNUCED ;
- La conclusion de conventions de coopération organisant les relations avec les autorités étrangères de la concurrence ;
- L'Inauguration du site internet du Conseil de la concurrence ;
- La poursuite de la conception et de la publication des bulletins officiels de la concurrence ;
- La participation aux travaux de la 17^{ème} conférence internationale sur la concurrence organisée par l'autorité Allemande de la concurrence (Bundeskartellamt) à Berlin du 24 au 28 Mars 2015 ;
- La participation aux travaux de la sixième Conférence de l'Organisation de la Coopération Islamique à Tunis du 3 et 4 Juin 2015;
- La participation à la 7^{eme} session de la CNUCED ayant porté sur les moyens de renforcer les autorités de la concurrence afin d'améliorer l'application et la promotion des politiques de concurrence à Genève du 06 au 10 Juillet 2015;
- La participation à l'atelier régional, phase de lancement, de l'Intégration Economique Régionale à travers l'adoption de politiques de la Concurrence et de Protection des Consommateurs dans la Région Moyen Orient - (MENA) à Agadir – Maroc 27-29 Juillet 2015, ;
- La Participation aux travaux du 14^{ème} Forum Mondial de la concurrence organisé par l'OCDE à Paris du 28 au 30 Octobre 2015 ;
- La participation à un atelier organisé par le Forum Africain de la concurrence en marge du 14^{ème} Forum Mondial de la Concurrence de l'OCDE (28 Octobre 2015) ;
- La participation au meeting du groupe des Experts organisé par l'ESCWA (Economic and Social Commission for Western Asia) les 08 et 09 décembre 2015 à Beyrouth (Liban) et dont le thème portait sur : « La législation et la réglementation de la concurrence – challenge et opportunité dans la Région Arabe » ;
- Le rapprochement avec les autorités de régulation sectorielle ;

- L'accueil et le suivi des étudiants préparant les mémoires de fin de cycle universitaire et post universitaire sur le droit de la concurrence ;
- La signature d'une convention de coopération avec l'Ecole Supérieure du Management de KOLEA ;
- La formation de deux rapporteurs au niveau de l'Autorité Française de la Concurrence ;
- Les journées d'études organisées par le Conseil de la concurrence ;
- Le lancement d'une étude thématique portant sur l'analyse concurrentielle du marché du médicament en Algérie.

1- La préparation de l'opération d'audit du dispositif législatif et réglementaire régissant la concurrence par des experts internationaux sous l'égide de la CNUCED.

A titre de rappel, c'est en Novembre 2013 que cet audit a été sollicité par le Ministre du Commerce lors de sa rencontre à BALI (INDONESIE) avec le Directeur Général de la CNUCED.

C'est dans ce cadre qu'une journée d'étude sur l'environnement institutionnel du Conseil de la concurrence avait été organisée par le Conseil de la concurrence en date du 27 Mai 2014 au niveau de l'hôtel El Djazair, avec l'appui de la CNUCED.

Cette journée d'étude avait été suivie par deux réunions de pré-audit organisées successivement le 28 Mai à Alger et le 08 Juillet à Genève en présence du Président du Conseil de la concurrence, du Directeur Général de la régulation et de l'organisation des activités (DGROA- Ministère du Commerce), du représentant de la Mission Permanente de la république Algérienne à Genève et des experts internationaux du droit de la concurrence désignés par la CNUCED.

Il a été convenu à l'issue de ces réunions que les modalités de l'audit soient moins contraignantes que celles d'un examen collégial par les pairs et que les experts donneront leurs commentaires sur la législation relative à la concurrence, sur la base d'une matrice qui sera préparée par la CNUCED dans la perspective de mettre à niveau la loi interne de la concurrence par rapport aux normes et standard internationaux en la matière.

Par ailleurs, il avait été retenu qu'à l'issue des commentaires sur la cohérence des dispositions de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence, un consultant spécialiste devait être recruté par la CNUCED pour rédiger le projet d'une nouvelle loi ou proposer l'amendement de la loi actuelle

en tenant compte évidemment des commentaires des experts qui avaient audité ce texte.

Un échéancier avait alors été établi par les deux parties (Ministère du commerce – Conseil de la concurrence / CNUCED) dont les principales dates et phases d'exécution sont les suivantes :

- **25 juillet 2014** : Envoi par la CNUCED d'une matrice pour la mise en perspective de la loi algérienne et de la loi type de la concurrence élaborée par celle-ci ;
- **21 Aout 2014** : Réception des commentaires des experts sur l'audit de la loi algérienne de la concurrence ;
- **Septembre 2014** : Conférence vidéo entre les experts et consolidation des commentaires par la CNUCED ;
- **Octobre–novembre 2014** : Recrutement d'un consultant pour la rédaction du projet de loi ou du projet d'amendement ;
- **Décembre 2014** : Présentation du projet de réforme en Algérie par la CNUCED.

Si les trois premières opérations citées ci-dessus ont été réalisées dans les échéances projetées et avec la participation concrète et constructive du Conseil de la concurrence, notamment, dans la seconde opération « commentaires sur la loi algérienne de la concurrence », il n'en a pas été le cas de l'opération inscrite pour octobre-novembre 2014 à savoir le recrutement d'un consultant pour la rédaction du projet de loi /amendement, ni de l'opération inscrite pour décembre 2014 à savoir la présentation du projet de réforme en Algérie.

Le recrutement du consultant n'a pas non plus eu lieu en 2015 imposant, en conséquence, le gel du dossier au niveau du Ministère du Commerce. Le Conseil de la concurrence a néanmoins mis à profit l'année 2015 pour affiner son analyse des dispositions de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence. Cette évaluation a permis de constater une grande convergence avec les commentaires transmis par des experts des autorités de la concurrence d'Italie, de Suisse, de France, du Maroc et de la CNUCED.

2- La conclusion de conventions organisant les relations avec les autorités étrangères de la concurrence ayant les mêmes compétences.

Il convient de rappeler qu'un accord cadre de coopération et d'appui institutionnel a été signé en 2014 avec l'Autorité Française de la concurrence, Cet accord a permis la formation de courte durée de deux (02) rapporteurs entre 2014 et 2015.

En fin d'année 2015, sous l'égide de la CNUCED et notamment du programme COMPAL, un « Mémoire pour la coopération dans le cadre de la politique de la concurrence » a été préparé puis signé le 25 Janvier 2016 à Malte entre L'Autorité Fédérale Autrichienne de la concurrence et le Conseil de la Concurrence Algérien.

Ce Mémorandum prévoit notamment en son article III le renforcement des domaines suivants :

- L'échange d'informations non confidentielles concernant les développements législatifs et les cas traités par les parties ;
- L'organisation de visites bilatérales et de formation d'experts ;
- La participation aux conférences, colloques, séminaires et autres événements organisés par les parties ;
- Des réunions ou consultations d'experts par e-mails entre les experts des parties ;
- L'organisation de réunions et de visites d'un haut degré de spécialisation afin de débattre des perspectives et des directions à l'aune desquelles la coopération bilatérale devrait évoluer ;
- L'échange des documents, études, livres etc...qui ont été publiés par les parties.

D'une durée illimitée, chaque partie peut cependant mettre fin à ce Mémorandum par notification expresse et écrite de sa volonté de résiliation à l'autre partie avec un préavis de trois mois.

3- L'inauguration du Site internet du Conseil de la concurrence :

C'est en 2015 et exactement le 1er Décembre 2015 qu'a été inauguré le Site du Conseil de la concurrence dont l'adresse est: **<http://www.conseilconcurrence.dz>**.

Ce site constitue un outil de communication entrant dans le cadre du programme mis en place par le Conseil de la concurrence pour promouvoir la culture de la concurrence.

Sont notamment affichées et actualisées sur ce site les informations suivantes :

- Les missions, organisation et fonctionnement du Conseil de la concurrence ;
- Les textes législatifs et réglementaires relatifs à la concurrence ;
- Les décisions et avis pris par le collège du Conseil de la concurrence ;
- Les différentes publications et notamment les rapports annuels d'activité élaborés et transmis conformément aux dispositions de l'article 27 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence ainsi que les bulletins officiels de la concurrence ;
- Les événements organisés par le Conseil en l'occurrence (conférences, colloques, journées d'étude), articles de presse, coopération nationale et internationale ainsi que les annonces.

A signaler que les actes des conférences et journées d'étude ont été publiés dans le Bulletin Officiel de la concurrence et sur le site du Conseil.

L'objectif majeur de création de ce site étant de sensibiliser les opérateurs économiques, les professionnels du droit, les universitaires, les associations de protection du consommateur, les pouvoirs publics, et toute partie intéressée sur l'impact positif et l'application effective et efficiente de la concurrence pour l'économie du pays et la protection du consommateur.

4- La poursuite de conception et de publication des bulletins officiels de la concurrence.

Depuis sa création en 2013, le Conseil de la concurrence a élaboré et diffusé huit (08) bulletins officiels de la concurrence et ce, en application des dispositions du décret exécutif n°11-242 du 10 Juillet 2011 modifiée et complétée qui définit son contenu et les modalités de son élaboration.

En 2015 trois (03) bulletins officiels de la concurrence ont été publiés :

- La première publication (BOC n°05) a été consacrée exclusivement à la codification des textes législatifs et réglementaire relatifs à la concurrence ; La publication de ce recueil vise à faciliter l'accès au cadre juridique régissant la concurrence aux professionnels du droit, aux chercheurs, aux opérateurs économiques et aux associations de protection du consommateur ;
- La seconde publication Bulletin Officiel de la concurrence (BOC n° 06) a été consacrée à la publication du rapport annuel d'activité pour 2014 en application de l'article 27 de l'ordonnance n° 03- 03 du 19/07/2013, modifié complétée relative à la concurrence.
- Le troisième Bulletin Officiel de la concurrence (BOC n° 07) et a été consacrée à la publication des actes de la journée d'étude du 20 Mai 2015 organisée par le Conseil de la concurrence à la résidence EL Mithaksur le thème « **une économie régulée, un consommateur protégé, une entreprise performante et compétitive** ».

Diffusé à plus de 400 exemplaires le Bulletin Officiel de la concurrence contribue à répandre la culture de la concurrence dans notre pays.

5- La Participation aux travaux de la 17ème conférence Internationale sur la concurrence, organisée à Berlin par l'autorité Allemande de la concurrence(-Bundeskartellamt) du 24 au 28 Mars 2015.

Le Président du Conseil de la concurrence a participé aux travaux de la 17eme conférence internationale sur la concurrence organisée annuellement par l'Autorité Allemande de la Concurrence.

D'une durée de trois jours, cette conférence a regroupé plus de 500 participants représentant les autorités de la concurrence de tous les continents, des organisations internationales (CNUCED, Commission européenne de la concurrence, OMC, Banque mondiale, FMI et OCDE), des organisations non gouvernementales, des professeurs d'universités, des experts, des médias, des entreprises et groupes d'entreprises.

La première journée animée par les Présidents des Autorités Allemande de la concurrence, de la Commission Canadienne de la concurrence, de l'Autorité Autrichienne de la concurrence et du Directeur Général de la Commission de la Concurrence Européenne, a été consacrée à un atelier destiné aux jeunes institutions de la concurrence.

Aux termes de ses travaux les recommandations suivantes ont été émises.

Les décisions de l'autorité de la concurrence doivent être prises en toute indépendance et en toute impartialité :

- 1- L'interférence des pouvoirs publics dans la prise de décision risque de remettre en cause l'autonomie de l'autorité de la concurrence ;
- 2- Les procédures d'enquêtes et de prise de décision doivent se dérouler dans la plus grande transparence ;
- 3- Les données et informations communiquées à l'autorité de la concurrence par les entreprises dans le cadre des enquêtes doivent être protégées. L'autorité concernée doit prendre les mesures suffisantes pour préserver la confidentialité des documents (secret des affaires) ;
- 4- Les enquêteurs doivent préparer leurs missions en anticipant sur les opérations nécessaires à leur réalisation ;
- 5- Le droit des enquêteurs d'accéder aux documents nécessaires à l'enquête doit être fixé par la loi ;
- 6- Les autorités de la concurrence nouvellement créées doivent élaborer une stratégie de communication pour mettre en relief les avantages d'une concurrence loyale pour l'efficience économique et la protection du consommateur.

Les sujets abordés au cours des journées suivantes ont porté sur :

- les médias et la concurrence, les nouvelles lois sur l'économie digitale ;
- le respect des règles de procédure pour permettre une application maximale des sanctions contre les cartels ;
- l'application des règles de la concurrence aux entreprises d'Etat au même titre que les entreprises privées ;

Animés par d'éminents experts du droit de la concurrence, ces conférences ont été suivies d'un débat intense.:

- Les entreprises d'Etat doivent être considérées comme des acteurs du marché au même titre que les entreprises privées nationales ou étrangères.
- Les subventions accordées par l'Etat aux entreprises publiques risquent de fausser le jeu de la concurrence, ont conclu la majorité des intervenants. D'où la nécessité de les soumettre pour avis, à l'autorité de la concurrence.
- L'intégration au marché mondial implique le respect des règles de la concurrence par toutes les entreprises quel que soit leur statut juridique.

Ces questions figurent, ont tenu à le rappeler les experts, à l'ordre du jour de toutes les négociations internationales (OMC, Accord d'association, zones de libre échange).

6- La Participation aux travaux de la sixième Conférence de l'Organisation de la Coopération Islamique (du 3 et 4 Juin 2015 à Tunis) ;

Un Membre du Conseil de la concurrence a participé à la sixième conférence de l'organisation de la coopération islamique qui s'est tenue à Tunis du 03 au 04 Juin 2015 et dont le thème central était « les politiques et les règles de la concurrence ».

Les conseils de la concurrence des pays suivants ont été représentés : la Tunisie, l'Egypte, le Maroc, le Senegal, le Kenya, le Kowweit, le Qatar, Oman, l'Autriche, la Belgique, la Turquie. De même que les représentants des organisations internationales (l'OMC, la CNUCED, la ligue Arabe) ont participé à cette conférence.

Les exposés suivis de débats organisés en plénière ont porté sur les thèmes suivants :

- La concurrence et la consommation ;
- Les autorités de la concurrence et les autorités sectorielles de la concurrence ;
- L'efficacité des autorités de la concurrence.

À l'issue de ces débats, des recommandations ont été émises par les participants que le secrétariat de la conférence s'est engagé à synthétiser et transmettre aux conseils et autorités de la concurrence des pays participants.

7- La participation à la 7eme session de la CNUCED ayant portée sur les moyens de renforcer les autorités de la concurrence afin d'améliorer l'application et la promotion des politiques de concurrence (Genève du 06 au 10 Juillet 2015).

Ont participé à cette 7eme session de la CUNCED tenue à Genève du 06 au 10 Juillet 2015, un Membre du Conseil de la concurrence et le Directeur Général de la Régulation et de l'organisation des activités du Ministère du Commerce.

Les thèmes abordés au cours de cette session étaient les suivants :

- L'amélioration de l'application et de la promotion des politiques de concurrence ;
- La coopération internationale dans les affaires des concentrations économiques.
- Les propositions de révision des principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur ;
- Le rôle de la concurrence dans le secteur pharmaceutique.

Les recommandations suivantes ont été faites à l'issue de cette conférence :

• En matière d'évaluation des examens collégiaux volontaires de la CNUCED :

Il faut retenir que les examens collégiaux volontaires du droit et de la politique de la concurrence ont été lancés en 2005 par la CNUCED et se poursuivent à ce jour sur demande des pays cherchant à améliorer leur législation et à la mettre à niveau par rapport aux standards internationaux.

Ces examens ont pour objectif d'améliorer la qualité et l'efficacité du dispositif d'application de la politique de la concurrence des états membres et d'apporter une assistance technique à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la législation et de la politique de la concurrence.

A ce titre, la CNUCED s'emploie à rendre sa méthode d'examen adaptable à la situation de chaque pays. L'objectif est de déceler les défauts du système et d'apporter les améliorations nécessaires.

L'approche technique de l'évaluation ne peut régler à elle seule tous les problèmes elle doit être accompagnée ou appuyée de la volonté politique.

C'est dans ce cadre que les participants à la 7eme conférence ont recommandé au secrétariat de la CNUCED d'envisager de sensibiliser les gouvernements des pays examinés pour veiller à ce que les recommandations bénéficient d'un appui politique approprié.

Proposition du Conseil de la concurrence :

Le Conseil de la concurrence souligne la volonté politique de l'Etat Algérien de faire participer le Conseil de la concurrence à toutes les actions visant la régulation du marché et le respect des règles de la concurrence en lui déléguant ses pouvoirs en la matière.

D'où l'audit du dispositif législatif et réglementaire régissant la concurrence sollicité par le Gouvernement algérien en Novembre 2014 de la CNUCED.

Cependant la concrétisation de cette opération n'est pas encore et à ce jour réalisée.

• En matière de moyens de renforcement des capacités des organismes de la concurrence :

En ce domaine, il faut retenir que les autorités de la concurrence de création récente ont besoin d'adapter et de renforcer leurs pratiques et modalités de fonctionnement afin de s'acquitter convenablement de leur mandat et de diffuser une culture de la concurrence.

Pour améliorer et renforcer davantage les moyens leur permettant de faire respecter la législation sur la concurrence, ces autorités doivent notamment :

- Faire en sorte que les règles de la concurrence prévoient une grande marge d'indépendance et de responsabilité des autorités chargées de les appliquer ;
- Entretenir une relation de travail permanente avec l'appareil judiciaire ;
- Coopérer avec les autorités de concurrence similaires des autres pays afin de lutter contre les cartels et ententes transnationaux ;
- Mettre en oeuvre une stratégie de communication notamment pour le biais des médias pour la promotion de la concurrence et faire appel à l'expertise de la CNUCED en matière d'assistance pour le renforcement des capacités notamment en matière des ressources humaines.
- Etablir un ordre de priorité dans l'affectation des ressources budgétaires par objectif ciblé ;

- Tirer les enseignements de l'expérience des pays possédant une culture de la concurrence bien établie ;

Sur le plan de la coopération internationale dans les affaires des concentrations économiques, le groupe intergouvernemental d'experts a proposé de mutualiser les capacités en matière d'application du droit de la concurrence comme il a insisté sur l'établissement d'accords dits «souples» en matière de coopération plutôt que d'accords formels entre autorités de la concurrence.

Ce type d'accord basé sur des relations informelles, permettent aux autorités de collaborer au traitement des pratiques anticoncurrentielles dont le renforcement des capacités et l'échange de personnel.

- Dans ce domaine (coopération informelle) les efforts doivent se concentrer sur :
 - la réalisation de centres de formation régionaux.
 - l'organisation des échanges de personnels et/ou en détachant des conseillers résidents pour promouvoir la compréhension et la confiance mutuelle :
 - l'élaboration des principes directeurs et des bonnes pratiques pour les accords de coopération en tenant compte des dysfonctionnements éventuels ;
 - l'établissement de garanties claires en matière de respect de la légalité et de protection des données confidentielles.

Propositions du Conseil de la concurrence :

Les recommandations susvisées devront faire partie d'un programme d'actions à mettre en place par le Conseil de la concurrence sous forme d'un plan stratégique à moyen terme 2016-2020 dont la conception pourrait être appuyée par les experts de la CNUCED dans le cadre du programme COMPAL MENA actuellement en cours de mise en oeuvre.

Il convient cependant de veiller à :

- 1- Réhabiliter la fonction de membre du Conseil de la concurrence en rétablissant sa classification en tant que fonction supérieure de l'Etat comme cela était le cas sous le régime de l'ordonnance n° 95-06 du 25 Janvier 1995 relative à la concurrence. Ceci permettra de recruter un personnel de haut niveau disposant de compétences avérées dans le domaine de la concurrence et de la protection des consommateurs ;
- 2- Affecter au Conseil un siège répondant aux conditions de fonctionnalités pour être en adéquation avec le rôle et les missions de cette institution.

3- Replacer le Conseil auprès d'une haute autorité (Présidence de la République, ou Premier Ministre) compte tenu de sa mission transversale et de son rôle central pour la régulation économiques.

• En matière de liens entre la politique de la concurrence et la politique de protection des consommateurs.

Les principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur (PDNUPC) ont été adoptés par l'ONU en 1985 et sont une référence internationale pour le mouvement des consommateurs. Ils confèrent une forte légitimité aux principes des droits des consommateurs et offrent un appui et des conseils concrets dans l'élaboration des législations nationales en matière de protection des consommateurs.

Les lois de protection des consommateurs sont nées du constat que les relations entre les consommateurs et les entreprises sont à l'avantage de ces dernières souvent au détriment des consommateurs. L'objectif étant de rétablir un équilibre des rapports de force dans la négociation.

Les principes directeurs des Nations Unies ont énoncé des recommandations pour la conception des lois. Il s'agit de sept (07) recommandations dénommées « besoins légitimes des consommateurs », à savoir :

- La protection des consommateurs contre les risques pour leur santé et leur sécurité ;
- La promotion et la protection des intérêts économiques des consommateurs;
- L'accès des consommateurs à l'information voulue pour faire un choix éclairé, selon leurs désirs et leurs besoins ;
- L'éducation de consommateurs, notamment concernant l'impact socioéconomique et sur l'environnement des choix qu'ils effectuent ;
- La possibilité pour le consommateur d'obtenir une réparation effective ;
- Le droit de constituer des groupes ou des organisations de consommateurs et autres groupes pertinents et la possibilité, pour ces organisations, de faire valoir leurs points de vues dans le cadre des décisions les concernant ;
- La promotion des modes de consommation durable.

Dans les propositions de révision, l'accent est mis sur les points ci-après :

- La réglementation sur la sécurité des produits.
- La protection contre les informations fausses ou mensongères.
- Le contrôle des clauses contractuelles types.

- Les prescriptions dans le domaine de la divulgation de l'information.
- Les codes ou règles de conduite obligatoires.
- L'articulation entre le droit de la protection des consommateurs et le droit de la concurrence.
- L'Application effective du droit de la concurrence et du droit de la protection du consommateur.

Propositions du Conseil de la concurrence :

Le Conseil de la concurrence insiste sur la nécessité d'articuler le droit de la protection des consommateurs et le droit de la concurrence.

La compétence d'une autorité de la concurrence est double : l'application du droit de la concurrence et de la protection du consommateur. De ce fait la fusion des deux organismes (Conseil de la concurrence et conseil national de la protection du consommateur) serait à envisager après une étude approfondie, car porteuse de synergies et de coordination efficace.

En effet, cette double compétence permettrait une gestion centralisée, des synergies opérationnelles, des équipes pluridisciplinaires et une utilisation efficace des compétences disponibles.

• Le rôle de la concurrence dans le secteur pharmaceutique

Le secrétariat de la CNUCED dans sa communication a révélé que deux (02) milliards de personnes à travers le monde ont un accès insuffisant ou pas d'accès du tout aux médicaments et aux vaccins essentiels. Il existe une corrélation directe entre la pauvreté et les maladies.

Le Secrétariat de la CNUCED relève cependant que les efforts déployés pour donner aux consommateurs et aux gouvernements un accès aux médicaments à des prix abordables proviennent plus de règlements administratifs (intervention de l'Etat) que de la politique de la concurrence eu égard à la sensibilité du marché des produits pharmaceutiques.

Le rôle de la politique de la concurrence réside dans l'orientation des consommateurs à accéder à l'information et à leur donner les moyens de l'évaluer pour prendre les meilleures décisions possibles.

Trois recommandations essentielles ont été émises :

a)- Concilier les droits des inventeurs et les droits des consommateurs : Les fabricants de médicaments de marque estiment que les princeps sont protégés par des brevets parce qu'ils permettent aux laboratoires de récupérer les sommes investies, ce que les incite à continuer d'innover et faire des recherches dans l'intérêt des patients ;

L'intérêt du médicament générique se situe au niveau de la baisse importante de son prix (jusqu'à 86% par rapport aux princeps) ; or, les laboratoires de princeps invoquent leurs droits de propriété intellectuelle pour retarder la mise sur le marché de médicaments génériques ;

Aujourd'hui les services de la CNUCED aident les pays en voie de développement à concilier leur politique en matière de propriété intellectuelle et leur politique de concurrence en encourageant la coordination entre les autorités administratives concernées et autorité de la concurrence.

b)- Mettre en oeuvre des mesures anticorruption pour une bonne gestion des ressources de santé publique :

- Il est recommandé d'utiliser la procédure d'appel d'offres comme mécanisme d'approvisionnement des structures de santé publique.
- Des actions de sensibilisation doivent être menées pour la mise en oeuvre des mesures anti-corruption afin de faciliter l'accès des consommateurs à des médicaments à des prix abordables. Il convient de souligner que la corruption sévit dans les environnements moins concurrentiels (situation de monopoles privés ou publics) :

c)- Adopter des politiques cohérentes en ce qui concerne la concurrence, les consommateurs et la réglementation.

Le consommateur est souvent exposé aux risques d'asymétrie d'information et de ce fait ne fait pas toujours le meilleur choix. Ce mauvais choix peut aussi nuire à la concurrence en entraînant un dysfonctionnement du marché.

Propositions du Conseil de la concurrence :

Un intérêt particulier doit être accordé au marché du médicament en Algérie et ce, d'autant plus que l'autorité de régulation sectorielle du médicament n'est pas encore opérationnel.

Dans ce cadre le Conseil de la concurrence a inscrit dans son programme d'actions annuel de 2015 le lancement d'une étude sectorielle sur le médicament (analyse concurrentielle du marché du médicament). Cette étude est en cours de réalisation

par les moyens humains internes et propres au Conseil de la concurrence et sera finalisée en fin d'année 2016.

8- La participation à l'atelier régional organisé par la CNUCED et portant sur la phase de lancement, de l'Intégration Economique Régionale à travers l'adoption de politiques de la Concurrence et de Protection des Consommateurs dans la Région Moyen Orient - (MENA) Programme (27- 29 Juillet 2015, Agadir – Maroc).

Un membre permanent du Conseil de la concurrence a participé aux travaux de cet Atelier Régional (MENA) qui s'est tenu à AGADIR du 27 au 29 Juillet 2015.

Cet atelier a vu la participation des pays suivants du MENA : Algérie-Egypte- Tunisie-Liban-Jordanie-Palestine –Maroc.

Cet atelier entre dans le cadre des objectifs du programme COMPAL/MENA qui visent à renforcer l'intégration économique des pays concernés, à améliorer la gouvernance, à intensifier la lutte contre la corruption et à favoriser l'égalité hommes/femmes.

IL s'agissait pour atteindre ces objectifs de mettre en place une stratégie claire pour la défense de la concurrence et la protection des consommateurs devant se traduire par la conception d'un programme d'actions sur la période 2016-2020.

Monsieur GUILLERMO VALLES : Directeur de la Division du Commerce International des Biens et des Services et des Produits de base (CNUCED), a axé son intervention sur trois volets :

- **Le contexte du projet :** la définition du contexte serait l'agenda de développement durable post 2015 (pour les 15 prochaines années) et qui impliquera tous les pays des Nations Unies.

Il s'agira d'un nouvel agenda de gouvernance qui inclura le développement durable au niveau économique, politique et social et qui s'articule autour de 17 objectifs et 150 indicateurs.

L'objectif global est de concevoir une stratégie pour éradiquer la pauvreté « une fois pour toutes » et dans tous les pays et ce, en ramenant les populations pauvres au niveau de la classe moyenne. Dans ce cadre la CNUCED cherche à renforcer les liens entre la concurrence et la défense de protection des consommateurs.

- **La mise en oeuvre du projet :** la CUNCED note la détermination de la SUEDE à soutenir le projet COMPAL /MENA dont cette première phase intitulée

phase de lancement.

- **Les résultats attendus de l'étude** : il conviendra d'identifier les activités régionales qui doivent être prises en charge pour préparer un programme de travail à livrer d'ici à fin septembre 2015 sur la base des besoins exprimés par chaque pays du MENA. Ces besoins par pays comportant des chevauchements seront traduits au niveau de cet atelier en besoins régionaux. En un mot il s'agira de transformer les besoins nationaux en projet régional à des fins d'intégration régionale.

La situation actuelle du droit et de la politique de la concurrence ainsi que de la protection des consommateurs a été exposée par chaque représentant des pays participants :

En ce qui concerne l'Algérie le Membre Permanent du Conseil de la concurrence a présenté dans la durée impartie (12 minutes) en huit (08) points ci-après et sur la base du canevas CNUCED :

- **L'historique de la politique de la concurrence** : Transition d'une économie administrée à une économie de marché ;
- **La législation** ; les ordonnances de 1995 et de 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence ; Les évolutions entre les deux ordonnances et la nécessité de révision de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence ;
- **Le cadre institutionnel** : relations du Conseil de la concurrence avec l'environnement institutionnel (Gouvernement, Parlement, ministères du commerce et de la justice, Conseil d'Etat et autorités de régulation sectorielles) ;
- **L'Application** : le nombre d'affaires traitées entre 2013 et 2014 tant sur le plan juridictionnel que consultatif et l'analyse des vingt saisines reçues ainsi que le fondement des vingt décisions prises par le collège du Conseil de la concurrence au sujet des dites saisines ;
- **Le plaidoyer** : le nombre et les thèmes des journées d'études organisées par le Conseil de la concurrence entre 2013 et 2014 ainsi que le nombre de bulletins officiels de la concurrence édités et diffusés. Les interventions des cadres du Conseil de la concurrence au niveau des rencontres organisées par les Universités d'Algérie et les interviews accordés aux médias par les cadres du Conseil de la concurrence ;
- **La coopération internationale** : l'accord cadre de coopération et d'appui institutionnel signé avec l'autorité française de la concurrence en 2014 ainsi que le lancement du projet d'accord pour la création d'une organisation maghrébine des autorités de la concurrence.

- **Le renforcement des capacités :** des propositions de mesures ont été formulées telles que :
 - l'audit législatif de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et ses textes d'application avec l'appui de la CNUCED ;
 - la mise en place de lignes directrices pour le traitement des ententes verticales et horizontales, d'abus de position dominantes, de dépendance économique, de pratiques de prix abusivement bas, de concentrations économiques et de modalités de détermination des sanctions,
 - élaboration de procédures écrites régissant les relations internes au conseil de la concurrence et les relations avec l'environnement institutionnel ;
 - La définition de normes de travail selon les standards internationaux (délai de traitement des affaires, processus d'enquête, de qualification des griefs et de notification des rapports aux parties, séances d'auditions et de délibérations du collège) ;
 - La mise en place de bases de données et installation d'un système d'informations intégré ;
 - Le lancement d'ateliers sur les soumissions concertées internationales (marchés publics) ;
 - L'élaboration d'un plan stratégique à moyen terme 2016-2020.
 - La mise à niveau des membres du collège à hauteur de leurs homologues experts des autorités de la concurrence des pays développés et formation des rapporteurs dans les techniques d'enquête et de qualification des griefs ;
 - Le lancement d'études sectorielles.

- **Les défis : Le Conseil de la concurrence algérien a synthétisé les défis autour des huit points ci-après :**
 - Réviser le dispositif législatif et réglementaire de la concurrence en vigueur par la concrétisation de l'audit initiée conjointement avec la CNUCED en 2014 ;
 - Développer une démarche intersectorielle d'ensemble en vue d'accroître l'efficacité dans la lutte contre le marché informel ;
 - Participer à la révision du dispositif législatif et réglementaire inhérent à l'investissement pour permettre autant que possible la levée des barrières à l'entrée notamment au profit des entreprises PME naissantes ;
 - Mettre en place un cadre général de coopération avec les autorités de la

concurrence étrangères pour bénéficier de leurs expériences ;

- Ancrer dans les comportements des entreprises et des consommateurs les réflexes induits par l'économie de marché par la propagation de la culture de la concurrence et la mise en oeuvre d'un programme de conformité ;
- Mettre en place un mécanisme d'observation du marché permettant la détection de pratiques anticoncurrentielles ;
- Constituer une banque de données spécifique au domaine de la concurrence ;
- Utiliser des méthodes modernes de communication (TIC), à destination des institutions et des acteurs économiques, comme vecteurs porteurs d'actions de médiatisation et de vulgarisation de la concurrence.

Les résultats tirés de cet atelier sont synthétisés sous forme de propositions suivantes:

1. La présentation de la situation actuelle du droit et de la politique de la concurrence en Algérie par le représentant du Conseil de la concurrence a permis aux organisateurs de se faire une idée précise des travaux entrepris par le Conseil de la concurrence depuis sa réactivation en Janvier 2013 ;
2. La révision du dispositif législatif et réglementaire sur la concurrence est une opération courante au niveau des autorités de la concurrence du MENA (notamment EGYPTE –TUNISIE –MAROC) sachant que chaque révision est porteuse d'amélioration et d'efficacité. Le droit de la concurrence doit être adapté au marché qui est en constante évolution. Le mécanisme d'évaluation par les pairs est en outre une procédure encouragée par la CNUCED. A ce titre l'audit par la CNUCED du dispositif législatif sollicité par le Ministre du commerce dès 2014 actuellement à l'arrêt, devrait être relancé dans les meilleurs délais et reste d'actualité ;
3. La coopération internationale notamment en termes d'échanges d'expériences et des meilleures pratiques en matière de traitement des pratiques anticoncurrentielles devrait être encouragée. Le projet de la création d'une organisation maghrébine de la concurrence initiée en 2014, par les autorités de la concurrence de trois (03) pays (Algérien, Maroc, Tunisie) devrait être concrétisée ;
4. **Proposition :** Saisir l'opportunité offerte par le programme COMPAL/MENA en matière d'assistance technique pour renforcer davantage les capacités existantes à travers la mise en place d'un plan stratégique à moyen terme en matière de formation des ressources humaines (membres, rapporteurs, cadres administratifs).

9- La Participation aux travaux du 14ème Forum Mondial de la concurrence organisé par l'OCDE et au Forum Africain de la concurrence (FAC) du 28 au 30 Octobre 2015.

Le Président du Conseil de la concurrence a participé à Paris du 28 au 30 Octobre 2015, sur invitation de l'Organisation de la Coopération et du Développement Economique (OCDE) et du Forum Africain de la concurrence, aux travaux du 14ème Forum Mondial de la concurrence et au Forum Africain de la concurrence (FAC).

Le 14ème Forum Mondial de la concurrence organisé par l'OCDE a débattu des thèmes suivants:

- 1 - L'impact de la concurrence sur l'emploi ;
- 2 - Les incidences des innovations sur la mise en oeuvre du droit de la concurrence ;
- 3 - Les secteurs sujets à des collusions endémiques ou répétées.

Les conférences auxquelles ont participé plus de 100 pays (membres et non membres de l'OCDE) ont été animées par d'éminents experts représentant des organisations internationales, (OCDE, Banque Mondiale, OMC) des autorités de la concurrence, des universités, des instituts, des centres de recherche, des entreprises etc.....

Les questions suivantes ont été abordées :

- La concurrence est-elle destructrice ou créatrice d'emploi ?
- Les innovations de rupture ont-elles des incidences sur la concurrence?
- Les secteurs sujets à une collusion endémique.

Les conclusions et recommandations ont été les suivantes :

• Concurrence /emploi :

La formule établissant une relation de causalité entre la concurrence et la création de l'emploi doit être nuancée en tenant compte qu'une concurrence débridée peut aggraver les inégalités sociales.

Le marché de l'emploi doit être complémentaire à la politique de la concurrence. D'où la nécessité, pour les autorités de la concurrence, de mener leurs actions, en concertation avec le Gouvernement et les syndicats.

Le travail ne doit pas être considéré comme un produit soumis aux mêmes règles que les autres produits.

L'accès à l'emploi est un droit consacré par la Constitution. Il y a lieu, par conséquent, d'en tenir compte lors des suppressions d'emplois pour des raisons de compétitivité.

La concurrence stimule et protège les emplois productifs. Elle n'encourage pas le maintien des emplois improductifs.

La réticence des partis de l'opposition et des syndicats à la suppression des emplois improductifs est généralement dictée pour des raisons électoralistes et populistes.

L'autorité de la concurrence doit chercher, en revanche, à préserver les emplois durables.

Les effets positifs de la compétitivité ne sont, en effet, perceptibles qu'à long terme notamment par l'augmentation de la productivité et le déplacement des ressources vers les secteurs les plus productifs.

La concurrence contribue, par ailleurs, à rationaliser le marché du travail et à faire émerger les entreprises ayant des avantages comparatifs.

Il est donc impératif que les autorités de la concurrence soient organisées de telle façon à contrecarrer les discours simplistes accréditant l'idée que la concurrence tue l'emploi.

Pour ce faire, les autorités de la concurrence doivent être indépendantes et disposer de cadres compétents pouvant fournir des arguments convaincants appuyés par des données pragmatiques et non dogmatiques.

Des études effectuées par le Groupe de la Banque Mondiale, la CNUCED et l'OCDE ont démontré que la concurrence favorise la création d'emplois productifs et durables, améliore le niveau des salaires des travailleurs, libéralise le marché.

La concurrence renforce, par ailleurs, la compétitivité des entreprises et génère plus de revenus tout en protégeant les petites et moyennes entreprises contre les grands groupes.

La concurrence ne devrait pas toutefois avoir pour finalité de faire disparaître les grands groupes dont l'existence est utile pour résister à la concurrence internationale.

Une étude menée par l'Union Européenne sur une période de 30 années pour évaluer l'impact de la politique de la concurrence sur la création d'emploi, la réduction des inégalités sociales et la lutte contre le chômage a confirmé les effets positifs directs et indirects de cette politique sur les secteurs précités.

Pour être efficace, la politique de la concurrence doit être accompagnée d'autres mesures notamment celle qui favorise la mobilité et la flexibilité de l'emploi.

La concurrence ne doit pas faire de discrimination entre les entreprises publiques et les entreprises privées.

La concurrence contribue à la réduction du marché informel dans les pays en voie de développement. Le marché informel étant, il convient de le souligner, antinomique avec la concurrence.

La concurrence a des effets positifs sur l'économie des pays en transition notamment par la création de nouveaux emplois, l'amélioration de la qualité, la réduction des prix des produits et services et leur disponibilité.

• Les innovations de rupture :

Ces innovations risquent de bouleverser les valeurs d'un marché rationnel. Les autorités de la concurrence doivent vérifier, lors de l'examen des fusions, si la concentration ne vise pas à freiner les innovations en tenant compte que celles-ci peuvent être, positives ou négatives pour le consommateur et l'économie.

La difficulté pour les autorités de la concurrence réside dans la définition du marché pour déceler les facteurs potentiels de la perturbation de la concurrence.

L'apparition d'un nouveau concurrent du fait d'une innovation peut favoriser la concurrence comme elle peut l'entraver.

Les opérateurs historiques du marché peuvent se concerter pour ériger des barrières en vue d'empêcher le nouvel entrant d'accéder au marché.

L'autorité de la concurrence doit veiller à l'intérêt général tout en préservant la stabilité du marché et à la promotion de l'innovation.

Le droit de la concurrence doit être adapté à un marché mouvant et aux nouveaux produits.

• Les secteurs sujets à une collusion endémique :

Les débats ont démontré que les ententes touchent surtout les produits chimiques, le ciment, l'agroalimentaire, l'électronique etc.....

Les sanctions prononcées par les autorités de la concurrence à l'encontre des

auteurs des collusions (amendes, restructuration) se sont avérées peu dissuasives puisque des cas de récidives sont fréquemment relevés par ces mêmes autorités.

Les ententes pour les produits chimiques sont justifiées par les lourds investissements consentis par les entreprises opérant dans le secteur, ce qui les pousse à ériger des barrières aux nouveaux entrants.

Les ententes ou collusions se font souvent entre des entreprises qui opèrent dans le même secteur, donc qui se connaissent et s'échangent les informations.

Pour faire face aux cartels, les autorités de la concurrence disposent d'une panoplie de mesures.

- Agir en amont en imposant la transparence dans les appels d'offre notamment pour la commande publique ;
- Sensibiliser les entreprises sur la nécessité de respecter les règles de la concurrence par l'adhésion à un programme de conformité ou de comportement élaboré par l'autorité de la concurrence. Les entreprises qui acceptent de se conformer à ce programme peuvent bénéficier d'exonération ;
- Promouvoir la culture de la concurrence par des actions pédagogiques ou plaidoyer menés par l'autorité de la concurrence mettant en exergue les avantages d'une concurrence loyale pour les entreprises et pour le consommateur.
- L'instauration de la procédure de clémence. Ce type d'amnistie peut amener une entreprise à coopérer avec l'autorité de la concurrence pour démanteler un cartel ;
- Aggraver les sanctions en cas de récidive (augmentation du montant des amendes, interdiction de soumissionner pour les marchés publics pour une certaine période) ;
- Evaluer continuellement les mécanismes de lutte contre les cartels pour identifier les points forts et les points faibles en vue d'en améliorer l'efficacité.
- Eviter les avenants dans les marchés publics qui faussent les règles de la concurrence.
- Instituer un système d'alerte de la création de cartels à travers le contrôle des concentrations et des fusions.
- Avertir les associations professionnelles pour ne pas enfreindre la loi sur la concurrence notamment par les échanges d'informations conduisant à des soumissions concertées en matière de marchés publics.

10- La participation à un atelier organisé par le Forum Africain de la concurrence en marge du 14ème Forum Mondial de la Concurrence de l'OCDE.

L'atelier organisé par le Forum Africain de la concurrence le 28 Octobre 2015, en marge du 14ème Forum Mondial de la concurrence de l'OCDE a regroupé la majorité des représentants des autorités de la concurrence du continent (Afrique du Sud, Algérie, Egypte, Sénégal, Tanzanie, Togo, Gobon, Tunisie, Maroc, Kenya, Zambie.....).

Les travaux de cet atelier ont été présidés par Monsieur Tembinkosi BONAKELE, Président de l'autorité de la concurrence d'Afrique du Sud et animés par Monsieur Andréas MUNDT, Président de l'autorité allemande de la concurrence et président en exercice de l'ICN (réseau mondial de la concurrence) ainsi que messieurs :

- John DAVIES (Grande Bretagne), Chef de la division concurrence – OCDE ;
- Toshiko IGARASCHI (Japon), Représentant de l'OCDE ;
- William KOVACIC (USA), Professeur d'université, spécialiste du droit de la concurrence.

Les thèmes débattus au cours de cet atelier ont porté notamment sur :

- Les abus de position dominante ;
- Les ententes et les cartels ;
- L'environnement institutionnel de l'autorité de la concurrence ;
- Les moyens matériels, financiers et humains des autorités de la concurrence.

La coopération entre les autorités africaines de la concurrence et celles des pays développés et avec les organisations internationales spécialisées (ICN, OCDE, CNUCED) pour un transfert de savoir faire dans le domaine de la concurrence, a été recommandée par les experts.

Cette coopération s'avère d'autant plus nécessaire que le phénomène des cartels tend à se mondialiser et que les pays africains en sont les plus touchés.

Dans ce cadre, les autorités de la concurrence africaines peuvent accéder aux textes (études, jurisprudence) publiés sur le site Web de l'ICN concernant les cartels, les comportements prédateurs, la neutralité et l'indépendance des autorités de la concurrence.

Le Président du réseau mondial des autorités de la concurrence (ICN) a exhorté les responsables des autorités africaines de la concurrence à saisir toutes les opportunités

offertes par le réseau pour participer à des ateliers, des forums, des vidéos conférences qu'elle organise pour améliorer les performances de leur personnel.

Certains membres des délégations présents ont soulevé les contraintes de l'éloignement des lieux d'organisation de ces événements (Sidney, Singapore etc....) qui empêchent la majorité des autorités africaines d'y participer en raison du manque de ressources financières.

Le Président de l'ICN s'est déclaré prêt à étudier toute proposition émanant des autorités africaines de la concurrence pour une éventuelle délocalisation des

conférences ou ateliers et tout autre événement liés à la promotion de la concurrence de façon à leur permettre d'y participer.

11- La participation au meeting du groupe des Experts organisé par l'ESCWA(Economic and Social Commission for Western Asia) les 08 et 09 Décembre 2015 à Beyrouth (Liban) et dont le thème portait sur : « La législation et la réglementation de la concurrence – challenge et opportunité dans la Région Arabe ».

Une mission a été effectuée au Liban (BEYROUTH) par le Rapporteur Général du Conseil de la concurrence du 07 au 10 Décembre 2015 pour participer au meeting organisé par l'ESCWA (Economic and Social Commission for Western Asia).

Le thème a porté sur la législation et la réglementation de la concurrence dans la région arabe.

Ce meeting consisté à:

- Présenter les différentes expériences des pays arabes en matière de droit de la concurrence ;
- S'informer des difficultés et des contraintes rencontrées par les autorités de la concurrence sur l'applicabilité des textes régissant la concurrence.

Les principales recommandations émises à l'issue des travaux de cette conférence :

- La mise en place d'ateliers de formation à l'échelle régionale ;
- La vulgarisation de la culture de la concurrence (plaidoyer de la concurrence) pour sensibiliser les pouvoirs publics et l'opinion publique sur les bienfaits de la concurrence ;
- La réflexion sur l'élaboration d'un droit de la concurrence unifié (harmonisé) ;
- La mise en oeuvre de la loi type sur la concurrence élaborée par la CNUCED.

12- La coopération, la concertation et la coordination avec les autorités de régulation sectorielle :

Pour rappel, l'article 39 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence dispose que « **lorsque le Conseil de la concurrence est saisi d'une affaire ayant un rapport avec un secteur d'activité relevant du champ de compétence d'une autorité de régulation, il transmet immédiatement une copie du dossier à l'autorité de régulation concernée pour formuler son avis dans un délai de 30 jours. Dans le cadre de ses missions, le Conseil de la concurrence développe des relations de coopération, de concertation et d'échange d'informations avec les autorités de régulation** ».

De même que l'article 50 de la même ordonnance dispose que « **...les affaires relevant de secteurs d'activité placés sous le contrôle d'une autorité de régulation sont instruites en coordination avec les services de l'Autorité concernée** ».

Dès le mois de novembre 2013 les autorités de régulation suivantes avaient été saisies et invitées par le Président du Conseil de la Concurrence à tenir une réunion de travail exploratoire pour mettre en place un tel cadre de coordination, de concertation et de coopération. Il s'agit des autorités ci-après ;

- Le Président de la Commission bancaire ;
- Le Président de l'Autorité de Régulation des Transports ;
- Le Président de l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures ;
- Le Président de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (C.R.E.G) ;
- Le Président de l'Agence de Régulation de l'Eau ;
- Le Président de l'Agence Nationale du Patrimoine Minier ;
- Le Président de l'Agence de Régulation des Hydrocarbures ;
- Le Président de l'Agence de Régulation des Postes et des Télécommunications.

Seules les Autorités de Régulation ALNAFT et CREG avaient donné réponse à l'invitation et donné leur accord pour la tenue de réunions exploratoires.

La commission de régulation de l'électricité et du gaz CREG à organisée cette reunion de cordinnation le 28 janvier 2014 en son siège.

Les deux parties ont convenu de collaborer pour le traitement des affaires relevant de leur compétence respectives conformément à l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet

2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et à la loi 02-01 du 05 Février 2002 relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisation.

Quant aux autres autorités de régulation sectorielles les relations se sont résumées à ce jour à la participation de leurs représentants aux journées d'études organisées par le Conseil de la concurrence.

Pour mettre en œuvre de manière concrète les dispositions des articles 39 et 50 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence il est envisagé pour le deuxième semestre 2016 d'organiser, par le Conseil de la concurrence, une rencontre nationale qui regroupera l'ensemble des autorités de régulation et le Conseil de la concurrence pour débattre du rôle du Conseil de la concurrence et des autorités de régulation sectorielle et établir un projet de convention à l'effet de développer des relations de coopération, de concertation et d'échange d'informations entre les parties précitées.

13- L'accueil et suivi des étudiants préparant les mémoires de fin de cycle universitaire et post universitaire sur le droit de la concurrence.

Durant l'exercice 2015, le Conseil de la concurrence a accueilli des étudiants préparant des mémoires et thèses de fin de cycle universitaire et postuniversitaire portant sur le thème du droit de la concurrence,

Les étudiants ont été orientés vers le Conseil de la concurrence par les écoles et universités ci-après :

- **L'Ecole Nationale d'Administration.**

Un stage a été effectué par une étudiante qui a traité le thème portant sur le rôle du Conseil de la concurrence dans la régulation du marché national.

- **Université de Constantine 1.**

Un étudiant préparant une thèse de doctorat sur le thème de l'abus de position dominante.

- **L'Ecole Nationale Supérieure de Management (ENSM) Koléa :**

Un étudiant de l'ENSM Koléa en économie industrielle des réseaux, et des infrastructures a suivi un stage pratique au niveau du Conseil de la concurrence.

Toutes les informations nécessaires ainsi que la documentation relatives au droit de la concurrence ont été mis à la disposition de ces étudiants qui ont reçu, par ailleurs, des explications approfondies sur le rôle, les missions, l'organisation et le fonctionnement du Conseil de la concurrence.

14- La signature d'une convention de coopération avec l'Ecole supérieure du Management de KOLEA.

Le Conseil de la concurrence a procédé durant l'année 2015 à la signature d'une convention de coopération avec l'Ecole Nationale Supérieure de Management de Koléa.

Cette convention a pour objet d'établir les bases d'une coopération scientifique et pédagogique entre l'ENSM et le Conseil de la Concurrence.

C'est ainsi que les deux parties se sont engagées à développer et à enrichir les échanges bilatéraux en matière de formation et de recherche dans le domaine de la concurrence.

15- La formation de deux (02) rapporteurs au niveau de l'Autorité Française-de la Concurrence.

En 2015 le Conseil de la concurrence a enregistré la formation de courte durée au niveau de l'autorité française de la concurrence de deux rapporteurs durant les périodes allant du 26 janvier au 06 Février 2015 et du 26 Mai 2015 au 04 Juin 2015.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord-cadre de coopération et d'appui institutionnel signé entre l'Autorité Française de la concurrence et le conseil de la concurrence algérien en Février 2014

Il s'agit d'une formation sur des cas pratiques durant laquelle les deux rapporteurs ont été intégrés dans les séances de travail de l'autorité de la concurrence Française et notamment en ce qui concerne :

- La participation aux séances du collège portant sur l'examen de demandes de mesures conservatoires introduites par des sociétés plaignantes ainsi que l'examen des demandes d'avis introduites par le Ministère de l'Economie sur les projets de décrets ou d'arrêtés ;
- La visite du service documentation pour prendre connaissance des méthodes de recherche pour l'accès à l'information.
- La lecture des rapports établis par les services d'instruction concernant des affaires en cours d'instruction.
- La prise de connaissances relatives à la méthode de rédaction des avis de l'autorité de la concurrence
- La recherche et l'utilisation des faisceaux d'indices convergents relatifs aux concertations dans les cas d'ententes illicites.

16- Les journées d'études organisées par le Conseil de la concurrence :

A l'instar des années 2013 et 2014, le Conseil de la concurrence a organisé deux (02) journées d'études en 2015 qui étaient inscrites dans son programme annuel d'activités.

Il est utile de rappeler que depuis sa réactivation en Janvier 2013, le Conseil de la concurrence a initié des cycles de conférences, séminaires et ateliers dont les principaux thèmes portent sur :

- Les abus de position dominante ;
- Les effets positifs de la concurrence sur la croissance, la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, l'innovation et la compétitivité ;
- L'environnement institutionnel du Conseil de la concurrence.

Ces cycles de conférences ont été animés par des experts nationaux et étrangers auxquels participent des représentants des institutions (Présidence de la République, Conseil de la Nation, Assemblée Populaire Nationale, Premier Ministère, et autres administrations centrales) ainsi que des autorités de régulation sectorielle et des Universités.

La première journée d'études organisée durant l'année 2015 a eu lieu le 20 Mai 2015 à la Résidence Djenane el Mithak et a eu pour thème **« une économie régulée, un consommateur protégé, une entreprise performante et compétitive »**.

Le choix du thème a été tiré de l'article 01 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence qui assigne deux objectifs à la concurrence: la protection du consommateur et l'efficacité économique de l'entreprise.

Les participants ont eu à suivre quatre (04) communications :

- Le rôle d'une économie régulée dans la performance et la compétitivité des entreprises (par le Dr Djellal Messad épouse Mahtout, Maître de conférences à la faculté de droit, Université de TIZI OUZOU).
- Le parasitisme économique : un frein à la compétitivité de l'entreprise (par le Professeur BENCHEIKH Nouredine, professeur de droit à l'Université de Sétif).
- Les règles de la concurrence et la protection des consommateurs (par Mr BOUKROUFA Réda Directeur de la concurrence au Ministère du Commerce).
- Le droit de la concurrence au service de la compétitivité et la performance de l'entreprise (par Mr ABDELKRIM Mustapha ex Rapporteur Général au Conseil de la concurrence chargé d'étude et de synthèse au Ministère de l'Industrie et des Mines).

La deuxième journée d'études a eu lieu le 16 Décembre 2015 au niveau de la résidence Djenane El Mithak et a eu pour thème « les indices de collusion en matière de marchés publics ».

Le choix du thème de cette journée a été dicté par les conséquences préjudiciables causées au Trésor Public découlant des pratiques collusoires ou ententes entre entreprises concurrentes visant la répartition des marchés.

Les communications présentées ont porté sur les sujets suivants :

- L'approche économique de la relation entre les marchés publics et le droit de la concurrence (par Monsieur SLIMANI Djilali Membre permanent au Conseil de la concurrence) ;
- La réglementation en matière de collusion dans les marchés publics (par Monsieur LADJEL Amar Sous Directeur de la réglementation des marchés publics au Ministère des finances) ;
- Les preuves de collusion dans les contrats de marchés publics selon la pratique de l'Union Européenne (par Monsieur Jacques TALLINEAU Expert au niveau du programme d'Accompagnement de l'accord d'Association Euro-méditerranéen (P3A).
- Les facteurs qui facilitent la collusion des entreprises dans le domaine des marchés publics (par le Dr BELHACINE Wassim maître de conférence à l'Ecole Polytechnique d'Alger) ;
- Les obligations du contractant dans le respect des règles de concurrence dans le domaine des marchés publics (par Mme AKROUR Meriem Maître de conférence à la faculté de droit d'Alger).

Cette journée d'étude a mis en évidence des lacunes dans la législation relative à la concurrence et dans la réglementation des marchés publics qui n'ont pas prévu des sanctions complémentaires dissuasives à l'égard des entreprises récidivistes (relèvement du montant des amendes et interdiction de soumission aux marchés publics pendant une certaine période).

Dans ce cadre le Conseil de la concurrence a proposé la prise en charge de ces lacunes au niveau de la modification de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

Ces modifications sont rendues d'autant plus nécessaires par la mise en oeuvre de l'article 43 de la Constitution qui a consacré les principes de la régulation du marché par l'Etat, la non discrimination entre entreprises en matière d'aides de l'Etat, la protection du consommateur et l'interdiction du monopole et de la concurrence déloyale.

Il convient enfin de signaler que les communications sus visées feront l'objet de publications sur des numéros spéciaux du Bulletin officiel de la concurrence.

IV –TRAITEMENT DES PLAINTES (SAISINES)

1- Etat récapitulatif des saisines proprement dites.

Le collège du Conseil de la concurrence s'est réuni à trois (03) reprises en 2015 pour délibérer sur les dossiers définitivement instruits par les rapporteurs et qui concernent :

• La séance du 16 Avril 2015 :

Cette séance a été consacrée à l'examen final et aux délibérations sur les affaires définitivement instruites ci-après :

- **Dossier N°49/2013 du 01 Février 2013:** Mr DOUKHANDJI Rabah Représentant des distributeurs privés de lubrifiants contre SONATRACH (demande de mesures provisoires).
- **Dossier N°49/2013 du 31 Mars 2013 :** Mr DOUKHANDJI Rabah Représentant des distributeurs privés de lubrifiants contre ANRH et SONATRACH (examen de la plainte en la forme et au fond).
- **Dossier N°51/2013 du 16 Avril 2013 :** SARL IMACOR contre Spa LAFARGE.
- **Dossier N°39/2006 du 21 mai 2006 :** SARL OUEST IMPORT contre Groupe CEVITAL.
- **Dossier N°02 /2014 du 02 Mars 2014 :** Un Groupe de sociétés privées d'importations de remorques (SARL)contre deux entreprises de production et de montage locales de remorques (SARL TIRSAM et EURL Asma carrosserie industrielle).
- **Dossier N°03 /2014 du 31 Aout 2014:** Spa RENAULT contre Spa SOVAC.
- **Dossier n° 23/2015 du 19 Février 2015** demande de mesures provisoires, déposée par la société « SARL IMACOR» contre «SPA Lafarge Algérie ».

• La séance du 29 au 30 Septembre 2015 :

Cette séance a été consacrée exclusivement à l'examen des rapports finaux présentés par les rapporteurs ainsi que les plaidoiries de la défense des parties en cause concernant les affaires suivantes :

- **Dossier N°47/2013 du 18 Février 2013 :**plainte déposée par la société « SARL EL HILAL papier», contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et« SARL EAPI ».
- **Dossier N°48/2013 du10 Mars 2013:**plainte déposée par la société« SARL

SETPAP ALIF papier », contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et « SARL EAPI ».

- **Dossier N°01/2015 du 02 Avril 2015** :demande d'autorisation pour une opération de concentration déposée par les sociétés « SANOFI » et « CHAPLAPHARM ».
- **Dossier N°50/2013 du 02 Avril 2013** :plainte déposée par la société « PETROSER» contre «GRIEF-SPA-ALGERIE».
- **Dossier N°04/2014 du 14 Octobre 2014** : Demande d'avis formulée par la Société Alliances assurances suite à un appel d'offre lancé parla Société COSIDER Spa qu'elle estime anticoncurrentiel.
- **Dossier N°51 /2013 du 16 Avril 2013** :plainte déposée par la SARL IMACOR contre SPA LAFARGE.

Les cinq (05) premiers dossiers ont été mis en délibération pour la prochaine séancealors que le dossier N°51/2013 a fait l'objet d'un report d'examen par le collège jusqu'à transmission des observations du rapporteur à la partie défenderesse et ce, en respect de la procédure contradictoire.

• La séance des 04 et 05 Novembre 2015 :

Cette séance a permis au collège de délibérer sur les affaires suivantes :

- **Dossier N°04/2014 du 14 Octobre 2014:** Demande d'avis formulée par la Société Alliances assurances citée ci-dessus.
- **Dossier N°47/2013 du 18 Février 2013** : plainte déposée par la société « SARL EL HILAL papier», contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et« SARL EAPI ».
- **Dossier N°48 /2013 du 10 Mars 2013** : plainte déposée par la société« SARL SETPAP ALIF papier », contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et « SARL EAPI ».
- **Dossier N° 01/2015 du 02 Avril 2015:** demande d'autorisation pour une opération de concentration déposée par les sociétés « SANOFI » et « CHEPLAPHARM ».
- **Dossier N°50/2013 du 02 Avril 2013** : plainte déposée par la société « PETROSER» contre «GRIEF-SPA-ALGERIE».
- **Dossier N°51 /2013 du 16 Avril 2013** :plainte déposée par la SARL IMACOR contre Spa LAFARGE (ce dossier a fait l'objet d'un report de délibération sur demande des parties pour leur permettre de conclure un arrangement à l'amiable).

Il faut rappeler que les séances précitées ont été tenues dans les limites du quorum légal, soit huit (08) membres du collège et ce, suite au départ de quatre membres au cours des années 2013 et 2014.

De manière générale, il est à remarquer qu'en 2015 le Conseil de la concurrence a eu à délibérer sur douze (12) affaires.

A titre de rappel, pour lui permettre d'exercer efficacement les missions juridictionnelles qui lui ont été conférées par la loi, le législateur a doté le Conseil de la concurrence de trois (03) pôles d'organisation suivants :

- Un collège composé de douze (12) membres dont six (06) non permanents chargé de statuer sur les affaires qui lui sont soumises par le Président du Conseil après leur instruction par les rapporteurs.
- Un organe d'instruction composé d'un (01) rapporteur général et cinq (05) rapporteurs chargés d'instruire les affaires de pratiques anticoncurrentielles ou restrictives de la concurrence. Ce pôle constitue en fait « l'unité de production » du Conseil.
- Un secrétariat général et quatre (04) directions ayant une mission d'appui logistique à la réalisation des missions suscitées

Il est utile de rappeler que le Conseil de la concurrence à travers son collège peut prendre différents types de décision, à savoir :

- Les décisions prononçant des **sanctions pécuniaires** dont le montant peut atteindre 12% du chiffre d'affaires réalisé en Algérie (article 56 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence).
- Les décisions de **mesures conservatoires**, dites provisoires dans l'ordonnance précitée;
- Les décisions **d'acceptation d'engagements** ;
- Les décisions **d'injonctions motivées** visant à mettre fin aux pratiques restrictives de concurrence constatées ;
- Les autres catégories de décisions, telles que :
 - Décision **d'irrecevabilité** pour défaut d'intérêt ou de qualité à agir ou si les faits invoqués sont prescrits ou ne sont pas de sa compétence ;
 - Décision de **rejet** si les faits ne sont pas appuyés par des éléments suffisamment probants ;
 - Décision de **non-lieu à poursuivre la procédure** : si les faits ne révèlent pas, après instruction, l'existence de pratiques prohibées par la législation relative

à la concurrence

- Décision de **sursis à statuer** pour renvoi à l'instruction ou dans l'attente d'un événement à venir.

Les principales décisions prises par le Conseil de la concurrence depuis trois (03) années de fonctionnement (2013-2015) ont été essentiellement :

- Des **décisions de rejet** justifiées par l'absence d'éléments suffisamment probants pour étayer les faits invoqués dans les saisines ou l'absence de confirmation et maintien des plaintes ;
- Des **décisions d'irrecevabilité** pour défaut d'intérêt ou de qualité à agir ou si les faits invoqués sont prescrits ou ne sont pas de sa compétence ou ne sont pas fondés.
- Une **décision de sanction prononçant une amende** ;
- Une décision d'**acceptation d'engagements** suite à une **injonction**.

2- Contenu des saisines et fondement des décisions du Collège:

• Séance du 16 Avril 2015.

1-Saisine du 01 Février 2013 relative au dossier N°49/2013 déposée par Mr DOUKHANDJI Rabah Représentant 85 distributeurs privés de lubrifiants contre SONATRACH (demande de mesures provisoires).

Le plaignant a sollicité du Conseil de la concurrence la prise de mesures provisoires visant à mettre fin, sous le sceau de l'urgence, au transfert de l'approvisionnement des distributeurs privés de lubrifiants de la Société productrice SONATRACH à la Société NAFTAL et ce, en vertu des dispositions de l'article 46 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence portant sur les mesures provisoires.

Cette demande étant justifiée, selon le demandeur, par le décret exécutif n° 97-435 du 17 Novembre 1997 partant règlementation du stockage et de la distribution des produits pétroliers et notamment son article 6.

Le collège a décidé le rejet de la plainte au motif que la demande de mesures provisoires n'est fondée sur aucun élément justificatif susceptible de causer un préjudice irrémédiable à la partie plaignante et ce, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'un arrêt définitif d'approvisionnement des distributeurs privés mettant en péril leur activité ou provoquant une perturbation grave et durable du marché des lubrifiants, mais d'un transfert de leur approvisionnement de la Société SONATRACH vers sa filiale NAFTAL.

2-Saisine du 31 Mars 2013 relative au dossier N° 49/2013, déposée par « Mr DOUKHANJI Rabah».

Ce dernier représente 85 distributeurs privés des lubrifiants qui dénoncent des pratiques restrictives à la concurrence commise par la société «Sonatrach» avec la complaisance de« l’Autorité de Régulation de Hydrocarbures (ARH) ».

Le plaignant y dénonce notamment :

- Le non respect du décret exécutif n°97/435 du 17 Novembre 1997 portant organisation du stockage des produits pétroliers et leur distribution et notamment ses articles 4 et 6.
- Le non respect de l’article 39 de l’ordonnance n° 03- 03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et les articles 10 et 21 de la loi 12/08 modifiant et complétant l’ordonnance n° 03-03 précitée.
- Le transfert par SONATRACH de l’activité d’approvisionnement des distributeurs privés qui lui est confiée par l’Etat vers la Spa NAFTAL alors que cette dernière est elle-même distributeur de lubrifiants et considérée comme un concurrent des distributeurs privés agréés.

Après l’examen du dossier relatif à cette affaire, le conseil a prononcé la recevabilité de la saisine et a fait injonction à SONATRACH de récupérer l’activité de vente des lubrifiants aux distributeurs et ce, en vue d’éviter de recréer une situation de monopole en faveur de NAFTAL qui, en plus, demeure une de ses filiales.

Par correspondance n°854/DG/2014 du 1er Septembre 2014, le Président Directeur Général de SONATRACH reconnaissant le grief et ne le contestant nullement apporte les justifications suivantes:

début de citation : « la décision de SONATRACH de transférer à NAFTAL l’activité d’approvisionnement des distributeurs privés en lubrifiants, en vertu de l’article 23 du contrat liant SONATRACH à ces derniers étant dictée par une conjoncture défavorable qui a perturbé la production des lubrifiantsen effet le niveau de la production nationale était très bas , ce qui a entraîné une rareté du produit .Face à cette perturbation, SONATRACH a considéré que NAFTAL, de par son implantation sur le territoire national, était la société la plus à même d’assurer la distribution des lubrifiants sur l’ensemble du territoire en même temps que l’approvisionnement des distributeurs privés » **fin de citation.**

Dans cette même correspondance, le Président Directeur Général de SONATRACH confirme au Conseil de la concurrence « la récupération de l’activité de vente des lubrifiants aux distributeurs à présent que le marché s’est stabilisé » et sollicite l’application de l’article 60 de l’ordonnance n° 03 -03 du 19 Juillet 2003 modifiée

et complétée relative à la concurrence qui stipule que « le conseil de la concurrence peut décider de réduire le montant de l'amende ou ne pas prononcer d'amende contre les entreprises qui, au cours de l'instruction de l'affaire les concernant reconnaissent les infractions qui leur sont reprochées, collaborent à l'accélération de celle-ci, et s'engagent à ne plus commettre d'infractions liées à l'application des dispositions de la présente ordonnance ».

Sur la base de ces éléments, le Collège a décidé, à la majorité de ses membres, d'appliquer l'article 60 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée à SONATRACH en l'exonérant de la sanction pécuniaire et ce, en contrepartie de son engagement à ne plus commettre d'infractions liées à l'application des dispositions de l'ordonnance sus visée et notamment, à souscrire par écrit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification de cette décision, aux opérations suivantes qui feront l'objet de suivi et évaluation périodique par le Conseil de la concurrence:

- Le transfert des dossiers des distributeurs privés de NAFTAL vers SONATRACH en vue de leur approvisionnement direct et régulier.
- Le traitement de l'ensemble des distributeurs privés ou publics sur un même pied d'égalité et sans discrimination de prix, de qualité ou de répartition des quantités.

3-Saisine du 16 Avril 2013 relative au dossier n° 51/2013 : SARL IMACOR contre Spa LAFARGE.

Cette saisine a été introduite le 16 Avril 2013 par le gérant de la SARL IMACOR exerçant l'activité de distribution des matériaux de construction à Oran contre la Société LAFARGE Spa ALGERIE OGAZ exerçant l'activité de production de ciment à SIG et M'SILA.

La SARL IMACOR invoque le grief d'exploitation abusive par LAFARGE Spa de l'état de dépendance économique dans lequel se trouve IMACOR Sarl caractérisée par la discrimination et un refus de vente sans motif légitime (pratiques sanctionnables en vertu de l'article 11 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence).

En date des 29 et 30 Septembre 2015 sur la base du rapport définitif du rapporteur chargé de l'instruction du dossier et des remarques faites par le rapporteur au sujet des réponses apportées par la défense de LAFARGE Spa sur son rapport définitif, la défense de LAFARGE Spa a demandé le report de l'examen de l'affaire pour lui permettre de prendre connaissance des éléments nouveaux du dossier. Le collège a décidé le différer la délibération jusqu'après notification des dernières remarques du

rapporteur à la défense de LAFARGE Spa pour lui permettre à son tour d'achever sa plaidoirie.

4- Saisine du 19 Février 2015 relative au dossier N° 23/2015 portant demande de mesures provisoires, déposée par la société « SARL IMACOR» contre «SPA Lafarge Algérie ».

La Sarl IMACOR motive sa demande de mesures provisoires par le risque de mise en faillite et notamment la « menace de cessation d'activité sachant que le ciment reste le produit de base de son activité de distribution» et ce, dans l'attente du jugement de l'affaire dans le fond par le Conseil de la concurrence.

Trois facteurs plaideraient, selon le rapporteur, pour l'acceptation de la demande de mesures provisoires :

- La date d'introduction de la saisine dans le fond qui remonte au 16 Avril 2013 ;
- L'importance de l'investissement consenti par le Gérant pour la création d'IMACOR SARL;
- L'inexistence d'une autre source d'approvisionnement en ciment en dehors de LAFARGE Spa.

Le collège en sa séance du 16 Avril 2015 a pris acte des motifs invoqués et a examiné minutieusement l'article 46 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence qui stipule : « le Conseil de la concurrence peut , sur demande du plaignant ou du Ministre chargé du commerce , prendre des mesures provisoires destinées à suspendre les pratiques présumées restrictives faisant l'objet d'instruction , s'il est urgent d'éviter une situation susceptible de provoquer un **préjudice imminent et irréparable** aux entreprises dont les intérêts sont affectés par ces pratiques ou de nuire à **l'intérêt économique général** » .

Après débat le collège a considéré à la majorité de ses membres que :

- Les trois motifs ci-dessus évoqués par le rapporteur ne sont pas suffisamment fondés ou appuyés d'éléments probants sachant qu'IMACOR Sarl poursuit à ce jour son activité de distribution et de vente des matériaux de construction et que son approvisionnement en ciments peut , le cas échéant, s'effectuer auprès des importateurs privés ;
- Le collège ne se trouve pas en face d'une situation pouvant engendrer un dommage imminent et irréparable à IMACOR SARL;
- Le marché national du ciment n'a pas et n'est pas affecté négativement par cette affaire et qu'en conséquence il n'y a pas atteinte ou nuisance à l'intérêt économique général.

Eu égard aux arguments sus visés le conseil a décidé de rejeter la demande de mesures provisoires introduite par IMACOR Sarl.

5-Saisine du 21 Mai 2006 relative au dossier N°39/2006 : La SARL OUEST IMPORT contre Groupe CEVITAL.

IL s'agit d'une affaire remontant à l'année 2006 héritée de l'ex Conseil de la concurrence pour laquelle le plaignant a maintenu par correspondance n° 187 du 30 /07/2013 sa plainte.

Le plaignant, en l'occurrence la Sarl OUEST IMPORT avait saisi le Conseil de la concurrence le 21 Mai 2006 pour signaler la pratique de prix prédateurs par le Groupe CEVITAL agissant en abus de position dominante et fait valoir, dans ce cas, l'article 07 de l'ordonnance n° 95-06 du 25 Janvier 1995 relative à la concurrence.

Le rapporteur, désigné pour instruire cette affaire a conclu dans son rapport final et lors de l'audition par le collège que les allégations de la Sarl OUEST IMPORT ne sont appuyées d'aucune pièce susceptible de constituer un élément de preuve. Le plaignant n'a fourni aucune pièce ou indices convergents susceptibles de constituer la preuve du grief dénoncé et ce, malgré plusieurs relances faites par le Conseil de la concurrence.

En sa séance du 16 Avril 2015 et après examen approfondi des éléments du dossier, le collège a décidé le rejet de la saisine pour absence d'éléments suffisamment probants.

6-Saisine du 02 Mars 2014 relative au dossier n°02 /2014:

Les sociétés d'importations de remorques « Sarl Mondial Trailer (distributeur de comet), Sarl Montenegro Algérie, Sarl Act spécialiste (filiale de CEVITAL) » Sarl SICAME ALGERIE contre deux entreprises de production et de montage locales de remorques (SARL TIRSAM et EURL Asma carrosserie industrielle)

Les plaignants y dénoncent la violation des dispositions de la loi de finance complémentaire pour l'année 2014 et notamment l'application de son article 13 exonérant les fabricants locaux du paiement de la taxe sur les transactions sur les véhicules neufs sans attendre la publication du texte réglementaire fixant les seuils d'intégration locale à partir duquel doit s'appliquer cette exonération.

Cette pratique, si elle est avérée, est susceptible de causer une moins value fiscale et influencer indirectement sur le respect d'une concurrence loyale. En sa séance du 16 Avril 2015, le Collège a pris acte de la correspondance N°104/CC/SP/2014 du 13

Mars 2014 par laquelle le Président du Conseil de la concurrence attirait l'attention du Directeur Général des Impôts (Ministère des finances) sur les incidences de l'article 13 sus visé et sollicitait son Avis.

De même que le collège a pris acte de l'absence de réponse à la correspondance sus visée adressée au Directeur Général des impôts (Ministère des Finances).

Après examen approfondi du dossier et débats, le Collège a décidé **l'irrecevabilité de la saisine** sachant que les faits invoqués ne relèvent pas de sa compétence.

L'irrecevabilité est d'autant plus justifiée que l'article 9 de l'ordonnance n° 03- 03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence dispose que « **Ne sont pas soumis aux dispositions des articles 6 et 7, les accords et pratiques qui résultent de l'application d'un texte législatif ou d'un texte réglementaire pris pour son application** ».

Le collège déplore toutefois que le Conseil de la concurrence n'ait pas été consulté sur l'avant projet de loi de finances 2014 et ce , en vertu de l'article 36 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence qui stipule que « **le conseil de la concurrence est consulté sur tout projet de texte législatif et réglementaire ayant un lien avec la concurrence ou introduisant des mesures ayant pour effetd'instaurer des conditions particulières pour l'exercice d'activités de production, de distribution et de services** ».

La consultation du Conseil aurait pu servir à attirer l'attention du législateur sur la discrimination fiscale que porte l'article 13 du projet loi de finances 2014 et son incidence potentielle sur la concurrence entre producteurs locaux et importateurs.

7-Saisine du 31 Aout 2014 relative au dossier N°03 /2014 Spa RENAULT contre Spa SOVAC.

La saisine est relative à la dénonciation par la Société Renault Algérie Spa d'un acte de publicité comparative considérée comme illicite visant le dénigrement des véhicules Renault (CLIO campus et dynamique) par la Société SOVAC Spa mettant en valeur les atouts du véhicule SKODA Fabia par rapport à ses concurrents dont la saisissante.

Le rapporteur entendu par devant le collège à fait part des observations suivantes :

- Sur le plan de la forme, la requête n'a pas été introduite conformément aux dispositions de l'article 21 du règlement intérieur qui précise que les saisines ainsi que les pièces accompagnant ces dernières doivent être rédigées en langue arabe ou ayant fait l'objet d'une traduction officielle dans la même langue.

- Sur le plan du fond, la Société plaignante fait une confusion entre la demande d'avis et la plainte contre la Société SOVAC Spa.
- Par ailleurs, Le grief invoqué par la Société Renault relève de la loi n° 04-02 du 23/06/2004 relative aux pratiques commerciales et notamment son article 27.

Le collège, en sa séance du 16 Avril 2015 a conclu que le plaignant dénonce une publicité comparative lancée par la société SOVAC et que ces faits relèvent des pratiques commerciales régies par la loi n° 04-02 du 23 /06/2004 précitée notamment son article 27.

En conséquence, le collège a décidé l'irrecevabilité de la saisine au motif que les faits invoqués ne relèvent pas de sa compétence.

• La séance des 29 et 30 Septembre 2015.

Cette séance a été consacrée exclusivement à l'examen et l'audition des rapports finaux des rapporteurs ainsi qu'aux plaidoiries de la défense des parties en cause dans les affaires suivantes :

-Saisine du 18 Février 2013 relative au dossier N° 47/2013 : déposée par la société « SARL EL HILAL papier », contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et «SARL EAPI ».

Les deux sociétés «SARL RAYEN papier » et« SARL EAPI » sont accusées par la plaignante d'entente illicite se traduisant par l'application de prix abusivement bas (article 12 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003).

A titre de rappel, en sa séance du 13 Novembre 2014 le collège avait déjà rejeté la demande de mesures provisoires introduite par la SARL EL HILAL, lesquelles n'étaient pas justifiées en référence à l'article 46 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 qui précise les conditions dans lesquelles doivent être prises des mesures provisoires, **notamment le caractère d'urgence afin d'éviter une situation irrémédiable.**

Force est de constater qu'une année après, les risques imminents invoqués par la partie plaignante pour justifier la prise de mesures provisoires ne se sont pas réalisés et qu'en conséquence la décision de rejet prise par le collège s'est avérée juste.

Pour le traitement dans le fond de cette affaire, le collège après avoir entendu le rapporteur et le rapporteur général ainsi que les gérants des SARL RAYAN et EAPI , puis les avocats de la SARL EL HILAL et de la SARL EAPI et après avoir pris acte des conclusions du rapport d'enquête de la Direction du commerce de la Wilaya de

ANNABA établi en Mai 2013 sur la même affaire , a décidé de mettre en délibération cette affaire pour la prochaine séance (soit les 04 et 05 Novembre 2015).

-Saisine du 10 Mars 2013 relative au dossier N°48/2013: déposée par la société « SARL SETPAP ALIF papier », contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et « SARL EAPI ».

Les deux sociétés «SARL RAYEN papier » et« SARL EAPI » sont accusées par la plaignante d'entente illicite se traduisant par l'application de prix abusivement bas (article 12 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003).

A noter que la « SARL SETPAP ALIF papier » s'est limitée à introduire son affaire dans le fond sans demander de mesures provisoires.

Les deux sociétés «SARL RAYEN papier » et« SARL EAPI » sont accusées par la plaignante du même grief reproché à leur encontre par la SARL EL HILAL en l'occurrence : l'entente illicite se traduisant par l'application de prix abusivement bas (article 12 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003).

Le collège après avoir entendu le rapporteur et le rapporteur général ainsi que la représentante de la Société « SARL SETPAP ALIF papier » qui a invoqué les difficultés financières et le risque subséquent de fermeture de la « SARL SETPAP ALIF papier », a décidé de mettre en délibération ce dossier pour la prochaine séance (soit les 04 et 05 Novembre 2015).

-Saisine du 02 Avril 2015 relative au dossier N°01/2015 (notification de concentration): pourtant demande d'autorisation d'une opération de concentration déposée par les sociétés « SANOFI » et « CHEPLAPHARM ».

Cette demande concerne l'acquisition par la Société CHEPLAPHARM (Sarl de distribution de produits pharmaceutiques, de droit allemand) d'éléments d'actifs relatifs au médicament URSOLVAN du Groupe SANOFI ou plus clairement il s'agit de la vente par le Groupe SANOFI à la Sarl CHEPLAPHARM du fonds de commerce (vente d'actif) portant sur le médicament URSOLVAN.

IL s'agit, en conséquence, d'une opération qui entre dans le cadre des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 15 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

En sa séance des 29 et 30 Septembre 2015 et après audition du rapporteur, le Collège a conclu que :

- L'ensemble des pièces insérées dans le dossier sont conformes aux dispositions prévues et requises dans le décret n°05-219 du 22 Juin 2005 relatif aux autorisations des opérations de concentration et notamment à ses annexes 1et 2.
- Le marché pertinent (ou marché en cause) du médicament URSOLVAN met en relief deux produits substituables en Algérie:
 - URSOLVAN: 81% de parts de marché en 2013.
 - SORBILARD (commercialisé par LAD PAHRMA) : 19 % de parts de marché 2013.

Il s'agit donc de l'acquisition par CHEPLAPHARM d'une position dominante déjà exercée antérieurement par Sanofi.

Il est fait cas d'un document susceptible d'aider au traitement du dossier et qui est « l'accord d'acquisition d'actifs » signé entre CHEPLAPHARM et Sanofi SA. Ce document n'a pas été joint au dossier car non exigé par le décret sus visé. Cependant Il convenait de faire jouer l'article 8 du décret n° 05-219 du 22 Juin 2005 relatif aux autorisations des opérations de concentration qui dispose « **le rapporteur chargé de l'instruction de la demande peut exiger des entreprises concernées ou de leurs représentants mandatés, la communication de renseignements et /ou de documents complémentaires qu'il juge nécessaires** ». Cela permettra notamment de prendre connaissance du contenu de « l'Accord d'acquisition d'Actifs ».

Hormis les observations sus visées, le collège a décidé, en vertu de **l'article 19 de l'ordonnance n° 03-03** du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence de solliciter l'avis du Ministre chargé du commerce et celui du secteur concerné (Santé, population et réforme hospitalière).

C'est ainsi qu'en dates des 04 Octobre 2015 et 07 Octobre 2015, le Président du Conseil de la concurrence par correspondances N°356 et 357 a saisi les deux Ministres concernés dont les réponses ont été faites respectivement les 19 et 22 Octobre 2015. Ces deux réponses ont permis lors de la séance du collège des 04 et 05 Novembre 2015 de délibérer sur le dossier en question (voir plus bas la décision prise par le collège lors de la dite séance).

-Saisine du 02 Avril 2013 relative au dossier N°50/2013: déposée par la société « PETROSER Sarl » contre « GRIEF-Spa-ALGERIE ».

Cette affaire a été introduite le 02 avril 2013 par la Société PETROSER Sarl auprès du Conseil de la concurrence contre la Société GRIEF-Spa-ALGERIE à qui il était reproché les griefs ci-après:

- L'abus de position dominante sur le marché des futs métalliques nécessaires à l'enfutage des huiles lubrifiants.
- La violation des clauses contractuelles commerciales liant les deux parties et inhérentes à la livraison en quantités des futs métalliques.
- La violation de la clause contractuelle de délai de paiement se traduisant par l'obligation de paiement d'avances préalables à la livraison alors que le contrat prévoit le paiement après livraison du produit.

En sa séance des 29 et 30 Septembre 2015 le collège a entendu le rapporteur chargé de l'instruction du dossier, l'avocate de la Société GRIEF Spa ALGERIE et son Directeur Commercial ainsi que le plaignant, à savoir le Gérant de la Société PETROSER Sarl.

A l'issue des réponses apportées par les intervenants cités ci-dessus aux questions et demandes d'éclaircissements posées par les membres du collège, ce dernier a décidé de mettre en délibération l'affaire pour sa prochaine séance soit les 04 et 05 Novembre 2015.

-Saisine du 14 Octobre 2014 relative au dossier N°04/2014:

formulée par la Société Alliances assurances contre le comportement anticoncurrentiel de la Société COSIDER Spa.

Inscrit à l'ordre du jour de la séance des 29 et 30 Septembre 2015 , ce dossier n'a pas été traité par le collège et a vu son report à la séance des 04 et 05 Novembre 2015 sachant que sur le plan procédural la saisine introduite ne répondait pas aux articles 35 et 44 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée ,relative à la concurrence, ni aux articles 07 et 08 du règlement intérieur du Conseil de la concurrence.

A cet effet il avait été retenu de saisir la société ALLIANCES Assurances pour lui demander de réintroduire éventuellement sa requête conformément aux dispositions des articles sus cités.

-Saisine du 16 Avril 2013 relative au dossier N°51 /2013 :

saisine déposée par la SARL IMACOR contre Spa LAFARGE

Ce dossier a fait l'objet d'un report d'examen par le collège jusqu'à transmission des observations du rapporteur à la partie défenderesse et ce, en respect de la procédure contradictoire invoqué par la défense de la Société LAFARGE Spa.

• La séance des 04 et 05 Novembre 2015.

Le collège a délibéré sur les affaires suivantes :

-Dossier N°04/2014 du 14 Octobre 2014:

Demande d'avis exprimée par la Société Alliances assurances contre le comportement anticoncurrentiel de la Société COSIDER Spa.

Pour rappel , la requête de la Société ALLIANCES ASSURANCES faisait état d'un appel d'offres national restreint lancé par l'entreprise publique COSIDER Groupe, pour la mise en place d'une couverture d'assurance , et que cet appel d'offres n'était ouvert qu'aux Sociétés d'assurances justifiant d'un capital minimum ,souscrit et totalement libéré, de quatre milliards de dinars.

Le grief invoqué par Alliances assurances était que cette condition de capital excluait d'office les compagnies d'assurances privées nationales et constituait, en conséquence, une concurrence déloyale se traduisant par une éviction pure et simple du secteur privé.

Le collège en sa séance des 04 et 05 Novembre 2015 tenant compte du rapport du rapporteur chargé du traitement du dossier ainsi que de la correspondance du 18 Mai 2015 de la Société Alliances Assurances , a conclu que la requête de cette dernière était bel et bien une demande d'avis et non pas une saisine à caractère contentieux.

Par ailleurs en vertu de l'article 39 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence, le collège a décidé **le report de la délibération** sur cette affaire jusqu'à obtention de l'avis du Ministre des Finances en sa qualité de Président du Conseil National des Assurances.

-Dossier N°47/2013 du 18 février 2013 :

Saisine déposée par la société « SARL EL HILAL papier », contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et« SARL EAPI ».

Le grief invoqué dans cette affaire par la partie saisissante « SARL EL HILAL papier » contre les sociétés sus visées consistait en la mise en oeuvre de pratiques restrictives de la concurrence en relation avec l'article 14 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et notamment :l'entente illicite entre les deux sociétés sus visées se matérialisant par la mise en oeuvre de prix abusivement bas dans le but d'exclure du marché la Société « SARL EL HILAL papier » . Ce comportement étant réprimé par l'article 06 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

Le collège, après avoir entendu le rapport du rapporteur chargé de l’instruction du dossier considéré ainsi que les parties demanderesse et défenderesses, et après avoir pris acte des conclusions de l’enquête menée par la Direction de Wilaya du Commerce de Annaba en Mai 2013 sur cette affaire, **a décidé du rejet de la saisine** pour absence d’éléments suffisamment probants devant appuyer les faits invoqués.

En effet, la décision de rejet se fonde sur les arguments ci-après :

- Les prix pratiqués par les deux sociétés défenderesses étaient supérieurs aux prix de revient des produits commercialisés (cahiers et registres) bien que laissant une faible marge bénéficiaire à ces dernières ;
- La baisse des prix des produits suscités était en corrélation directe avec la baisse du prix de la matière première sur le marché international ;
- Le marché pertinent (celui des cahiers scolaires) n’a connu aucune perturbation ou déséquilibre depuis la mise en oeuvre des nouveaux prix dénoncés par la « SARL EL HILAL papier ».

-Dossier N°48 /2013 du 10 Mars 2013 :

Saisine déposée par la société« SARL SETPAP ALIF papier », contre les sociétés «SARL RAYEN papier » et « SARL EAPI ».

Le grief invoqué dans cette affaire par la partie saisissante « SARL SETPAP ALIF Papiers » contre les sociétés sus visées consistait en la mise en oeuvre de pratiques restrictives de la concurrence en relation avec l’article 14 de l’ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et notamment :l’entente illicite entre les deux sociétés sus visées se matérialisant par la mise en oeuvre de prix abusivement bas dans le but d’exclure du marché la Société « SARL SETPAP ALIF papier ». Ce comportement étant réprimé par les articles 06 et 12 de l’ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

Le collège, après avoir entendu le rapport du rapporteur chargé de l’instruction du dossier considéré ainsi que les parties demanderesse et défenderesses, et après avoir pris acte des conclusions de l’enquête menée en Mai 2013 par la Direction de Wilaya du Commerce de Annaba sur cette affaire, **a décidé du rejet de la saisine** pour absence d’éléments suffisamment probants devant appuyer les faits invoqués.

En effet, la décision de rejet se fonde sur les arguments ci-après :

- Les prix pratiqués par les deux sociétés défenderesses étaient supérieurs aux prix de revient des produits commercialisés (cahiers et registres) bien que laissant une faible marge bénéficiaire à ces dernières ;

- La baisse des prix était en corrélation directe avec la baisse du prix de la matière première sur le marché international ;
- Le marché pertinent (celui des cahiers scolaires) n'a connu aucune perturbation ou déséquilibre depuis la mise en oeuvre des nouveaux prix dénoncés par la SARL SETPAP ALIF Papiers ».

-Dossier N° 01/2015 du 02 Avril 2015:

Demande d'autorisation pour une opération de concentration déposée par les sociétés « SANOFI » et « CHEPLAPHARM ».

Pour rappel cette demande concerne l'acquisition par la Société CHEPLAPHARM (Sarl de distribution de produits pharmaceutiques, de droit Allemand) d'éléments d'actifs relatifs au médicament URSOLVAN du Groupe SANOFI ou plus clairement il s'agit de la vente par le Groupe SANOFI à la Sarl CHEPLAPHARM du fonds de commerce (vente d'actif) portant sur le médicament URSOLVAN.

IL s'agit en conséquence d'une opération qui entre dans le cadre des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 15 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

Le collège, en sa séance des 04 et 05 Novembre 2015 a constaté que l'ensemble des pièces insérées dans le dossier sont conformes aux dispositions prévues et requises dans le décret n°05-219 du 22 Juin 2005 relatif aux autorisations des opérations de concentration et notamment à ses annexes 1et 2.

Le Collège,

- Après avoir pris connaissance du contenu du rapport établi par le rapporteur chargé de traiter de ce dossier.
- Après avoir pris connaissance de l'Avis du Ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière transmis au Conseil de la concurrence en date du 22 Octobre 2015 référencé Numéro 528 et ce, sur demande du conseil de la concurrence en application des dispositions de l'article 19 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence ; lequel avis précise début de citation « **la réglementation pharmaceutique algérienne exige notamment que le Produit soit commercialisé dans le pays d'origine, pour pouvoir être enregistré et commercialisé en Algérie. La décision d'enregistrement ne sera établie au nom du nouveau titulaire, que lorsque le dossier présenté sera conforme aux dispositions réglementaires en la matière** »Fin de citation.
- Après avoir pris connaissance de l'Avis du Ministre du Commerce transmis

au Conseil de la concurrence en date du 19 Octobre 2015 référencé Numéro 519 /MC/SPM/2015 et ce, sur demande du conseil de la concurrence en respect des dispositions de l'article 19 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence ;

A décidé le **report de délibération** sur la demande d'autorisation de la dite opération de concentration et ce, jusqu'à présentation par les deux sociétés concernées de la décision d'enregistrement établie au nom du nouveau titulaire, en l'occurrence, la Société CHEPLAPHARM Sarl cessionnaire du fonds de commerce.

-Dossier N° 50/2013 du 02 Avril 2013 :

Saisine déposée par la société « PETROSER » contre « GRIEF-SPA-ALGERIE ».

Pour rappel cette affaire traitée lors de la séance du collège des 29 et 30 Septembre 2015 et mise en délibération pour la séance des 04 et 05 Novembre 2015, a été introduite le 02 Avril 2013 par la Société PETROSER Sarl auprès du Conseil de la concurrence contre la Société GRIEF-Spa-ALGERIE à qui il était reproché les griefs ci-après:

- L'abus de position dominante sur le marché des futs métalliques nécessaires à l'enfutage des huiles lubrifiants.
- La violation des clauses contractuelles commerciales liant les deux parties et inhérentes à la livraison en quantités des futs métalliques.
- La violation de la clause contractuelle de délai de paiement se traduisant par l'obligation de paiement d'avances préalables à la livraison alors que le contrat prévoit le paiement après livraison du produit.

Le collège ayant pris connaissance du rapport final du 17 Décembre 2014 établi par le rapporteur désigné pour l'instruction de ce dossier a conclu que le grief d'abus de position dominante est sans fondement sachant que les marchés pertinents sont distincts pour les deux sociétés (PETROSER et GRIEF).

De même que le grief d'abus de dépendance économique n'a pas été retenu eu égard aux possibilités qu'avait PETROSER de s'approvisionner auprès d'autres distributeurs ;

En outre, le collège a noté le refus de PETROSER de recourir à un arrangement à l'amiable sachant que les clauses contractuelles liant les deux parties prévoient cette voie de règlement du litige.

Enfin, le collège, observant que les quantités de futs livrées par GRIEF à PETROSER dépassent les quantités programmées contractuellement et constatant qu'aucune

perturbation n'a été enregistrée sur le marché des futs métalliques, a **décidé du rejet de la saisine pour absence d'éléments suffisamment probants devant appuyer les faits invoqués.**

3- Analyse des différentes saisines du Conseil de la concurrence :

Les douze (12) affaires sur lesquelles a délibéré le Collège du Conseil de la concurrence durant l'année 2015 font ressortir les remarques suivantes :

- Deux (02) saisines relatives à **la demande de mesures provisoires** rejetées au motif que demande n'est fondée sur aucun élément justificatif susceptible de porter une atteinte irrémédiable aux parties plaignantes.
- Une (01) **demande d'autorisation pour une opération de concentration** dont la délibération a été reportée jusqu'à présentation par les deux sociétés concernées par la concentration d'une décision d'enregistrement du produit objet de l'opération de concentration délivrée par le Ministère de la Santé, de la Population et de la réforme hospitalière.
- Une **demande d'avis** exprimée par une société privée d'assurances. L'examen de cette demande par le collège a été reportée jusqu'à obtention de l'avis de la Commission de supervision des Assurances du Ministère des Finance et ce, en vertu de l'article 39 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence qui oblige le Conseil de la concurrence à demander l'avis de l'autorité de régulation sectoriellement compétente, pour les affaires dont il est saisi.
- huit (08) saisines à caractère juridictionnel qui se répartissent comme suit :
 - Une (01) saisine du représentant de 85 distributeurs privés des lubrifiants qui dénoncent des pratiques restrictives à la concurrence liées à un abus de position dominante commises par la société « Sonatrach » avec la complaisance « l'autorité de Régulation des Hydrocarbures ». Le collège a décidé de faire **une injonction** à Sonatrach d'avoir à cesser les pratiques restrictives à la concurrence. Cette dernière s'est engagée à respecter les règles de la concurrence et a demandé en contrepartie l'application de l'article 60 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence qui l'exonère des sanctions pécuniaires.
 - Une (01) saisine de la SARL IMACOR contre la société LAFARGE invoquant le grief d'exploitation abusive de l'état de dépendance économique dans laquelle se trouve le plaignant caractérisée par la discrimination et le refus de vente sans motif légitime (pratiques sanctionnables en vertu de l'article 11 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative

à la concurrence)-La délibération du collège sur cette affaire a été reportée jusqu'après notification des dernières remarques du rapporteur à la défense de la plaignante (LAFARGE) pour respecter la procédure contradictoire.

- Une (01) saisine relative à la pratique de prix prédateurs par le Groupe CEVITAL agissant en abus de position dominante. Le collège a décidé le **rejet de la saisine** au motif que les faits allégués ne sont pas appuyés par des éléments suffisamment probants.
- Une (01) saisine d'importateurs de remorques dénonçant la violation des dispositions de la loi de finance complémentaire pour l'année 2014 en son article 13 exonérant les fabricants locaux du paiement de la taxe sur les transactions sur les véhicules neufs. En effet et sans attendre la publication du texte réglementaire portant application de cette exonération les fabricants locaux de remorques ont commencé à vendre les remorques sans la taxe précitée. En sa séance du 16 Avril 2015, le Collège a pris acte de la correspondance N°104/CC/SP/2014 du 13 Mars 2014 par laquelle le Conseil de la concurrence a attiré l'attention de la Direction Générale des Impôts (Ministère des finances) sur les incidences de cette pratique en termes de moins value fiscale et d'impact négatif sur la concurrence. Après avoir pris acte de l'absence de réponse à la correspondance visée, le Collège a décidé **l'irrecevabilité de la saisine** sachant que les faits invoqués ne relèvent pas de sa compétence.
- Une (01) saisine relative à la dénonciation par la Société Renault Algérie Spa d'un acte de publicité comparative considéré comme illicite visant le dénigrement des véhicules Renault (CLIO campus et dynamique. Le collège a conclu que le grief invoqué par la Société Renault relève des pratiques commerciales régies par loi n° 02-04 du 23 /06/2004 et notamment l'article 27. En conséquence le collège a décidé **l'irrecevabilité de la saisine** au motif que les faits invoqués ne relèvent pas de sa compétence.
- Deux (02) saisines par les SARL EL HILAL et SETPAP ALIF invoquant le grief de mise en oeuvre de pratiques restrictives de la concurrence en relation avec l'article 14 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et notamment :l'entente illicite entre deux sociétés «SARL RAYEN papier» et « SARL EAPI » se matérialisant par la mise en oeuvre de prix abusivement bas dans le but d'exclure du marché les sociétés plaignantes. Ce comportement étant réprimé par l'article 06 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence. Le collège, après avoir pris acte des conclusions de l'enquête menée par la Direction Régionale du Commerce de Annaba sur cette affaire, en Mai 2013 a **décidé du rejet des deux (02) saisines** pour absence d'élé-

ments suffisamment probants devant appuyer les faits invoqués.

- Une (01) saisine de la SARL PETROSER contre la Société GRIEF-Spa-ALGERIE à qui il était reproché les griefs d'abus de position dominante et d'état de dépendance économique sur le marché des futs métalliques nécessaires à l'enfutage des huiles lubrifiants. Le collège a conclu que les griefs d'abus de position dominante et d'abus de dépendance économique invoqués par la plaignante sont **sans fondement** par le fait que les marchés pertinents sont distincts pour les deux sociétés (PETROSER et GRIEF) et que PETROSER avait la possibilité de s'approvisionner auprès d'autres distributeurs. En conséquence, le collège a décidé du **rejet de la saisine** pour absence d'éléments suffisamment probants devant appuyer les faits allégués.

Les huit (08) saisines ayant fait l'objet de délibérations du collège au cours de l'année 2015 ont donné lieu aux décisions suivantes :

- **Quatre (04) décisions de rejet :** pour absence d'éléments suffisamment probants devant appuyer les faits invoqués.
- **Deux (02) décisions d'irrecevabilité :** pour les motifs que les faits invoqués ne relèvent pas de la compétence du Conseil de la concurrence.
- **Une (01) décision de report :** pour notification des dernières observations du rapporteur à la défense de la partie plaignante pour lui permettre de prendre connaissance de ces observations conformément à la procédure contradictoire.
- **Une décision (01) d'engagement :** en contrepartie de l'application de l'article 60 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

Sur le plan de la nature des griefs, le collège a enregistré :

- Deux (02) saisines invoquant le grief **d'abus de position dominante**.
- Une (01) saisine invoquant le grief **d'abus de dépendance économique**.
- Une (01) saisine invoquant **la pratique de prix prédateurs**.
- Une (01) saisine invoquant **la violation des dispositions de la loi de finance complémentaire pour l'année 2014** notamment son article 13 exonérant les fabricants locaux du paiement d'une taxe sur les transactions sur les véhicules.
- Une (01) saisine invoquant le grief de publicité comparative considérée comme illicite et visant **le dénigrement d'un produit distribué par un concurrent**.
- deux (02) saisines invoquant le grief **d'entente illicite** entre deux sociétés.

En guise de conclusion à cette partie, il paraît opportun de rappeler la déclaration de Monsieur ANDREAS MUNDT Président de l’Autorité Allemande de la concurrence et Président en exercice du réseau mondial des autorités de la concurrence (ICN) lors du congrès annuel tenu à Marrakech (Maroc) en avril 2014 qui dit en substance que l’évaluation du bilan d’une autorité de la concurrence ne s’effectue pas par rapport au nombre de décisions prononcées , ni encore moins par référence au montant des amendes infligées , mais en tenant compte de l’impact des activités de celle-ci sur la régulation du marché.

Les décisions rendues par le Conseil de la concurrence depuis sa réactivation en Janvier 2013 ont été publiées dans un numéro spécial du Bulletin Officiel de la concurrence.

En outre, Il paraît nécessaire de mettre en relief deux procédures importantes lancées en 2015 par le Conseil de la concurrence, il s’agit de :

- la procédure d’engagement,
- du programme de conformité.

4- La procédure d’engagement (art 45 et 60 de l’ordonnance n°03-03).

La procédure d’engagements fait partie des moyens légaux permettant à toute autorité de la concurrence d’assurer une régulation efficace du marché.

La décision acceptant des engagements et les rendant obligatoires intervient à l’issue d’une procédure plus rapide et plus flexible que celle conduisant à un constat d’infraction.

Elle a pour but d’obtenir que l’entreprise cesse ou modifie de son plein gré, pour l’avenir, des comportements ayant suscité des écarts par rapport aux règles de la concurrence.

Sa mise en oeuvre représente donc une économie de ressources pour le Conseil de la concurrence et pour l’entreprise ou organisme qui prend des engagements.

Elle permet au Conseil de la concurrence :

- d’accélérer la résolution des affaires ne portant pas sur des pratiques dont la nature ou les effets sont tels qu’ils appellent a priori le prononcé d’une sanction,
- et d’obtenir la clôture de l’affaire avant toute appréciation et toute qualification définitives des faits.

En conséquence, la mission de défense de l’ordre public économique conférée par la loi au Conseil de la concurrence l’habilite à rendre des décisions d’engagement, non pas pour satisfaire la demande d’une partie plaignante, mais pour mettre fin à des situations susceptibles d’être préjudiciables à la concurrence.

Pour assurer l'effet utile de la décision, l'entreprise concernée peut être amenée à s'engager à rendre compte au Conseil de la concurrence de l'exécution des engagements rendus obligatoires. Cette obligation peut, par exemple, prendre la forme d'un rapport destiné au président du Conseil de la concurrence, élaboré au fur et à mesure de la mise en oeuvre des engagements, en vertu d'un calendrier préétabli.

Cet outil de travail a été utilisé pour la première fois par le Conseil de la concurrence au profit de la Société SONATRACH dans son contentieux avec l'association professionnelle des distributeurs privés de lubrifiants.

S'appuyant sur l'article 60 de l'ordonnance n° 03 -03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence qui dispose que « **le conseil de la concurrence peut décider de réduire le montant de l'amende ou ne pas prononcer d'amende contre les entreprises qui, au cours de l'instruction de l'affaire les concernant, reconnaissent les infractions qui leur sont reprochées, collaborent à l'accélération de celle-ci et s'engagent à ne plus commettre d'infractions liées à l'application des dispositions de la présente ordonnance. Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus ne sont pas applicables en cas de récidive quelle que soit la nature de l'infraction commise** », le collège en sa séance du 16 Avril 2015 a décidé, sur demande du Président Directeur Général de SONATRACH faisant suite à l'injonction du Conseil de la concurrence et ne contestant pas les griefs qui lui sont reprochés par cette dernière, de la faire bénéficier de la procédure d'engagement.

Les engagements écrits de SONATRACH se sont matérialisés par les correspondances suivantes :

- N°854 /DG/2014 du 1erSeptembre 2014 dans laquelle il est fait état de « la décision de SONATRACH de récupérer l'activité de vente des lubrifiants aux distributeurs, à présent que le marché s'est stabilisé ».
- N°73/DG/2014 du 21 Janvier 2015 dans laquelle il est fait état de la récupération effective de l'activité vente des lubrifiants et de la tenue en ce sens de réunions de travail avec les distributeurs privés de lubrifiants à l'effet d'établir les contrats de vente dont la négociation des clauses contractuelles est en cours.
- N°77 /DG /2015 du 21 /02/2015 dans laquelle il est souligné que toutes les mesures ont été prises pour le respect des règles de la concurrence dans le marché des lubrifiants.

Sur la base des écrits sus mentionnés, le Président du Conseil de la concurrence par décision n°01/2016 du 03/02/2016 a désigné un rapporteur pour suivre l'exécution des engagements arrêtés dans la décision N°20/2015 du Conseil de la concurrence.

En date du 03/03/2016, le rapporteur s'étant déplacé au siège de la Division Commerciale de SONATRACH a constaté qu'effectivement le contrat commercial liant SONATRACH aux distributeurs de lubrifiants (privés et publics) a fait l'objet d'amendements de ses articles 1, 2, 3, 4 visant à intégrer les engagements imposés par le Conseil de la concurrence à SONATRACH.

C'est ainsi que de nouveaux contrats commerciaux liant les deux parties ont été signés par les deux parties à partir de l'année 2015. En outre et à l'issue de la mission sus visée du rapporteur du Conseil de la concurrence, le Président Directeur Général de SONATRACH par correspondance N°237/DG/2016 du 22 Mars 2016 confirme la mise en oeuvre de l'article 01 de la Décision du Conseil de la concurrence à savoir la réalisation de ses engagements se traduisant par :

- La récupération de l'activité vente des lubrifiants avant même la notification de la Décision n°20/2015 du Conseil de la concurrence.
- Le traitement sur le même pied d'égalité de tous les distributeurs de lubrifiants qu'ils soient publics ou privés tant sur les plans du prix de la qualité et quantité.
« Le contrôle pouvant s'opérer au niveau des contrats commerciaux signés avec les différents distributeurs ».

La procédure d'engagement a eu ainsi les effets souhaités à savoir le respect des règles concurrentielles, la stabilisation du marché des lubrifiants et le traitement équitable des opérateurs publics (NAFTAL notamment) et privés (les 85 distributeurs).

5- Le lancement du programme de conformité.

Le Conseil de la concurrence a engagé dès la fin de l'année 2015 un programme de mise en conformité aux règles de la concurrence auprès des opérateurs économiques.

Ce programme est un dispositif par lequel les entreprises ou les organismes expriment leurs attachement aux règles de concurrence ainsi qu'aux valeurs ou aux objectifs qui le fondent, et prennent un ensemble d'initiatives concrètes destinées à leur permettre d'assurer le respect de ces règles, de détecter de possibles manquements et de prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin et pour en prévenir la réitération.

Ce dispositif repose non seulement sur des mesures destinées à créer une culture orientée vers le respect des règles de concurrence saine et loyale (formation, sensibilisation), mais aussi sur des mécanismes d'alerte, de conseil, d'audit et de responsabilisation indispensables pour créer les bons réflexes au sein des entreprises (prévention, détection et traitement des cas d'infractions possibles).

PARTIE IV :

L'adoption d'un tel programme peut éviter aux entreprises de tomber sous le coup des pratiques anticoncurrentielles, et de ce fait, s'épargner l'infliction d'amendes dont le montant peut atteindre jusqu'à 12% du chiffre d'affaires.

Le programme de mise en conformité aux règles de la concurrence n'est pas obligatoire aux entreprises et aux organismes concernés et reste un outil d'adhésion volontaire.

A signaler que l'application de ce programme par de nombreux pays en développement a donné des résultats positifs pour la régulation du marché.

V- TRAITEMENT DES AFFAIRES CONSULTATIVES

Concernant cette mission, les remarques suivantes ont déjà été apportées dans le rapport d'activité du Conseil de la concurrence pour l'année 2014:

- Alors que l'article 34 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003, donne l'initiative de l'émission d'avis au Conseil de la concurrence sur toute question relative à la régulation du marché et au bon fonctionnement de la concurrence, l'article 35 stipule que le Conseil de la concurrence « donne son avis sur toute question concernant la concurrence à la demande du Gouvernement et formule toute proposition sur les aspects de concurrence ». Les dispositions de l'article 35 introduisent une ambiguïté qui pourrait amener le Conseil à s'interdire la prise d'initiative en la matière.
- Quant à l'article 36 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 en stipulant « le Conseil de la concurrence est consulté sur tout projet de texte législatif et réglementaire ayant un lien avec la concurrence..... » met en relief un recul par rapport à l'article 20 de l'ordonnance n°95-06 du 25 janvier 1995 en rendant la consultation facultative. En effet l'article 20 stipulait « le conseil de la concurrence **est obligatoirement** consulté sur tout projet de texte réglementaire ayant un lien avec la concurrence».

Ces ambiguïtés méritent d'être levées dans le cadre des propositions de modification de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 relative à la concurrence que le Conseil a transmis à Monsieur le Ministre du commerce conformément à l'article 34 de l'ordonnance n° 03-03 précité.

En effet, contrairement à la fonction décisionnelle, qui amène le Conseil de la concurrence à intervenir sur des affaires de concentration ou de pratiques anti-concurrentielles, la mission consultative du Conseil de la concurrence lui permet de s'exprimer sur toute question de concurrence et de faire, le cas échéant, des propositions.

Or, les articles 35 et 36 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 relative à la concurrence remettant en cause l'article 34 de la même ordonnance ont limité cette fonction en la subordonnant à la demande du Gouvernement (article 35) ou à l'expression « est consulté par les collectivités locales, les institutions économiques et financières, les entreprises, les associations professionnelles et syndicales ainsi que les associations de consommateurs ».

Cette ambiguïté fait que le Conseil reste dans l'attente des demandes de consultations.

Or, force est de constater qu'à ce jour ni les collectivités locales, ni les institutions économiques et financières (à l'exception d'un seul Etablissement Financier en 2015 en l'occurrence ALLIANCES ASSURANCES), ni les associations de consommateurs n'ont jugé opportun de consulter l'institution pour les questions relevant de la concurrence.

A titre d'exemple dans l'Affaire n°02 /2014 du 02 Mars 2014 opposant quatre (04) sociétés d'importation- distribution de semi-remorques contre l'Eurl Asma Carrosserie Industrielle et Sarl TIRSAM , et dont la problématique est intimement liée à l'application de l'article 13 de la loi de finances pour 2014 par voie réglementaire , le Conseil a relevé que sa consultation par Le Ministère des Finances sur le projet de la loi de finances 2014 aurait été d'un apport certain. Il aurait contribué, tout du moins, à attirer l'attention de l'institution financière sur les risques potentiels de pratiques anticoncurrentielles et de création de moins values fiscales engendrées par l'exonération de taxes des producteurs locaux par rapport aux importateurs.

Dans le même sens, le Conseil de la concurrence n'a pas été consulté au sujet du projet de loi sur les licences d'importations ni sur le nouveau code des marchés publics (décret présidentiel n°15-247 du 16 /06/2015), ni sur le nouveau projet de code des investissements ou le projet de nouvelle loi sanitaire etc....

Cependant, le Conseil de la concurrence s'est fait le devoir de répondre à deux demandes d'avis en 2015 :

- Une demande d'avis émanant du Ministère du commerce sur le projet de décret fixant les conditions et modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation des marchandises. Ce projet de texte est parvenu au Conseil le 20 Septembre 2015.
- Une demande d'avis émanant de l'organisme privé des assurances « ALLIANCES ASSURANCES » en date du 18 Mai 2015.

1- Le projet de décret fixant les conditions et modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation des marchandises.

Ce projet de décret a été transmis pour avis au Conseil de la concurrence après réclamation du Président du Conseil de la concurrence auprès du Ministre du commerce.

Le dossier transmis au Conseil de la concurrence se composait de deux documents :

- Un document reprenant l'exposé des motifs
- Le projet de décret exécutif proprement dit.

Des observations et propositions ont été transmises par correspondance N°355/CC/SP/2015 du 01/10/2015 du Conseil de la concurrence et ont porté, notamment, sur les articles 2, 5, 11,13 du projet de décret exécutif.

Il s'agit de remarques de forme et de fond portant sur la partie « exposé des motifs » ainsi que sur la partie « projet de décret exécutif » proprement dit :

1- Remarques de forme inhérentes à l'exposé des motifs :

IL est fait un résumé des principaux points abordés par le projet de décret exécutif alors que les motifs ne sont nullement exposés sachant qu'il existe au moins un motif fondamental en l'occurrence « la sauvegarde des équilibres financiers extérieurs et l'équilibre du marché » dont la loi n°15-15 du 15 Juillet 2015 en fait une fin parmi les autres objectifs poursuivis. C'est à notre avis toute une partie à reconsidérer.

- Le point 2 de la partie « exposé des motifs » indique « la situation juridique des requérants et des marchandises » or, il nous semble que seule la situation juridique des requérants est à justifier sachant que les marchandises n'ont pas de situation juridique mais un statut juridique (A titre de rappel, le régime douanier est un statut juridique donné à la marchandise à l'issue de son dédouanement. Il détermine si les droits et taxes seront acquittés ou non, si les contrôles du commerce extérieur seront accomplis ou non. Il concerne les exportations comme les importations.).

1-2- Remarques de forme inhérentes au projet de décret exécutif proprement dit :

Le Conseil de la concurrence a formulé quatre remarques de forme à ce niveau et qui sont les suivantes :

1-2-1 - l'article 6 du projet de décret exécutif :

Cet article renvoie à l'article 16 qui selon lui prévoit l'institution d'un comité interministériel permanent dénommé « le Comité ». Or, ce dernier est prévu à l'article 19 et non l'article 16.

1-2-2 - l'article 7 du projet de décret exécutif :

La notion de délai d'ouverture et de fermeture prévu à l'alinéa 2 du dit article n'a pas de sens . Il s'agirait plutôt de date d'ouverture et date de fermeture.

1-2-3 - l'article 8 du projet de décret exécutif :

Cet article indique que « la répartition des contingents peut s'effectuer suivant l'un des modes prévus dans les articles 8, 9,10, 11 et 12 du présent décret ».

L'Article 8 ne devrait pas être concerné par la répartition puisque c'est un article qui annonce lui-même les différents modes de répartition.

1-2-4- l'Article 21 du projet de décret exécutif :

Cet article indique que « les dispositions du présent décret seront définies en cas de besoin, par arrêté du Ministre du commerce extérieur ». Il ne s'agit pas, selon le conseil, de définition des dispositions mais de précisions éventuelles à apporter à ces dispositions.

2- Les remarques de fond :

Les remarques de fond ont porté sur les dispositions du projet de décret exécutif, à savoir :

2-1- l'article 7 du projet de décret exécutif :

Cet article prévoit que le contingent est ouvert sur la base d'un avis émis par le Ministre du Commerce qui doit comporter notamment les documents et pièces jointes à la demande.

Les dispositions du présent article gagneraient à être étendues à la spécification exacte des documents et pièces jointes à la demande d'autant plus que l'article 6 quater de la loi n°15-15 du 15 Juillet 2015 dispose que « les dossiers exigés pour les demandes de licence doivent se limiter aux documents nécessaires au bon fonctionnement du régime de licence ».

Par ailleurs, il nous paraît paradoxal que l'article 20 prévoyant les missions du Comité interministériel n'inclut pas la prérogative de détermination des documents et pièces à joindre à la demande alors que celles-ci peuvent constituer des barrières à l'entrée si leur établissement n'est pas conçu avec objectivité et neutralité en tenant compte de potentielles pratiques restrictives à la concurrence.

2-2- l'article 11 du projet de décret exécutif :

Cet article dispose que « la répartition des contingents peut s'effectuer par la prise en compte des courants d'échanges traditionnelsune partie du contingent est réservée aux importateurs ou exportateurs traditionnels, l'autre revenant aux autres importateurs ou exportateursla proportion destinée aux importateurs ou exportateurs traditionnels et la période de référence, ainsi que la proportion revenant aux autres demandeurs sont déterminées par le comité interministériel permanent.. ».

Cet article devrait, à notre avis, inclure dans la prise en compte des courants d'échanges traditionnels, le principe de vérification par le Comité de l'utilisation

intégrale des licences délivrées par le passé. Dans les cas où les licences n'auront pas été utilisées intégralement, le comité en examinera les raisons et tiendra compte de ces raisons lors de la répartition de nouvelles licences.

2-3- l'article 11 du projet de décret exécutif :

Dans ce même article le critère « d'importations ou exportations ayant fait l'objet d'affaires contentieuses » devrait être prépondérant dans la répartition des contingents.

2-4- l'article 12 du projet de décret exécutif :

Cet article dispose en son dernier alinéa que « la licence d'importation ou d'exportation du contingent ou de ses tranches est délivrée à l'acquéreur par le comité interministériel permanent prévu à l'article 16 ci-dessous » :

En dehors du fait qu'il s'agit de l'article 19 et non de « l'article 16 ci-dessous » comme mentionné, l'article 12 entre en contradiction avec l'article 6 du projet de décret qui, à juste titre accorde au Comité interministériel un rôle **de proposition** et non pas de **décision**. Cette dernière, la décision, relevant du Ministre du Commerce.

2-5- l'article 13 du projet de décret exécutif :

L'article 13 dispose que : « lorsque les modes de répartition des contingents sus mentionnés s'avèrent inadaptés le comité interministériel permanent peut appliquer une autre méthode plus appropriée, qui sera précisée dans l'ouverture du contingent ou de ses tranches ».

Cette mesure peut ouvrir la voie à des dépassements s'il n'est pas défini et précisé ce qu'il faut entendre par « modes de répartition inadaptés », comme il ne revient pas au Comité d'appliquer une autre méthode sans accord préalable du Ministre du Commerce. Il faut rappeler que le Comité interministériel demeure un organe de proposition agissant sous l'autorité du Ministre du Commerce.

2-6- l'article 20 du projet de décret exécutif :

Dans cet article, L'examen des demandes d'ouverture des contingents formulées par les différents secteurs économiques ainsi que par les représentants des associations professionnelles et patronales nous paraît porteuse de double emploi.

La logique voudrait que les associations patronales et professionnelles transmettent leurs demandes aux ministères concernés qui les consolideront pour les transmettre au Comité interministériel. Par ailleurs, faut-t-il rappeler que les associations sus visées représentent des secteurs économiques.

Telles ont été les remarques et observations regroupées sous forme d'avis et transmises au Ministère du Commerce.

Il faut cependant regretter que le projet de loi n°15-15 du 15 Juillet 2015 modifiant et complétant l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises n'ait pas été soumis pour avis au Conseil de la concurrence car ce dernier aurait pu l'examiner à travers les textes régissant les engagements internationaux (Union Européenne et OMC) ainsi que ceux régissant le droit de la concurrence.

2- La demande d'avis introduite par ALLIANCE ASSURANCES :

En vertu de l'article 39 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence, le collège a décidé en sa séance des 04 et 05 novembre 2015 le report de la délibération sur cette affaire jusqu'à obtention de l'avis de la Commission des Assurances du Ministre des Finances.

Cette démarche a été concrétisée par correspondance N°390/CC/SP/2015 du 25/11/2015 transmise par le Président du Conseil de la Concurrence à Monsieur le Ministre des finances.

Pour rappel , la requête de la Société ALLIANCES ASSURANCES faisait état d'un appel d'offres national restreint lancé par l'entreprise publique COSIDER Groupe, pour la mise en place d'une couverture d'assurance , et que cet appel d'offres n'était ouvert qu'aux sociétés d'assurances justifiant d'un capital minimum ,souscrit et totalement libéré, de quatre milliards de dinars.

Alliances assurances reprochait à COSIDER Spa la condition de capital qui excluait d'office les compagnies d'assurances privées nationales dont le capital était inférieur et constituait en conséquence une concurrence déloyale se traduisant par une éviction pure et simple du secteur privé.

En date du 17 Janvier 2016, le Président de la commission de supervision des assurances par sa correspondance N°125/CSA à adressée au Président du Conseil de la concurrence répondait : « le facteur financier, représenté par le capital social, peut constituer un élément d'appréciation de la surface financière du soumissionnaire et peut être inscrit comme critère d'évaluation dans le cahier des charges, ce facteur ne peut constituer un critère d'élimination de l'accès à l'appel d'offres ».

Le collège du Conseil de la concurrence après avoir pris connaissance de l'avis susvisé et des éléments du dossier, tire les conclusions suivants :

- COSIDER Spa est en droit de prendre toutes les garanties requises en matière

d'assurances pour la couverture financière de son patrimoine ;

- Le choix de la procédure de recours à l'appel d'offres national restreint, procédure autorisée par le code des marchés publics, constitue en soi la justification de la condition d'exigence d'un capital minimum , tout comme la condition d'exigence du statut de droit Algérien imposé à la compagnie d'assurance soumissionnaire.
- L'objectif visé par COSIDER ne paraît pas, à priori, être une éviction du secteur privé des assurances puisque la compagnie d'assurances privé CIAR disposant d'un capital social supérieur à 4 milliards de dinars pouvait soumissionner.
- Le transfert de la condition du capital minimum de l'avis d'appel d'offres restreint vers le cahier des charges et sa reversion en tant que critère parmi les critères de notation (ou d'élimination) ne changerait en rien la problématique, puisque son poids en termes de pondération des critères suffirait à exclure les compagnies d'assurances dont le capital social est inférieur à 4 milliards de DA.

En conséquence, le collège décidé de reporter la délibération sur ce dossier à sa prochaine séance et ce, pour se forger la conviction quant à une position définitive sur ce dossier.

VI- ARGUMENTAIRE DES PROPOSITIONS DEMODIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 03-03 DU 19/07/2003, MODIFIEE ET COMPLETEE RELATIVE A LA CONURRECE

Les modifications de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée relative à la concurrence proposées visent principalement à :

1- Mettre en oeuvre les dispositions de la Constitution amendée en 2016 notamment son article 43 qui a remplacé l'article 37 garantissant la liberté de commerce et d'industrie.

Cet article a consacré le principe de la non-discrimination entre entreprises pour les aides de l'Etat, conforté la régulation du marché par l'Etat et les droits des consommateurs.

De même qu'il a interdit le monopole et la concurrence déloyale.

2- Préciser le statut juridique, le rôle et les missions du Conseil de la concurrence.

Outre la prise en charge de l'amendement de la Constitution amendée en 2016, les modifications de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 proposées sont rendues nécessaires pour corriger les lacunes et incohérences de ce texte relevées ;

D'une part, par des experts internationaux dans le cadre d'un audit réalisé par la CNUCED en 2015 à la demande du Gouvernement algérien ;

Et d'autre part, par les cadres du Conseil de la concurrence après trois (03) années d'application de ce texte.

Le gel des activités du Conseil durant dix (10) années et le changement de sa place dans l'édifice institutionnel (placé successivement auprès du Président de la République, du Premier Ministre puis du Ministre chargé du commerce) s'est répercuté négativement sur le statut juridique de l'institution, sur son rôle, ses missions, son fonctionnement ainsi que sur le système de carrière et de rémunération et de carrière de ses membres et cadres. Les membres et cadres du Conseil de la concurrence n'ont plus la qualité de cadres de l'Etat (fonctions supérieures) qu'ils avaient sous le régime de l'ordonnance n° 95-06.

- Le statut juridique du Conseil de la concurrence.

Le placement du Conseil de la concurrence en 2008 auprès du Ministre chargé du commerce a généré de nombreux problèmes depuis la réactivation de l'institution en 2013.

En effet, au lieu de développer des relations de coopération, de concertation et d'information avec le Conseil de la concurrence comme cela était d'ailleurs souligné dans l'exposé des motifs du projet de la loi de 2008 qui a modifié l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 relative à la concurrence, les services centraux du Ministère du commerce se sont comportés en autorité de tutelle vis-à-vis de cette autorité administrative pourtant autonome.

Ces interférences ont été favorisées par les dispositions de l'ordonnance n° 03-03 qui obligent le Conseil de la concurrence à rendre compte au ministère du commerce de toutes ses activités, comme s'il était un organe sous tutelle, ce qui est contradictoire avec l'autonomie de l'institution consacrée par l'article 23 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 et de l'obligation imposée au Conseil de la concurrence par l'article 27 du même texte de transmettre son rapport annuel d'activité à l'Instance parlementaire, au Premier Ministre et au Ministre chargé du commerce.

Les décisions du Conseil de la concurrence sont susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat et la Cour d'Alger.

Les modifications du cadre juridique en vigueur proposées visent, par conséquent, à clarifier le statut juridique du Conseil de la concurrence en tant qu'autorité administrative autonome agissant au nom et pour le compte de l'Etat pour la régulation du marché.

Pour ce faire, il est utile de déterminer la place de cette institution dans l'édifice institutionnel et de préciser ses relations avec les autres institutions et ce, en tenant compte du caractère transversal et universel de ses missions.

Le Conseil de la concurrence agit au nom et pour le compte de l'Etat pour la régulation du marché.

A cet égard, il y a lieu de rappeler que la régulation du marché a été assimilée par certains experts à **la bonne gouvernance** alors que d'autres la considèrent comme étant **le mode le plus moderne et le plus performant** qui permet à l'Etat d'intervenir **dans les activités économiques**.

Le Conseil de la concurrence doit être conforté dans son rôle d'autorité unique de la concurrence.

La modification de l'article 49 de l'ordonnance n°03-03 du 19/07/ 2003 en 2008 a habilité des agents de contrôle relevant des ministères du commerce et des finances pour intervenir dans le domaine de la concurrence.

L'instauration de ce système bicéphale a conduit à la dispersion des services d'enquêtes et d'instruction chargés de relever et sanctionner les infractions à la législation relative à la concurrence et à la dilution des responsabilités.

Aussi, il est proposé de confier toutes les compétences liées au volet concurrence au Conseil de la concurrence, comme cela était le cas sous le régime de l'ordonnance n° 95-06 du 6 Janvier 1995 et celle de 2003.

Le Conseil de la concurrence doit gérer de bout en bout toute la chaîne de traitement des pratiques anticoncurrentielles : détection, enquête, instruction et décision.

Pour ce faire, le Conseil de la concurrence doit disposer de ses propres moyens d'enquête et d'instruction et faire appel en cas de besoin, à des experts ou à des agents de contrôle relevant d'autres secteurs comme le prévoit d'ailleurs l'article 34 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003.

A rappeler que cette pratique est suivie par la majorité des autorités de la concurrence étrangères.

Le budget du Conseil de la concurrence doit être inscrit dans les charges communes du budget de l'Etat.

L'inscription du budget du Conseil de la concurrence à l'indicatif du budget du Ministère tel que prévu par l'article 33 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 est en contradiction avec l'autonomie de l'institution consacrée par l'article 23 du même texte.

Cette anomalie a été d'ailleurs relevée par Monsieur le Premier Ministre qui a demandé aux ministres des finances et du commerce d'introduire une modification de l'ordonnance n° 03-03 pour supprimer cette contradiction (envoi n° 213 DC/PM du 08/02/2015).

- Le Président du Conseil de la concurrence doit se réapproprier sa qualité « d'ordonnateur principal ».

Pour pouvoir déléguer au Secrétaire Général qui dispose de certaines tâches de gestion qui sont incompatibles avec ses fonctions de Président du collège doté de surcroît, d'une voie prépondérante lors du vote des décisions par le collège.

A rappeler que le Président du Conseil de la concurrence avait la qualité d'ordonnateur principal sous le régime des l'ordonnances n° 95-06 et n° 03-03 précitée.

- **La composante du collège (organe décisionnel) doit être revue pour y intégrer un quota de magistrats, changer les critères de désignation des membres, permaniser les vices-présidents et y introduire le principe de l'irrévocabilité des mandats des membres,** préciser les motifs de leur fin de fonction.

- **L'intégration de magistrats du sein de l'organe décisionnel (collège)** comme cela était le cas sous le régime des ordonnances n° 95-06 et n° 03-03 découle du statut quasi-juridictionnel du Conseil de la concurrence lequel applique des règles de procédure similaires à celles appliquées au niveau des juridictions du 1er degré notamment celles relatives à la procédure contradictoire, au droit de défense, à la séparation de l'organe d'instruction de l'organe de sanction, aux recours contre les décisions du Conseil devant les juridictions.

A préciser que la majorité des autorités similaires étrangères compte des magistrats au sein de leur organe décisionnel.

- **La désignation des membres du collège** doit tenir compte de leurs titres et diplômes, leur expérience et leur expertise intrinsèques (intuitu - personae) dans les domaines relevant des compétences du Conseil de la concurrence.

- **Les motifs de fins de fonction des membres** du collège doivent être expressément mentionnés dans le texte pour respecter le principe d'irrévocabilité des mandats des membres qui garantit leur indépendance et celle de l'autorité de la concurrence dans la prise des décisions.

- **Rétablir les pouvoirs hiérarchiques** du Président du Conseil de la concurrence pour les propositions de nomination et de fin fonction des membres, du Secrétaire Général, du Rapporteur Général et des rapporteurs.

A rappeler que le Président du Conseil de la concurrence disposait de ce pouvoir sous le régime de l'ordonnance n° 95-06 précitée.

- **Revoir les critères de désignation du Rapporteur Général** qui doit être titulaire de titres et diplômes et justifier d'une expérience en adéquation avec ses fonctions.

- **Elargir les attributions du Rapporteur Général** qui doit assurer la coordination, le suivi et le contrôle des travaux des rapporteurs.

- **Rendre obligatoire la consultation du Conseil de la concurrence pour les projets de textes législatifs et réglementaires** ayant un lien avec la concurrence prévue par l'article 36 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003, précitée.

Cette obligation figurait, il convient de le rappeler, dans l'ordonnance n° 95-06 précitée.

- Soumettre les aides de l'Etat et des collectivités aux entreprises à l'avis du Conseil de la concurrence dès lors qu'elles peuvent avoir un impact sur la concurrence. L'encouragement de l'Etat sans discrimination aux entreprises a été consacré par l'article 43 de la Constitution amendée 2016.

A préciser que la consultation du Conseil de la concurrence en la matière est prévue par la majorité des législations étrangères relatives à la concurrence.

- Prévoir un pourvoi auprès de la Cour Suprême contre les décisions de la Cour d'Alger statuant sur les recours contre les décisions du Conseil de la concurrence.

- Ajouter de nouveaux articles pour mettre à niveau le dispositif législatif relatif à la concurrence par rapport aux normes et standards internationaux en la matière.

Ces articles concernent les aspects suivants :

- La clémence : L'ordonnance n° 03-03 n'a pas prévu cette procédure qui a fait ses preuves dans les pays qui l'ont appliquée (Union Européenne, Egypte, Maroc, Tunisie etc.....).

-Les effets positifs de la clémence :

- Elle permet de détruire la confidentialité des cartels par l'obtention de preuves difficiles à obtenir par d'autres moyens.
- Elle contribue à réduire le coût des investigations de l'autorité de la concurrence.
- Elle déstabilise les cartels existants en introduisant la méfiance parmi leurs membres.

-L'exclusion de la participation à des soumissions aux marchés publics des opérateurs économiques, auteurs de pratiques collusoires pour des périodes allant de trois (03) à cinq (05) années et l'aggravation de l'amende en cas de récidive.

Ces sanctions complémentaires prévues par les législations étrangères relatives à la concurrence renforcent le dispositif visant à contrecarrer les cartels.

A préciser que ces sanctions ne sont prévues ni par la réglementation des marchés publics ni par, l'ordonnance n° 03/03 du 19/07/2003, modifiée et complétée relative à la concurrence.

-Les inspections inopinées, les perquisitions et la saisie de document.

Ce mode d'investigation permettant de rechercher des preuves des pratiques anticoncurrentielles qui ne peuvent pas être obtenues par d'autres moyens, n'a pas été prévu par l'ordonnance n°03-03 du 19/07/2003. D'où la nécessité de l'intégrer dans le nouveau dispositif juridique relatif à la concurrence en le soumettant toutefois à l'autorisation d'un juge pour protéger les droits des personnes physiques et morales ciblées par ces opérations.

-Ajouter un article nouveau habilitant le Conseil de la concurrence à saisir la juridiction compétente par le Conseil de la concurrence pour lui signaler les faits susceptibles de qualification pénale qu'il relèvent dans le cadre de ses investigations.

-Prévoir l'infliction des sanctions pécuniaires ou pénales contre les auteurs des obstructions aux enquêtes et instructions menées par le Conseil de la concurrence dans le cadre de ses missions.

-Exclure du dossier communiqué par le Conseil de la concurrence aux juridictions conformément à l'article 38 de l'ordonnance n°03-03n les documents détenus par le Conseil de la concurrence dans le cadre de la procédure de clémence.

En conclusion, il y a lieu de préciser que ces propositions de modification de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence ont tenu compte de trois (03) éléments fondamentaux :

a - Des amendements de la Constitution en 2016 notamment son article 43.

b - Des résultats du pré-audit législatif réalisé en 2014 à la demande du Gouvernement algérien par des experts internationaux sous l'égide de la CNUCED;

c - De l'évaluation du même dispositif législatif en vigueur effectuée par des cadres du Conseil de la concurrence depuis la réactivation de l'institution en Janvier 2013.

Telles sont les principales propositions de modifications du texte en vigueur transmises à Monsieur le Ministre du commerce le 09 Mai 2016.

VII- PROGRAMME ET AXES DE TRAVAIL 2016.

Le programme de travail arrêté par le Conseil de la concurrence pour l'année 2016 reprend « les restes à réaliser » de l'année 2015 et l'inscription de nouvelles opérations nécessaires au renforcement des capacités actuelles de l'institution.

1- Les restes à réaliser :

Quatre (04) dossiers devront avoir un impact positif certain sur le bilan d'activités du Conseil de la concurrence s'ils sont menés à terme avant le 31 décembre 2016.

Il s'agit de :

- La concrétisation des propositions d'amendements l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence transmise par le Conseil de la concurrence à Monsieur Ministre du commerce en Mai 2016.
- La mise en oeuvre du programme de conformité dont le cadre a été conçu en fin d'année 2015 et qui verra sa mise, en application effective à partie du second semestre 2016.
- L'achèvement de l'étude thématique portant sur le marché du médicament en Algérie.
- La construction de passerelles juridiques (conventions régissant les relations) entre le Conseil de la concurrence et les autorités de régulation sectorielle.

1-1- Les propositions d'amendements de à l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

Dans la partie VI du présent rapport, il a été présenté avec suffisamment d'arguments l'exposé des motifs d'une telle initiative, lesquels motifs sont le résultat, d'une part, du préaudit réalisés par des experts internationaux sous l'égide de la CNUCED et d'autre part, de l'expérience acquise par le Conseil de la concurrence après trois (03) années de pratique.

En effet l'ordonnance n° 03-03 sus visée comporte trop de zones d'incertitude, de lacunes et d'incohérences pour s'en accommoder encore.

1-2- La mise en oeuvre du programme de conformité dont le cadre a été conçu en fin d'année 2015 et qui verra sa mise en application effective à partie du second semestre 2016.

Dans la partie IV paragraphe 5 un aperçu a été donné sur la définition et les objectifs de ce programme notamment « un dispositif par lequel les entreprises ou les

organismes expriment leurs attachement aux règles de concurrence ainsi qu'aux valeurs ou aux objectifs qui le fondent, et prennent un ensemble d'initiatives concrètes destinées à leur permettre d'assurer le respect de ces règles, de détecter de possibles manquements et de prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin et pour en prévenir la réitération ».

Comme nous l'avons souligné, l'adoption d'un tel programme peut éviter aux entreprises de tomber sous le coup des pratiques anticoncurrentielles, et de ce fait, s'épargner l'infliction d'amendes dont le montant peut atteindre jusqu'à 12% du chiffre d'affaires.

De grandes sociétés publiques et privées ont déjà répondu favorablement (Juin 2016) aux propositions faites par le Conseil de la concurrence et avec lesquelles des séances de travail et d'échanges d'informations ont été tenues.

Il s'agit notamment de SONATRACH, SONELGAZ, Mobilis, Algérie Poste, CONDOR et ASMIDAL.

Il est programmé, par ailleurs, l'organisation en septembre 2016 d'une journée d'étude spécifique à cette opération pour convaincre davantage les opérateurs économiques sur l'opportunité qui leur est offerte et qu'ils se doivent de saisir.

Bien sûr, cette rencontre permettra d'exposer et de proposer aux participants le mode opératoire nécessaire à l'adoption par chaque société à travers son assemblée générale et son conseil d'administration de son propre programme de conformité sachant que chaque entreprise a ses spécificités.

Cette opération constituera, en outre, pour le Conseil de la concurrence un nouveau pas dans la diffusion de la culture de la concurrence qu'il n'a cessé de prôner depuis son redémarrage en Janvier 2013.

1-3- L'achèvement de l'étude thématique portant sur le marché du médicament en Algérie :

Pour rappel, cette étude thématique a été lancée en application de l'article 37 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence qui stipule que :« Le Conseil de la concurrence peut entreprendre toutes actions utiles relevant de son domaine de compétence notamment, toute enquête, étude et expertise ».

C'est une étude qui entre donc dans le domaine des missions consultatives du Conseil de la concurrence et de son rôle en matière de promotion de la politique de concurrence.

L'étude a exclusivement pour objet d'opérer un diagnostic concurrentiel de la chaîne de distribution pharmaceutique, le Conseil ne cherchant pas, dans ce cadre, à qualifier des infractions aux règles de concurrence.

Pour mener avec un maximum de qualité l'étude sectorielle, le Conseil s'est référé partiellement au questionnaire et sujets de réflexion proposés par l'OCDE dans le cadre du 13ème Forum Mondial sur la concurrence qui s'est tenu à Paris les 27 et 28 Février 2014 et qui portait sur : « les problèmes de concurrence dans la distribution de produits pharmaceutiques ».

Il s'agissait selon les termes de référence de l'étude de décrire toute la chaîne pharmaceutique de responsabilité (de la sphère de production jusqu'au consommateur final) et déterminer, le long de ce parcours, les domaines d'intervention potentiels du Conseil de la concurrence.

Les conclusions de l'étude reposeront notamment sur une analyse de la réglementation en vigueur dans le secteur pharmaceutique et sur un suivi des enjeux économiques et sectoriels auxquels sont soumis les acteurs concernés.

Les conclusions seront présentées par catégorie d'acteurs intervenant dans la distribution du médicament à usage humain, à savoir les laboratoires Pharmaceutiques, les intermédiaires (importateurs et grossistes) et les pharmaciens d'officine.

En raison d'insuffisance de crédits sur le budget du Conseil de la concurrence 2015 que 2016, cette opération a été prise en charge par un groupe de travail interne au Conseil de la concurrence composé de deux membres permanents du Collège, du rapporteur général et de deux rapporteurs ainsi que du Directeur des études des marchés. Les auteurs de l'étude émettront une série d'orientations visant à identifier les zones d'exercices de compétence du Conseil de la concurrence dans le secteur du médicament.

Cela permettra au Conseil de cibler ces zones au sein desquelles, il serait susceptible d'intervenir, dans l'hypothèse où des acteurs adopteraient des comportements anticoncurrentiels.

La jonction avec le programme de conformité n'en sera que plus aisée puisque cette étude constituera une opportunité pour les opérateurs économiques car elle leur offrira à l'avance un cadre analytique complet qui leur permettra de se conformer volontairement au droit de la concurrence et d'éviter des procédures contentieuses.

Comme indiqué plus haut, le taux d'avancement de l'étude au 30 Juin 2016 se

situé à 60% des prévisions. Il est en conséquence fort probable de livrer cette étude en décembre 2016.

Cette initiative lancée en 2015 et confortée en 2016 grâce à la réalisation de la première étude du Conseil de la concurrence est appelée à se renforcer et à se reproduire pour les années à venir à raison de deux (02) études thématiques par année.

Cette fréquence est indispensable pour permettre la mise en place de mécanismes d'observation du marché et de détection des pratiques anticoncurrentielles dont dépend notamment toute procédure d'auto saisine.

1-4- La mise en place d'un cadre juridique conventions régissant les relations entre le Conseil de la concurrence et les autorités de régulation sectorielles.

L'article 39 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence dispose que « lorsque le Conseil de la concurrence est saisi d'une affaire ayant un rapport avec un secteur d'activité relevant du champ de compétence d'une autorité de régulation, il transmet immédiatement une copie du dossier à l'autorité de régulation concernée pour formuler son avis dans un délai de 30 jours. Dans le cadre de ses missions, le Conseil de la concurrence développe des relations de coopération, de concertation et d'échange d'informations avec les autorités de régulation ».

De même que l'article 50 de la même ordonnance dispose que « ...les affaires relevant de secteurs d'activité placés sous le contrôle d'une autorité de régulation sont instruites en coordination avec les services de l'autorité concernée ».

Ces deux articles imposent inéluctablement la construction de passerelles avec les autorités de régulation sectorielles pour codifier les relations de coopération, de concertation et d'échange d'informations.

Il conviendra de définir à l'intérieur d'une convention liant les parties (Conseil de la concurrence et autorités de régulation) la « **coordination de l'instruction** » quand il s'agit d'affaires relevant de secteurs d'activités placés sous le contrôle d'autorités de régulation.

C'est pourquoi il est envisagé de programmer durant le 4eme trimestre 2016 une réunion avec les autorités de régulation sectorielles destinée à mettre en oeuvre les dispositions des articles 39 et 50.

Et c'est dans cette perspective que le Conseil de la concurrence a organisé une

journée d'études en Mai 2016 sur le thème « le rôle du conseil de la concurrence dans la régulation du marché » à laquelle ont été conviées les différentes autorités sectorielles de régulation.

Les intervenants (experts, universitaires, avocats et...) nationaux et étrangers ont rappelé le rôle et les missions du Conseil de la concurrence et des autorités de régulation sectorielle auxquels l'Etat a délégué ses pouvoirs de régulation du marché.

2- l'inscription de nouvelles opérations nécessaires au renforcement des capacités de l'institution.

Le Conseil de la concurrence s'est inspiré des recommandations émises par la CNUCED dans le cadre du programme COMPAL/MENA pour affiner sa feuille de route à partir de l'année 2016 en inscrivant les quatorze (14) actions suivantes :

- 2-1- l'élaboration de procédures écrites régissant les relations internes entre les trois organe du Conseil de la concurrence (collège, services d'instruction, administration) ainsi que les relations entre les structures internes et l'environnement institutionnel (notamment le corps judiciaire certains départements ministériels et les autorités de régulation sectorielle) ;
- 2-2- l'assimilation des procédures (délais de traitement des différentes affaires le long du processus complet : saisine, enquête, qualification des griefs, rapport de pré notification, rapport de notification, séances d'auditions et de délibérations du collège) ;
- 2-3- La Mise en place d'une base de données et l'installation d'un système d'informations intégré ;
- 2-4- La mise à niveau des compétences des membres du Conseil de la concurrence chargées de l'application des politiques de la concurrence par des actions de formation avec l'appui d'autorités de la concurrence étrangère ayant une expérience en la matière.

Cette formation doit porter sur la prise de décision, la formulation des avis, des injonctions etc.....

- 2-5- La poursuite de la formation des rapporteurs notamment dans les techniques d'enquêtes et d'instruction auprès d'autorités de concurrence étrangères (France et Autriche notamment avec lesquelles des conventions de coopération sont déjà signées).

- 2-6- La formation des directeurs de structures rattachées au secrétariat général du Conseil de la concurrence notamment : la formation sur la procédure et suivi des dossiers, l'analyse économique et les études sectorielles de marchés, les systèmes d'information et de communication.
- 2-7- L'assistance technique de la CNUCED par le détachement de conseillers résidents au niveau du conseil de la concurrence pour assurer une formation continue et pratique dans le cadre des affaires en cours traitées par le Conseil de la concurrence.
- 2-8- Des initiatives de coopération régionale et l'établissement de conventions inter autorités de la concurrence des pays du MENA portant sur :
 - 2-8.1- Les échanges de compétences entre autorités de concurrence des pays du MENA par des séjours à programmer sur la base de thèmes à arrêter conjointement ;
 - 2-8.2- Les échanges d'informations au sujet d'affaires traitées au courant de l'année ;
 - 2-8.3- La mise en place d'une base de données régionale regroupant la législation, la doctrine, et la jurisprudence en matière de concurrence ;
 - 2-8.4- La détermination des méthodes communes pour l'analyse économique des affaires nationales pour faciliter la poursuite des pratiques anti-concurrentielles transfrontières ;
- 2-9- Le lancement des études visant à déterminer les objectifs commerciaux de l'entreprise publique et ses objectifs non commerciaux ; la ligne de démarcation séparant les deux types d'objectifs permettra de s'assurer que les subventions ne constituent pas un avantage concurrentiel au détriment du secteur privé étant rappelé que le principe de non discrimination entre entreprises a été consacré par l'article 43 de la Constitution amendée en 2016.
- 2-10- Le lancement des études dans le domaine d'évaluation d'impact réglementaire sur la neutralité de la concurrence ;
- 2-11- La mise en place d'un mécanisme d'observation du marché et de détection des pratiques anticoncurrentielles ;
- 2-12- l'Utilisation des méthodes modernes de communication (TIC), à destination des institutions et des acteurs économiques, comme vecteurs porteurs d'actions de médiatisation et de vulgarisation de la concurrence ;

2-13- l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le fonctionnement du Conseil à travers notamment la numérisation des données, la dématérialisation des documents et l'installation de logiciels spécifiques pour les besoins du Conseil de la concurrence tels que celui dédié à la gestion des saisines et avis et au suivi de l'instruction des dossiers ;

2-14- l'exploitation de l'opportunité qu'offre le programme COMPAL/MENA de la CNUCED en matière d'assistance technique pour renforcer davantage les capacités existantes notamment le potentiel humain à travers la mise en place d'un plan stratégique à moyen terme collant autant que possible à la durée de couverture quinquennale du dit programme (2016-2020).

Le Conseil de la concurrence tient, toutefois à exprimer ses réserves sur la gestion de ce programme par les services du ministère du commerce.

En effet et comme déjà signalé par nos soins, ce projet destiné à renforcer les capacités notamment humain des autorités de la concurrence, devrait être confié au Conseil qui pourrait, solliciter le cas échéant, l'appui du Ministère du Commerce.

Il y lieu de rappeler à ce égard, que le ministère du commerce avait saisi le secrétaire Général de la CNUCED par le canal du Ministère des Affaires Etrangères en date du 04 Août 2014 pour l'informer que le Conseil de la concurrence a été désigné comme **point focal** pour la mise en oeuvre de ce programme.

Ce rapport a présenté les travaux réalisés par le Conseil de la concurrence durant l'année 2015 en dépit des conditions souvent difficiles auxquelles il continue à faire face à ce jour (composante partielle du collège, siège administratif exigu ne permettant pas le pourvoi en postes de travail budgétisés, lacunes de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence ETC...).

Ce même rapport comporte des propositions de solutions urgentes à prendre pour permettre un fonctionnement efficace de l'institution dont l'apport à l'économie nationale en termes de performance pourrait être décisif dans une conjoncture où les équilibres macroéconomiques sont ébranlés par la baisse des recettes d'hydrocarbures.

Trois années de pratique ont permis au Conseil de la concurrence de se forger une capacité professionnelle suffisante pour envisager le futur avec optimisme

En effet et pour preuve trois (03) décisions prises par le Conseil de la concurrence et ayant fait objet de recours auprès de la Cour d'appel d'Alger ont été confirmées par cette juridiction.

Ceci pousse le Conseil de la concurrence à poursuivre ses actions d'explications et de sensibilisation visant à démontrer les avantages d'une concurrence loyale au profit de l'économie et du consommateur.

Sur un autre plan, le Conseil de la concurrence recommande au Gouvernement d'employer tous les moyens possibles pour favoriser l'entrée de nouveaux entrepreneurs nationaux sur le marché. Lorsque l'on parle de créer une «culture de la concurrence » cela devrait servir en particulier à favoriser la création d'un esprit d'entreprise et faciliter la construction du marché.

Parmi ses missions, le Conseil de la concurrence devrait s'attacher en priorité à s'assurer que tous les secteurs essentiels au développement des affaires (crédit, télécommunications, énergie, transports, services de distribution, assurances, etc.) soient en mesure de fournir des services compétitifs aux entreprises. Il s'agit en particulier de s'assurer que les privatisations passées, actuelles ou à venir ne transforment pas un monopole public en un monopole privé.

Même lorsqu'un secteur est privatisé au moyen de l'octroi d'une concession, le Conseil de la concurrence devrait être consulté pour veiller à ce que l'attribution des marchés se fasse de manière concurrentielle et que les concessions ne soient pas attribuées pour des périodes trop longues.

Or, la fonction consultative, du Conseil de la concurrence comme il a été déjà affirmé dans le rapport d'activité de l'année 2014, continue à être négligée par les départements ministériels qui ne sollicitent que très rarement l'avis du Conseil de la concurrence.

De même qu'il y a lieu de déplorer l'absence de saisine du Conseil par les associations de protection des consommateurs et dans une moindre mesure la non réactivité des entreprises en cas d'abus de position dominante d'infraction aux règles de la concurrence.

Le Conseil de la concurrence prend en charge également les recommandations des organismes internationaux (CNUCED et OCDE notamment) pour revoir toutes les lois et les règlements existants afin d'éliminer autant que possible ceux qui potentiellement recèlent des effets secondaires anticoncurrentiels.

Pour l'atteinte de ce niveau de performance et la réalisation de la feuille de route qu'il s'est tracée le Conseil de la concurrence, doit être doté des moyens suffisants.

Enfin et pour conclure ce rapport deux problématiques inhérentes à la politique de la concurrence méritent d'être posées :

1- La concurrence tue-elle l'emploi ?

Non. Bien au contraire. Des experts de la CNUCED, de l'OCDE, de la Banque Mondiale et de l'ICN (réseau Mondial des autorités de la concurrence) ont démontré que la concurrence crée l'emploi, stimule la croissance, contribue à la lutte contre la pauvreté, promeut l'innovation.

2- La concurrence est-elle utile en période de crise ?

Aucune étude empirique n'a répondu à cette question. En revanche, des exemples montrent que les pays qui ont mis en veilleuse l'application des règles de la concurrence, ont enregistré un ralentissement de la croissance de leur économie en limitant l'innovation et l'adaptation des entreprises au changement.

مجلس المنافسة
التقرير السنوي 2015

رسالة الرئيس 07

مقدمة 09

الجزء الأول 11

- I. تذكير بالمهام المسندة قانونا الى مجلس المنافسة..... 11
1. معاينة الممارسات المقيدة للمنافسة 11
 2. مراقبة هيكل السوق 12
 3. إبداء الآراء لتقديم توضيح لفائدة السلطات العمومية، المؤسسات و الجمعيات المهنية حول وضعية المنافسة في الأسواق 13

الجزء الثاني 15

- II. سير المصالح الإدارية لمجلس المنافسة..... 15
1. التنظيم الداخلي لمجلس المنافسة 15
 2. سير الهياكل الإدارية للمجلس 15
 3. عملية الترسيم في المناصب 16
 4. اعداد القرار الوزاري المشترك المحدد لعدد المناصب العليا للمجلس 16
 5. تكوين المستخدمين 16
 6. اعداد و صرف الميزانية: مجلس المنافسة هو سلطة ادارية مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية و الاستقلالية المالية 16

الجزء الثالث 17

- III. النشاطات الرئيسية المحققة من طرف مجلس المنافسة خلال سنة 2015 17
- 1- التحضير لعملية التدقيق لاحكام التشريعية و التنظيمية المتعلقة بالمنافسة بدعم من خبراء لجنة الامم المتحدة للتجارة و التنمية 18
 - 2- إعداد نموذج لمعاهدة تعاون تهدف إلى تحديد و تنظيم العلاقة مع مختلف سلطات المنافسة الأجنبي..... 19
 - 3- تدشين الموقع الالكتروني لمجلس المنافسة 19
 - 4- مواصلة اعداد و اصدار النشرة الرسمية للمنافسة 20
 - 5- المشاركة في اشغال الدورة السابعة عشر للندوة الدولية حول المنافسة التي تم تنظيمها من طرف السلطة الالمانية للمنافسة (Bundeskartellamt) من 24 الى 28 مارس 2015 21
 - 6- المشاركة في اشغال الدورة السادسة لمنظمة التعاون الإسلامية (3 و 4 جوان 2015 بتونس) 22
 - 7- المشاركة في الدورة السابعة لمنظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة و التنمية تحت عنوان «وسائل

- دعم سلطات المنافسة « من اجل الوصول إلى تطبيق و ترويج لسياسة المنافسة في البلدان الأعضاء
22 (جنيف من 06 إلى 10 جويلية 2015)
- 8- المشاركة في الورشة الجهوية، المنظمة من طرف «CNUCED»، المتعلقة بمرحلة الإطلاق لعملية
التكامل الاقتصادي عن طريق تبني سياسات المنافسة و حماية المستهلك في منطقة الشرق الأوسط
27 «MENA» (برنامج - 27 - 29 جويلية 2015 ، أغادير - المغرب)
- 9- المشاركة في اشغال الدورة الرابعة عشر للمنتدى العالمي للمنافسة المنظم من طرف منظمة
«OCDE» و كذا اشغال المنتدى الافريقي للمنافسة المنظم ايام 28، 29 و 30 اكتوبر 2015 30
- 10- المشاركة في اشغال الورشة التي نظمها المنتدى الافريقي للمنافسة، على هامش الدورة الرابعة
عشر للمنتدى العالمي للمنافسة لمنظمة «OCDE» 34
- 11- المشاركة في إجتماع فريق خبراء ESCOWA من 08 إلى 09 ديسمبر 2015 في بيروت (لبنان) 35
- 12- التشاور التعاون و التنسيق مع سلطات الضبط القطاعية 35
- 13- الأيام الدراسية المنظمة من طرف مجلس المنافسة 36
- تنظيم و سير مجلس المنافسة 37
- 1- عدم وجود مقر لائق 38
- 2- عدم جاذبية نظام سير الرواتب لأعضاء و إطارات مجلس المنافسة 38
- 3 - الميزانية 39

الجزء الرابع 41

- IV. معالجة الشكاوى (أو الإخطارات) المودعة لدى مجلس المنافس 41
- 1 - موجز الإخطارات الفعلية 41
- 2 - مضمون الإخطارات و أسس قرارات المجلس 43
- 3 - تحليل الإخطارات التي تلقاها مجلس المنافسة 55
- 4 - الإجراء المتعلق بالتعهدات (المادة 60 من الأمر رقم 03-03، المعدل و المتمم) 57
- 5 - انطلاق برنامج المطابقة لقواعد المنافسة 59

الجزء الخامس 61

- V. معالجة القضايا ذات الطابع الاستشاري (الآراء) 61
1. ملاحظات متعلقة بالشكل فيما يخص عرض الأسباب 62
- 1- الملاحظات المتعلقة بالشكل في ما يخص مشروع المرسوم التنفيذي 63
- 2- الملاحظات المتعلقة بالموضوع 63
2. طلب إبداء الرأي المقدم من طرف اليانس للتأمينات 65

الجزء السادس 67

- VI. تـريرآت من آجل آعـديل أـحكام الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم 67
- 1 - تنفيذ أحكام الدستور المعدل في سنة 2016: والمتعلق بالمنافسة ولاسيما المادة 43 التي حلت محل المادة 37 التي تكفل حرية التجارة والصناعة 67
- 2 - توضيح الوضع القانوني للمجلس، دوره ومهامه: بالإضافة إلى تجسيد تعديلات الدستور لعام 2016 الذي كرس مبدأ المنافسة فإن التعديلات التي إقترحت على المرسوم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة جاءت بمثابة الأولوية لتصحيح أوجه القصور وعدم وجود تنسيق في أحكام هذا النص 67

الجزء السابع 73

- VII. برنامج و محاور عمل المجلس لسنة 2016 73
- 1- ما تبقى للإنجاز 73
- 2- برمجة عمليات جديدة ضرورية لتعزيز قدرات الهيئة 76

الخلاصة 78

- 1- المنافسة تقتل فرص العمل ؟ 79
- 2- هل المنافسة مفيدة في أوقات الأزمات ؟ 79

يرفع مجلس المنافسة تقريرا سنويا عن حصيلة نشاطه الى الهيئة التشريعية وإلى الوزير الأول وإلى الوزير المكلف بالتجارة والذي ينشر إلزاميا بموجب أحكام المادة 27 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة، في النشرة الرسمية للمنافسة، كما يمكن نشره في أي وسيلة إعلامية أخرى ملائمة.

فيما يخص النشاطات الاستشارية:

لقد أصدر مجلس المنافسة رأيين إثنيين، الأول يتعلق بالمرسوم التنفيذي الخاص برخص الاستيراد، أما الثاني يخص بتطبيق قواعد المنافسة في سوق التأمينات.

فيما يخص النشاطات القضائية:

قام مجلس المنافسة بمعالجة والفصل في اثنا عشر (12) قضية تم إيداعها من قبل المؤسسات، والتي تعلقت بالتعسف في استغلال وضعية الهيمنة في السوق وكذا عرض أسعار وممارسة أسعار منخفضة بشكل تعسفي الخ.

مراقبة هياكل السوق:

رد مجلس المنافسة على طلبين لعمليتين تجميع اقتصادي.

ومن جهة اخرى فقد تضمن هذا التقرير نشاطين اساسيين تم الانطلاق فيهما خلال سنة 2015 وهما:

- الدراسة القطاعية حول سوق الادوية البشرية في الجزائر من اجل تشخيص وتحليل السلسلة التنافسية فيما يخص توزيع الادوية؛
- إطلاق برنامج المطابقة لقواعد المنافسة والذي هو موجه تقوم المؤسسات بالامتثال الطوعي لاحترام قواعد المنافسة.

انشطة اخرى قام بها مجلس المنافسة تتعلق بتنظيم ايام دراسية، اعداد النشرات الرسمية للمنافسة، التعاون والتبادل مع الهيئات الاجنبية للمنافسة والهيئات العالمية المختصة في هذا المجال على غرار (منظمة التعاون والتنمية، لجنة الامم المتحدة للتجارة والتنمية، الشبكة الدولية للمنافسة.... الخ).

أعد مجلس المنافسة مشروع تعديل الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة الذي أدرج في هذا التقرير.

هذا المشروع يهدف من جهة الى:

تطبيق أحكام المادة 43 من الدستور المعدل سنة 2016 والذي كرس مبادئ قانون المنافسة (حظر الاحتكار والمنافسة الغير نزيهة، عدم التمييز بين الشركات فيما يخص المساعدات المقدمة من طرف الدولة، تنظيم السوق وحماية حقوق المستهلك من طرف الدولة).

ومن جهة أخرى، فإن مشروع التعديلات المقدم يهدف إلى إزالة النقائص والتناقضات التي تم إحتوائها الأمر السالف الذكر وذلك بعد ثلاثة سنوات من تطبيقه.

هذا التقرير عاد الى التطرق الى القيود الموضوعية التي لا يزال مجلس المنافسة يعاني منها من خلال مزاولة مهامه الكاملة (غموض في مضمون القانون الأساسي للمجلس، الوضعية الإدارية لأعضائه وإطاراته، غياب مقر لائق، الخ...).

**رئيس مجلس المنافسة
عمارة زيتوني**

بعد إعادة تفعيله بتاريخ 2003/01/29 فإن سنة 2015 هي السنة الثالثة لنشاط مجلس المنافسة.

رغم استمرار المعانات من بعض القيود خاصة تلك المتعلقة بعدم كفاية و ضيق المكاتب التي وضعها وزير العمل و التشغيل و الضمان الاجتماعي تحت تصرف المجلس، لاتخاذها كمقر مؤقت منذ سنة 1995 و كذا فشل كل المحاولات للحصول على مقر ملائم بالإضافة إلى عدم استبدال الأعضاء الأربعة الذين غادروا المجلس و التي ما زالت مناصبهم شاغرة لحد اليوم، علما أن اقتراحات التعيين أرسلت إلى المصالح المؤهلة منذ ستة (06) أشهر، رغم كل ذلك فان المجلس استمر في النشاط.

إن حصيلة نشاط المجلس لسنوات 2013، 2014 و 2015 في المجال القانوني و الاستشاري و تقييم الصعوبات التي تلقاها المجلس من خلال معالجته للملفات، تؤكد ضرورة إلغاء الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، و المتعلق بالمنافسة و تعويضها بقانون آخر، و القصد من ذلك وضع حيز التنفيذ لمبادئ المنافسة المكرسة بنص المادة «43» من الدستور المعدل سنة 2016، هذا من جهة، و من جهة أخرى ترقية أحكام القانون لتتماشى و المعايير الدولية.

يمكن تحقيق هذه الغاية عن طريق عملية التدقيق التي قامت بها منظمة التنمية و التعاون خلال سنة 2015 بطلب من وزارة التجارة و كذا عن طريق عملية التحليل التي قام بها المجلس لأحكام الأمر المتعلق بالمنافسة، بعد ثلاثة سنوات من التطبيق.

فيما يخص النشاط الداخلي للمجلس و بغض النظر عن الإخطارات التي تمت معالجتها، من الأهمية بمكان ذكر المبادرات التي قام بها المجلس خلال سنة 2015 بعد عملية المداولة:

- القيام بانجاز دراسة لسوق الأدوية تهدف إلى تقييم و إبراز مدى احترام قواعد المنافسة من طرف جميع المتدخلين في هذا السوق.
- وضع حيز التنفيذ للإجراء الخاص بعملية التعهد باتخاذ و تنفيذ الالتزامات الضرورية من اجل حماية المنافسة عند اعتراف المؤسسة بمخالفتها و تتعاون في الإسراع بصفة ايجابية في عملية التحقيق.
- إطلاق برنامج المطابقة لقواعد المنافسة التي تجب احترامها بشكل إيرادي من طرف المتعاملين الاقتصاديين.

لقد تم تنظيم خلال سنة 2015 يومان دراسيان تطرقا إلى الموضوعين التاليين:

- اقتصاد مضبوط ، مستهلك محمي، مؤسسة كفاءة و تنافسية (20 ماي 2015)؛
- مؤشرات التواطؤ في مجال الصفقات العمومية (25 ديسمبر 2015).

و في إطار مواصلة تنفيذ اتفاق الإطار المتعلق بالتعاون و الدعم المؤسسي المبرم سنة 2014 بين مجلس المنافسة و السلطة الفرنسية للمنافسة، استفاد مقررين اثنين من دورة تكوينية مدتها عشرة (10) ايام لدى هذه الهيئة قصد تحسين و رفع مستوى إطارات المجلس.

من جهة اخرى ، فقد تم تمثيل مجلس المنافسة في سبعة (07) ملتقيات دولية ساهمت في تحسين الاداء في مجال معالجة القضايا المرتبطة بقانون المنافسة، و يتعلق الامر ب:

- المشاركة في الطبعة السابعة عشر لأشغال المؤتمر الدولي حول المنافسة، الذي تم تنظيمه من طرف سلطة المنافسة الألمانية (Bundskartellamt) في الفترة الممتدة من 24 الى 28 مارس 2015.
- المشاركة في أشغال المؤتمر السادس لمنظمة التعاون الإسلامي الذي تم تنظيمه بتونس يومي 3 و 4 جوان 2015.
- المشاركة في الدورة السابعة لمنظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة و التنمية تحت عنوان «وسائل دعم سلطات المنافسة» من اجل الوصول إلى تطبيق و ترويج لسياسة المنافسة في البلدان الأعضاء (جنيف من 06 إلى 10 جويلية 2015).
- المشاركة في الورشة الجهوية، مرحلة الإطلاق، المتعلقة بالتكامل الاقتصادي عن طريق تبني سياسات المنافسة و حماية المستهلك في منطقة الشرق الأوسط (برنامج - MENA - 27 - 29 جويلية 2015 ، أغادير - المغرب).
- المشاركة في أشغال الدورة الرابعة عشر للمنتدى الدولي للمنافسة التي تم تنظيمها من طرف منظمة التعاون و التنمية الاقتصادية بباريس (فرنسا) من 28 إلى 30 أكتوبر 2015.
- المشاركة في ورشة تم تنظيمها من طرف المنتدى الإفريقي للمنافسة على هامش الدورة الرابعة عشرة للمنتدى العالمي للمنافسة.
- المشاركة في لقاء لمجموعة من الخبراء تم تنظيمه من طرف اللجنة الاقتصادية و الاجتماعية لغرب اسيا يومي 08 و 09 ديسمبر 2015 ببيروت (لبنان) حيث كان موضوع القاء « التشريعات و التنظيمات المتعلقة بالمنافسة - تحدي و منفعة في المنطقة العربية».

لقد تم تقسيم هذا التقرير المخصص لنشاط المجلس خلال سنة 2015 الى سبعة اجزاء هي:

1. تذكير وجيز بالمهام التي وكلت للمجلس عن طريق قانون المنافسة؛
2. سير المصالح الادارية لمجلس المنافسة؛
3. النشاطات الاساسية المنجزة من طرف المجلس؛
 - 3-1. الشروع في انجاز دراسة حول سوق الادوية في الجزائر.
 - 3-2. النشاطات الاخرى.
4. التكفل بمعالجة الشكاوى (الاخطارات)؛
 - 4-1. الاخطارات.
 - 4-2. الاجراء المتعلق بالالتزامات.
 - 4-3. اطلاق برنامج المطابقة.
5. معالجة الملفات الخاصة بالاستشارة؛
 - 5-1. طلبات الراي المودعة من طرف الهيئات الوزارية.
 - 5-2. طلبات الراي المودعة من طرف التنظيمات الاقتصادية.
6. تحليل الامر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم، و الفجوات الملاحظة بعد تطبيقه ميدانيا منذ اعادة تفعيل المجلس في جانفي 2013.
7. المحاور الاساسية لبرنامج نشاط المجلس لسنة 2016 .

I - تذكير بالمهام الموكلة لمجلس المنافسة بواسطة الامر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم:

- ان مجلس المنافسة هيئة مكلفة بضمان السير الحسن و الفعال للمنافسة في السوق. و باعتباره سلطة ادارية مستقلة، فان للمجلس ثلاثة مهام يجب القيام بها و هي:
- معاينة الممارسات المقيدة للمنافسة مثل الاتفاقات و التعسف في استغلال وضعية هيمنة في السوق؛
 - مراقبة عمليات التجميع ، من اجل تفادي حالات تعزيز وضعيات الهيمنة و التعسف الذي يمكن ان ينجر عنها؛
 - ممارسة وظيفة الاستشارة و ابداء الراي في الطلبات التي تقدمها السلطات العمومية، المؤسسات ، الجمعيات او تلك بمبادرة من المجلس.

1. معاينة الممارسات المقيدة للمنافسة: ان الاتفاقات الافقية بين المتنافسين و الاتفاقات العمودية بين الموردين و الموزعين و كذا السلوك التعسفي الصادر من احد المتعاملين الاقتصاديين في وضعية هيمنة، تعتبر ممارسات ترمي الى تضخيم مصطنع للاسعار يمكن ان يلحق الضرر بالمستهلك.

ان الدراسات التي انجزت على المستوى الدولي اثبتت بان كارتلات (Cartels)، منظمة بشكل جيد، يمكن ان تؤدي الى ارتفاع للاسعار يصل الى 25 % ؛ لهذا يجب على المشرع معاينة، و بشكل ردعي، هذا النوع من الممارسات، اولا من اجل دفع المخالفين الى عدم تكرار المخالفة و ثانيا من اجل عدم تشجيع متعاملون اخرون لتبني نفس الممارسات.

لقد نص الامر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم، في مادته رقم «65» على حق الطعن ضد قرارات مجلس المنافسة.

يمارس حق الطعن على مستوى مجلس قضاء الجزائر الذي يفصل في المواد التجارية و لا يترتب على الطعن أي أثر موقوف لقرارات مجلس المنافسة.

خلال سنة 2015، تسعة (09) إخطارات مدعمة بملفات تمت معالجتها من طرف مجلس المنافسة (ملخص عن كل قضية تجدونه في الجزء رقم (IV) من هذا التقرير).

2. مراقبة هيكل السوق:

يتعلق الأمر بمراقبة عمليات التجميع، بحيث ان المؤسسات مجبرة على طلب رخصة من مجلس المنافسة قبل انجاز أي عملية تجميع ترمي إلى تحقيق حد يفوق 40 % من المبيعات أو المشتريات المنجزة في سوق معينة.

يقرر مجلس المنافسة بعد نهاية مرحلة دراسة مشروع عملية التجميع، التي يمكن ان تطول او تقصر حسب الحالة، منح الرخصة لانجاز العملية بدون شروط ، او منح الرخصة مع وضع شروط معينة من اجل تخفيف الآثار المحتملة على المنافسة كما يمكن منعها كلية.

يرمي هذا الاجراء الى ممارسة مراقبة مسبقة لهياكل السوق للتصدي لاي محاولة خلق وضعيات هيمنة او احتكارية يمكن ان تؤدي الى ممارسات تعسفية، هنا يجدر التذكير ان القانون لا يمنع وضعيات الهيمنة و الاحتكار في حد ذاتها و انما يمنع الممارسات التعسفية التي يمكن ان ينجر عنها.

تبقى اخطارات مجلس المنافسة فيما يتعلق بعمليات التجميع جد ضئيلة (حالة واحدة سنة 2014 تتعلق بعملية شراء قام بها الصندوق الوطني للاستثمار لنسبة 51 %من رأسمال شركة اوراسكوم تيليكوم الجزائر) و حالة اخرى في سبتمبر 2015 اين تم ايداع طلب الترخيص لعملية تجميع تقدمت به شركة «سانوفي» و شركة « شيبيلفارم» حيث كانت موضوع مداولة لمجلس المنافسة يوم 04 نوفمبر 2015.

هذا ما أدى بنا الى افتراض ان و بالنظر الى حجم المؤسسات الخاصة في الجزائر و الثقافة السائدة عند انشاء المؤسسات (مؤسسات عائلية) لا تثير اهتمام أصحاب المؤسسات الخاصة لتبني عمليات التجميع بمختلف أشكالها. وضعية أدت إلى العزوف من تبليغ مجلس المنافسة بمشاريع عمليات التجميع مهما كان شكلها.

فيما يخص مؤسسات القطاع العام فان الجهل أو عدم الأخذ في الحسبان للنصوص السارية المفعول، لاسيما الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم، الذي يلزم التبليغ لمجلس المنافسة بكل عمليات إعادة الهيكلة التي من شأنها الرفع من حصة السوق لتتعدى حد 40 % من المبيعات أو المشتريات التي سيحققها التنظيم الجديد.

إن قرار مجلس المنافسة رفض التجميع يمكن أن يطعن فيه إمام مجلس الدولة طبقا للمادة رقم «19» من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم.

إضافة إلى ذلك، يمكن للحكومة و على أساس المادة رقم «21» من الأمر السالف الذكر الترخيص، و بصفة تلقائية، انجاز عملية تجميع رفضها مجلس المنافسة، عندما تقتضي ذلك المصلحة العامة.

3. إبداء الآراء لتقديم توضيح لفائدة السلطات العمومية، المؤسسات و الجمعيات المهنية حول وضعية المنافسة في الأسواق :

يعتبر ابداء الراي حول مختلف المسائل المتعلقة بالمنافسة من المهام الرئيسية للمجلس سواء كانت بمبادرة منه او بطلب من الوزير المكلف بالتجارة او بطلب من باقي الاطراف المهتمة (المادة «34» من الامر رقم 03-03 المؤرخ في 2003/07/19).

كما يمكن ان يستشار المجلس حول مشاريع النصوص التشريعية و التنظيمية ذات الصلة بالمنافسة(المادة «36» من الامر رقم 03-03 المؤرخ في 2003/07/19).

3-1 . الاستشارة من طرف السلطات العمومية:

لم يسجل مجلس المنافسة، خلال سنة 2015، أي طلب استشارة من طرف القطاعات الوزارية سواء كانت تتعلق بمشاريع نصوص تشريعية و تنظيمية لها علاقة بالمنافسة أو كانت تتعلق بمسائل تهدف إلى تعزيز ضبط فعال للسوق.

إن المشاريع النصوص التي كان من المفروض عرضها على مجلس المنافسة لإبداء الرأي، تطبيقاً للمادة «36» من الأمر السالف الذكر هي:

- مشروع قانون إنشاء نظام رخص الاستيراد و التصدير؛
- مشروع المرسوم الرئاسي المعدل للتنظيم المتعلق بالصفقات العمومية؛
- مشروع القانون المعدل لقانون الاستثمارات.

و قد أبدى مجلس المنافسة رأياً في طلب استشارة تقدمت به شركة تأمين «اليانس للتأمينات» (انظر الجزء V من هذا التقرير).

II - سير المصالح الإدارية لمجلس المنافسة:

تميزت نشاطات مديرية الادارة و الوسائل خلال سنة 2015 بتسجيل عدة اعمال مست بالخصوص تسيير الميزانية ، المستخدمين، الوسائل و تكوين الاطارات.

1. التنظيم الداخلي لمجلس المنافسة:

ان تنظيم و سير مجلس المنافسة محدد طبقا لاحكام المرسوم التنفيذي رقم 11 - 241 المؤرخ في 10 جويلية 2011 الذي يحدد تنظيم و سير مجلس المنافسة.

ان التعديل الذي مس المرسوم التنفيذي المذكور اعلاه سمح بتعيين،بواسطة قرار من رئيس المجلس، اربعة اطارات عالية (رجال و نساء).

للتذكير، ان تعيين هذه الاطارات لم يكن ممكنا في ظل احكام المرسوم التنفيذي رقم 11-241 لان احكامه لم تحدد كيفيات التعيين (عن طريق مرسوم ام مقرر ام قرار من الرئيس).

2. سير الهياكل الإدارية للمجلس:

تستمر معانات المجلس بسبب النقص الفادح للمستخدمين جراء عدم امتلاكه مقرا مناسباً و هو السبب الذي أعاق مجلس المنافسة لتوسيع هياكله في مجال توظيف الموارد البشرية ، و قد تمت الاشارة لهذه المسألة في تقارير النشاط السابقة.

و لتوضيح الصورة اكثر، فان العدد الاجمالي الحالي لمستخدمي المجلس، بكل الاصناف، لا يتعدى تسعة وعشرون «29» فردا، في حين يتوفر على اثنان و سبعون «72» منصبا ماليا موزعة كما يلي:

طبيعة المنصب	عدد المناصب نظريا	عدد المناصب الشاغلة	عدد المناصب الشاغرة
المناصب العليا	17	14	3
مستخدمي التصميم	12	2	10
مستخدمي التنفيذ	14	4	10
مستخدمي التحكم	5	3	2
مستخدمي الدعم	1	1	0
مستخدمي المتعاقدين	23	5	18
المجموع	72	29	43

3. عملية الترسيم في المناصب:

لقد قام المجلس بترسيم اربعة (04) اطارات، ينتمون ل صنف اطارات التنفيذ، في مناصبهم بعد اجتيازهم بنجاح لفترة تجربة مدتها سنة كاملة.

4. اعداد القرار الوزاري المشترك المحدد لعدد المناصب العليا للمجلس:

تم إعداد مشروع قرار وزاري مشترك ينص على خلق ثمانية (08) مناصب رئيس مصلحة يعينون بواسطة قرار من رئيس المجلس بأجر يعادل اجر منصب رئيس مكتب بالادارة المركزية ، حيث تم الإمضاء عليه من طرف المصالح المؤهلة (الوزارة الاولى و المديرية العامة للتوظيف العمومي).

للاشارة ، فان هذا النص لم ينشر بعد في الجريدة الرسمية .

5. تكوين المستخدمين:

في اطار تحسين الكفاءة و الاستفادة من التجربة الخارجية، قام مقررين اثنين بمتابعة تكوين لمدة عشرة (10) ايام، لدى السلطة الفرنسية للمنافسة تفعيلا لاتفاق التعاون الذي ابرمه مجلس المنافسة مع هذه الهيئة بتاريخ 24 فيفري 2014.

6. اعداد و صرف الميزانية:

مجلس المنافسة هو سلطة ادارية مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية و الاستقلالية المالية غير ان هذه الاستقلالية اکتنفها بعض الشك كون ان ميزانية المجلس مسجلة ضمن ميزانية وزارة التجارة (02-37 تحت عنوان نفقات مختلفة) .

يجدر بنا التذكير ان هذا الإشكال تم معاينته من طرف الوزير الاول وقد طلب تعديل المادة «33» من الامر 03-03 المؤرخ في 2003/07/19 من اجل وضع حد لهذا التناقض.

اخيرا، تجدر الاشارة ان مجلس المنافسة قام، و للمرة الاولى منذ نشاته سنة 1995 ، بإرسال سند التحصيل الى الخزينة العمومية للقيام بعملية تحصيل غرامة سلطت على مؤسسة ارتكبت مخالفة لقانون المنافسة، و قدر مبلغ الغرامة بثلاثة مائة و تسعة الاف و مائة و ثلاثة و اربعون دينار (309 143.03 دج).

III- نشاطات مجلس المنافسة خلال سنة 2015 :

لقد سمحت سنة 2015 لمجلس المنافسة بالقيام بعدة نشاطات تمت برمجتها كأهداف نهاية سنة 2014. و يتعلق الامر بالنشاطات التالية:

- التحضير لعملية التدقيق للاحكام التشريعية و التنظيمية المتعلقة بالمنافسة بدعم من خبراء لجنة الامم المتحدة للتجارة و التنمية؛
- اعداد نموذج لمعاهدة تعاون تهدف الى تحديد و تنظيم العلاقة مع مختلف سلطات المنافسة الاجنبية؛
- تدشين الموقع الالكتروني لمجلس المنافسة؛
- مواصلة اعداد و اصدارالنشرية الرسمية للمنافسة؛
- المشاركة في اشغال الدورة السابعة عشر للندوة الدولية حول المنافسة التي تم تنظيمها من طرف السلطة الالمانية للمنافسة (Bundeskartellamt) من 24 الى 28 مارس 2015؛
- المشاركة في اشغال الدورة السادسة لمنظمة التعاون الإسلامي (3 و 4 جوان 2015 بتونس)؛
- المشاركة في الدورة السابعة لمنظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة و التنمية تحت عنوان «وسائل دعم سلطات المنافسة » من اجل الوصول إلى تطبيق و ترويج لسياسة المنافسة في البلدان الأعضاء (جنيف من 06 إلى 10 جويلية 2015).
- المشاركة في الورشة الجهوية، مرحلة الإطلاق، المتعلقة بالتكامل الاقتصادي عن طريق تبني سياسات المنافسة و حماية المستهلك في منطقة الشرق الأوسط (برنامج- MENA 27 - 29 جويلية 2015 ، أغادير - المغرب).
- المشاركة في أشغال الدورة الرابعة عشر للمنتدى الدولي للمنافسة التي تم تنظيمها من طرف منظمة التعاون و التنمية الاقتصادية بباريس (فرنسا) من 28 إلى 30 أكتوبر 2015.
- المشاركة في ورشة تم تنظيمها من طرف المنتدى الإفريقي للمنافسة على هامش الدورة الرابعة عشر للمنتدى العالمي للمنافسة.
- المشاركة في لقاء لمجموعة من الخبراء تم تنظيمه من طرف اللجنة الاقتصادية و الاجتماعية لغرب اسيا يومي 08 و 09 ديسمبر 2015 ببيروت (لبنان) حيث كان موضوع اللقاء « التشريعات و التنظيمات المتعلقة بالمنافسة - تحدي و منفعة في المنطقة العربية».
- التقارب مع مختلف سلطات الضبط القطاعية؛
- استقبال و متابعة الطلبة الجامعيين الذين يحضرون مذكرات نهاية الدراسة لمختلف الاطوار الجامعية حول قانون المنافسة؛
- الامضاء على اتفاقية تعاون مع المدرسة العليا للمانجمنت بالقلية؛
- تكوين لطارين اثنين (مقررين) لدى السلطة الفرنسية للمنافسة؛
- الايام الدراسية التي تم تنظيمها من طرف المجلس؛
- الشروع في انجاز دراسة حول وضعية المنافسة في سوق الادوية في الجزائر.

1- التحضير لعملية التدقيق لاحكام التشريعية و التنظيمية المتعلقة بالمنافسة بدعم من خبراء لجنة الامم المتحدة للتجارة و التنمية:

للتذكير ، لقد تم طلب القيام بعملية التدقيق في شهر نوفمبر 2013 من طرف وزير التجارة خلال لقائه مع المدير العام لمنظمة مؤتمر الامم المتحدة للتجارة و التنمية في العاصمة اندونيسية «بالي».

في هذا الاطار بادر مجلس المنافسة، بدعم من هذه المنظمة، لتنظيم يوم دراسي حول «المحيط المؤسسي لمجلس المنافسة» يوم 24 ماي 2014 بفندق الجزائر.

و قد تبع هذا اليوم الدراسي تنظيم اجتماعين قبل الشروع في عملية التدقيق، الاول تم يوم 28 ماي بالجزائر العاصمة و الثاني يوم 08 جويلية بالعاصمة السويسرية جنيف بحضور رئيس مجلس المنافسة و المدير العام لضبط و تنظيم النشاطات بوزارة التجارة، و ممثل عن المهمة الدائمة للجمهورية الجزائرية بجنيف و كذا خبراء دوليين في مجال قانون المنافسة تم تعيينهم من طرف المنظمة.

لقد تم الاتفاق خلال الاجتماعين على ان كفاءات القيام بعملية التدقيق هي اقل تقييد من نظيرتها في حالة القيام بعملية دراسة جماعية من طرف النظراء و ان تعاليق الخبراء، حول القانون الجزائري المتعلق بالمنافسة، تبنى على اساس تحدها المنظمة من اجل ترقية هذا القانون و جعله يتماشى و المعايير الدولية.

من جهة اخرى، تم الاتفاق انه بعد تلقي الملاحظات و التعاليق المتعلقة بمدى تناسق احكام الامر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة ، المعدل و المتمم، ستقوم المنظمة بتوظيف مستشار مختص من اجل إعداد مشروع قانون جديد او اقتراح تعديل القانون الحالي مع الاخذ بعين الاعتبار ؛ طبعا، تعاليق الخبراء الذين قاموا بعملية التدقيق.

وقد قام الطرفان (وزارة التجارة - مجلس المنافسة / لجنة الامم المتحدة للتجارة و التنمية) بتحديد رزنامة لمراحل وتواريخ هذه العملية اهمها:

- 25 جويلية 2014 : تقوم المنظمة بارسال قائمة المبادئ و الاسس و القانون النموذجي من اجل اعتمادها في القانون الجزائري؛
- 21 اوت 2014 : تلقي لتعاليق الخبراء حول التدقيق في قانون المنافسة الجزائري؛
- سبتمبر 2014: تنظيم ندوة عن طريق الفيديو بين الخبراء و جمع التعاليق من طرف المنظمة؛
- اكتوبر - نوفمبر: توظيف المستشار من اجل تحرير مشروع القانون الجديد او مشروع التعديل؛
- ديسمبر 2014: عرض المشروع في الجزائر من طرف المنظمة.

في خالة ما إذا تم تحقيق العمليات الثلاثة الاولى في الاجال المحددة بالمشاركة الحقيقية و البناءة لمجلس المنافسة لاسيما فيما يتعلق بالعملية الثانية «التعليق على القانون الجزائري المتعلق بالمنافسة» فان العمليتين الرابعة و الخامسة الممثلتين، على التوالي، في توظيف المستشار المكلف باعداد مشروع القانون الجديد او مشروع

التعديل و عرضه من طرف المنظمة ، لم يتم تحقيقهما لحد الان و بالتالي فان مشروع التدقيق مجمد على مستوى وزارة التجارة .

الا ان مجلس المنافسة استمر خلال سنة 2015 في تحليله المعمق لاحكام الامر رقم 03-03 الوؤرخ في 19 جويلية 2003 ، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة، سمح هذا التحليل بملاحظة وجود توافق كبير مع التعليقات المرسله من طرف خبراء سلطات المنافسة لكل من ايطالي، سويسرا، فرنسا، المغرب و كذا خبراء لجنة الامم المتحدة للتجارة و التنمية.

2- إعداد نموذج لمعاهدة تعاون تهدف إلى تحديد و تنظيم العلاقة مع مختلف سلطات المنافسة الأجنبية:

تجدد الإشارة إلى أن مجلس المنافسة ابرم سنة 2014 اتفاق إطار للتعاون و الدعم لمؤسسي مع السلطة الفرنسية للمنافسة، سمح هذا الاتفاق باستفادة مقررين اثنين من دورة تكوينية قصيرة المدى بين سنتي 2014 و 2015.

في نهاية سنة 2015، تحت رعاية لجنة الأمم المتحدة للتجارة و التنمية و في إطار برنامج COMPAL، تم الإعداد و الإضاء على «مذكرة من اجل التعاون في إطار سياسة المنافسة» يوم 25 جانفي 2016 ب «مالطا» بين سلطة فيدرالية النمسا للمنافسة و مجلس المنافسة الجزائري.

حيث تنص هذه المذكرة في المادة الثالثة على تعزيز العلاقات بين الهيئتين في المجالات التالية:

- تبادل المعلومات التي لا تكتسي طابع السرية فيما يخص تطور التشريعات و الحالات التي تمت معالجتها على مستوى الهيئتين؛
- تنظيم زيارات متبادلة و تكوين الخبراء؛
- المشاركة في الندوات و المحاضرات و باقي الفعاليات التي تنظمها الهيئتين؛
- اجتماعات أو استشارات خبرة بواسطة البريد الالكتروني بين خبراء الهيئتين؛
- تنظيم اجتماعات و زيارات على أعلى مستويات التخصص بهدف مناقشة وجهات النظر حول طرق و سبل تطوير التعاون الثنائي؛
- تبادل الوثائق، الدراسات، كتب... الخ التي تم نشرها من طرف الهيئتين.

يمكن لأي طرف، و لمدة غير محددة، أن يبلغ الطرف الآخر، بشكل صريح و كتابي، رغبته في إنهاء العمل بالمذكرة مع تحذير مدته ثلاثة (03) أشهر.

3- تدشين الموقع الالكتروني لمجلس المنافسة:

في نهاية سنة 2015 و بالضبط في اول ديسمبر تم تدشين الموقع الالكتروني لمجلس المنافسة بالعنوان التالي: <http://www.conseil-concurrence.dz> .

يمثل هذا الموقع وسيلة الاتصال يدخل في اطار برنامج تم وضعه من طرف المجلس يرمي الى ترقية ثقافة المنافسة .

من بين المعلومات المتوفرة في الموقع نذكر ماييلي:

- مهام و تنظيم مجلس المنافسة؛
- النصوص التشريعية و التنظيمية المتعلقة بالمنافسة؛
- قرارات و اراء الصادرة عن مجلس المنافسة؛
- مختلف منشورات المجلس و لاسيما التقارير المتعلقة بنشاط المجلس المعدة و المرسلة طبقا لاحكام المادة «27» من الامر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 ، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة اضافة الى اعداد النشيرة الرسمية للمنافسة.
- الفعاليات التي ينظمها المجلس مثل الايام الدراسية و المحاضرات، المقالات الصحفية التي لها علاقة بالمنافسة او بمجلس المنافسة، التعاون على المستويين الوطني و الدولي و كذا الاعلانات.

للاشارة فان كل فعاليات الندوات و الايام الدراسية التي تم تنظيمها هي منشورة في النشيرة الرسمية للمنافسة.

ان الهدف الرئيسي من انشاء هذا الموقع هو تحسين المتعاملين الاقتصاديين ، المهنيين المتخصصين في مجال القانون، الجامعيين، جمعيات حماية المستهلك، السلطات العمومية و كل الاطراف المهتمة، من اهمية التطبيق الحقيقي و الفعال للمنافسة في البلاد.

4- مواصلة اعداد و اصدار النشيرة الرسمية للمنافسة:

منذ اعادة تفعيله، قام مجلس المنافسة باصدار و نشر ثمانية (08) اعداد من النشيرة الرسمية للمنافسة، تطبيقا لاحكام المرسوم التنفيذي رقم 11-242 المؤرخ في 10 جويلية 2011 المعدل و المتمم الذي يحدد و مضمون كفاءات اصدار النشيرة.

خلال سنة 2015 تم اصدار ثلاثة (03) اعداد من النشيرة الرسمية للمنافسة:

- العدد الاول الذي تم اصداره خصص حصريا لنشر النصوص التشريعية و التنظيمية المتعلقة بالمنافسة؛
- العدد الثاني تم تخصيصه لنشر تقرير الخاص بنشاط المجلس لسنة 2014 تطبيقا لاحكام المادة « 27 » من الامر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 ، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة. ان الهدف من نشر هذه النصوص هو تسهيل عملية الولوج الى الاطار القانوني الذي ينظم المنافسة من طرف المهنيين في المجال القانوني، الباحثين، المتعاملين الاقتصاديين و جمعيات حماية المستهلك؛
- العدد الثالث تم تخصيصه لنشر فعاليات اليوم الدراسي الذي نظمه مجلس المنافسة يوم 24 ماي 2015 باقامة الميثاق حول موضوع « اقتصاد مضبوط، مستهلك محمي، مؤسسة فعالة و تنافسية. ان توزيع اكثر من 400 نسخة من كل عدد من النشيرة ، سيساهم حتما في نشر ثقافة المنافسة في بلادنا.

5- المشاركة في اشغال الدورة السابعة عشر للندوة الدولية حول المنافسة التي تم تنظيمها من طرف السلطة الالمانية للمنافسة (Bundeskartellamt) من 24 الى 28 مارس 2015 :

شارك رئيس مجلس المنافسة في اشغال الدورة السابعة عشر لمنظمة « المؤتمر الدولي حول المنافسة » التي يتم تنظيمها سنويا من طرف السلطة الالمانية للمنافسة.

وقد شارك في فعاليات هذه الدورة التي دامت ثلاثة (03) ايام اكثر من 500 مشارك يمثلون سلطات المنافسة لكل القارات، المنظمات الدولية (CNUCED)، اللجنة الاوروبية للمنافسة، المنظمة العالمية للتجارة، البنك العالمي، صندوق النقد الدولي و منظمة التعاون و التنمية الاقتصادية، منظمات غير حكومية، اساتذة جامعيين، خبراء، وسائل الاعلام ، مؤسسات و جمعيات اقتصادية.

تم تخصيص فعاليات اليوم الاول لتنظيم ورشة لفائدة هيئات المنافسة حديثة النشأة، اسند تنشيطها الى رؤساء كل من السلطة الالمانية للمنافسة، اللجنة الكندية للمنافسة، السلطة النمساوية للمنافسة و المدير العام للجنة الاوروبية للمنافسة.

في ختام اشغال هذا اليوم تم الخروج بالتوصيات التالية:

1. يجب ان تتخذ قرارات سلطات المنافسة بكل استقلالية و نزاهة؛
2. تدخل السلطات العمومية في اتخاذ القرار من شأنه ان يرهن استقلالية سلطات المنافسة؛
3. اجراءات التحقيق و اتخاذ القرار يجب أن تسير في شفافية مطلقة؛
4. يجب حماية المعطيات و المعلومات التي تقدمها المؤسسات لسلطات المنافسة في اطار التحقيق، بحيث يجب اتخاذ كل الاجراءات الازمة من اجل ضمان سرية الوثائق (السر الأعمال)؛
5. حق حصول المحققين على الوثائق الضرورية يجب ان يكرس عن طريق القانون؛
6. يجب على المحققين التحضير بشكل مسبق للمهام الضرورية لانجاز عمليات التحقيق؛
7. يجب على سلطات المنافسة، حديثة النشأة، ان تعد استراتيجية تواصل محكمة من اجل ابراز فوائد المنافسة الشرعية و النزاهة على الاقتصاد و حماية المستهلك.

اما المواضيع التي تم التطرق اليها خلال الايام الاخرى فتتمثل فيما يلي:

- وسائل الاعلام و المنافسة، القوانين الجديدة للاقتصاد الرقمي؛
- احترام قواعد الاجراءات من اجل تطبيق اقصى للعقوبات ضد الكارتلات؛
- تطبيق قواعد المنافسة على المؤسسات العمومية على قدم المساوات مع المؤسسات الخاصة؛

و قد افرزت اشغال هذه الدورة، التي نشطها خبراء محنكون، عدة نقاشات حادة بين المشاركين مست المواضيع و المسائل التي تمت معالجتها في الدورة.

يجب اعتبار المؤسسات العمومية من الفاعلين في السوق يتم معاملتها على قدم المساوات مع المؤسسات الخاصة الوطنية منها و الاجنبية.

لقد اتفق اغلبية المشاركون على ان الإعانات المقدمة من طرف الدولة الى المؤسسات العمومية تمثل خطر من شأنه الإخلال بالمنافسة، لذا يجب عرضها على سلطات المنافسة على سبيل ابداء الراي. ان الاندماج في الاقتصاد العالمي يفرض احترام قواعد المنافسة من طرف كل المؤسسات مهما كان طابعها القانوني.

يجب التذكير على ان كل هذه المسائل موجودة ضمن جدول اعمال كل المفاوضات الدولية (المنظمة العالمية للتجارة، اتفاق الشراكة، مناطق التبادل الحر).

6- المشاركة في اشغال الدورة السادسة لمنظمة التعاون الإسلامية (3 و 4 جوان 2015 بتونس):

شارك احد اعضاء مجلس المنافسة في الدورة السادسة لمنظمة التعاون الاسلامي التي اقيمت في العاصمة التونسية يومي 03 و 04 جوان 2015 تحت عنوان «سياسات و قواعد المنافسة».

من ضمن المشاركين في اشغال هذه الدورة ممثلين عن مجالس المنافسة للبلدان التالية: تونس، مصر، السنغال، كينيا، الكويت، قطر، عمان، النمسا، بلجيكا، و تركيا. و ايضا ممثلين عن منظمات دولية نذكر منهم المنظمة العالمية للتجارة، لجنة الامم المتحدة للتجارة و التنمية و الجامعة العربية.

اما العروض المقدمة في جلسات عامة، و التي تبعتها نقاشات ثرية، فقد تناولت المواضيع التالية:

- المنافسة و الاستهلاك؛
- سلطات المنافسة و سلطات الضبط القطاعية؛
- نجاعة سلطات المنافسة.

عند اختتام هذه النقاشات، خرج المشاركون بمجموعة من التوصيات، و التي تكلف الامين العام للمنظمة باعداد ملخص لها و ارساله الى مجالس و سلطات المنافسة للبلدان المشاركة.

7- المشاركة في الدورة السابعة لمنظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة و التنمية تحت عنوان «وسائل دعم سلطات المنافسة » من اجل الوصول إلى تطبيق و ترويج لسياسة المنافسة في البلدان الأعضاء (جنيف من 06 إلى 10 جويلية 2015):

لقد شارك في هذه الدورة التي اقيمت في الفترة الممتدة من 06 الى 10 جويلية 2015 كل من مجلس المنافسة ممثلا من طرف احد اعضاءه و ممثلا عن وزارة التجارة ممثلة من طرف المدير العام للضبط و تنظيم النشاطات.

فيما يلي المواضيع المعالجة خلال الدورة:

- تحسين عملية تطبيق و ترقية سياسات المنافسة؛
- التعاون بين الدول فيما يخص التجميعات الاقتصادية؛
- اقتراحات مراجعة توجيهات الامم المتحدة فيما يتعلق بحماية المستهلك،
- دور المنافسة في سوق الادوية.

اما التوصيات التي خرج بها المشاركون في هذه الدورة فتتمثل في:

• في مجال الفحص الجماعي الطوعي لقانون و سياسات المنافسة:

لقد شرعت هذه المنظمة، منذ سنة 2005، في اطلاق عملية الفحص الجماعي الطوعي لقوانين و سياسات المنافسة وهذا بطلب من البلدان التي تريد تحسين و تطوير تشريعاتها و جعلها مطابقة للمعايير الدولية.

ان الهدف من هذا الفحص هو تحسين نوعية و كفاءة الاجراء المتعلق بتطبيق سياسة المنافسة لاعضاء المنظمة و تقديم المساعدة التقنية لاعداد و تطبيق القانون و السياسة المتعلقة بالمنافسة.

و في هذا الاطار، تعكف المنظمة على جعل طريقة الفحص تتماشى و وضعية و حالة كل بلد، و الهدف من ذلك هو الكشف عن وجود عيوب في المنظومة ثم ايجاد التحسينات الضرورية.

ان عملية التقييم التقني لقوانين المنافسة لا يمكنها لوحدها و باي حال من الاحوال حل كل المشاكل، بل يجب دعمها و ارفاقها بالارادة السياسية الحقيقية.

لذلك أُلح المشاركون على الامين العام للمنظمة بضرورة تحسيس حكومات البلدان التي مسها الفحص من اجل السهر على تقديم الدعم السياسي المناسب لمساعدة مجالس و سلطات المنافسة قصد تنفيذ توصيات المنظمة.

اقتراح مجلس المنافسة:

يشير هذا الاخير الى وجود الارادة السياسية لاشراك مجلس المنافسة في كل الاعمال التي ترمي الى ضبط السوق و احترام قواعد المنافسة. الا ان الدعم الحكومي لا يمكن الاستغناء عنه حتى تستطيع هذه الهيئة القيام بدورها بشكل كلي.

للتذكير، لقد طلب وزير التجارة من المنظمة اجراء عملية تدقيق على المنظومة التشريعية و التنظيمية التي تدير مجلس المنافسة. غير ان تجسيد هذه العملية لم يتحقق الى يومنا هذا.

• في مجال تعزيز قدرات هيئات المنافسة:

في هذا المجال فان هيئات المنافسة، حديثة النشأة، تحتاج إلى ضرورة ملائمة و تعزيز ممارساتها و كفاءات سيرها من اجل الوفاء بالتزاماتها و القيام بدورها بالشكل المفروض و نشر ثقافة المنافسة.

من اجل تحسين و تعزيز اكثر للوسائل التي تسمح لها ضمان احترام قانون المنافسة، يجب على هذه السلطات القيام خاصة ب:

- العمل على جعل النصوص القانونية و التشريعية المتعلقة بالمنافسة تمنح هامش كبير من الاستقلالية و المسؤولية للهيئة المكلفة بتطبيقها؛
- خلق علاقة عمل دائمة و مستمرة مع الجهاز القضائي؛
- التعاون مع سلطات المنافسة المشابهة للبلدان الاخرى من اجل محاربة الكارتلات والاتفاقات العابرة للدول؛
- وضع إستراتيجية للتواصل لاسيما باتجاه وسائل الاعلام من اجل ترقية المنافسة بالاستعانة بتجربة المنظمة في مجال المساعدة في تعزيز القدرات المتعلقة بترقية العلاقة مع وسائل الاعلام؛
- اعداد نظام ترتيب للأولويات في توزيع موارد الميزانية حسب الغاية المستهدفة؛
- استخلاص المعلومات من تجربة البلدان التي لديها رصيد جيد من ثقافة المنافسة؛

في ميدان التعاون الدولي، و فيما يخص ملفات التجميعات الاقتصادية، فان الفريق الحكومي المشترك للخبراء اقترح جمع القدرات في مجال تطبيق قانون المنافسة، و اكد ايضا على ضرورة ابرام اتفاقات «مرنة» في مجال التعاون افضل من الاتفاقات الصريحة بين الهيئات.

هذا النوع من الاتفاقات المؤسس على علاقات غير رسمية، تسمح لسلطات المنافسة بالمشاركة في معالجة الممارسات المنافية للمنافسة مما يؤدي الى تعزيز القدرات و تبادل الاطارات.

- في هذا المجال (التعاون غير الرسمي) يجب توجيه الجهودات نحو:
 - انشاء مراكز جهوية للتكوين؛
 - تنظيم تبادلات للاطارات و/او انتداب مستشارين مقيمين من اجل تحسين الفهم و الثقة المتبادلين؛
 - وضع مبادئ التوجيهات و الممارسات الحسنة لاتفاقات التعاون مع الاخذ بعين الاعتبار كل الاختلالات المحتملة؛
 - وضع ضمانات واضحة في مجال احترام قانونية و حماية المعطيات يسودها الطابع السري.

اقتراحات مجلس المنافسة:

ان التوصيات المذكورة اعلاه يجب ان تدرج ضمن برنامج عمل يعد من طرف مجلس المنافسة على شكل مخطط استراتيجي متوسط المدى 2016 - 2020 يمكن لخبراء المنظمة المساعدة في تصميمه، في اطار برنامج «COMPAL MENA» الجاري العمل به حاليا.

في هذا الصدد يجب العمل على:

1. اعادة الاعتبار لوظيفة عضو مجلس المنافسة باعادة تصنيفه في الوظيفة العليا للدولة كما كان معمول به في الامر رقم 06-95 المؤرخ في 25 جانفي 1995 المتعلق بالمنافسة. هذا الاجراء سيسمح بتوظيف اطر عالية المستوى يمتلكون مؤهلات معترف بها في مجال المنافسة و حماية المستهلك؛

2. تعيين مقر ملائم للمجلس يستجيب لشروط السير التي تتطلبها هذه الهيئة؛

3. وضع المجلس تحت وصاية سلطة عالية (رئاسة الجمهورية، الوزارة الاولى بالنظر الى الدور الذي يقوم به في مجال الضبط و التوازنات الاقتصادية الكلية و كذا بصلاحياته القضائية و الاستشارية).

4. في مجال العلاقة بين سياسة المنافسة و سياسة حماية المستهلك: إن مبادئ توجيهات مؤتمر الامم المتحدة للتجارة و التنمية في مجال حماية المستهلك تمت المصادقة عليها سنة 1985 و هي الان مرجعية دولية في حركية المستهلكين. و قد منحت هذه التوجيهات مصداقية قوية لمبادئ حماية حقوق المستهلكين بجعلها من المصادر الهامة في اعداد القوانين الوطنية في مجال حماية المستهلك.

ان قوانين حماية المستهلكين نشأت بعد ملاحظة العلاقة بين المستهلكين و المؤسسات تصب في مصلحة هذه الاخيرة و في غالبية الاحيان تضر بالمستهلكين . الغاية هي محاولة تصحيح الوضع و خلق توازن للقوى بين الطرفين.

لقد أسست مبادئ توجيهات الامم المتحدة سبعة (07) توصيات عند تصميم القوانين اطلق عليها اسم «الاحتياجات الشرعية للمستهلكين» و يتعلق الامر ب:

- حماية المستهلكين ضد اخطار التي قد تمس بصحتهم و امنهم؛
- تطوير و حماية المصالح الاقتصادية للمستهلكين؛
- اعلام المستهلكين بشكل كاف يسمح لهم باختيار افضل يستجيب لرغباتهم و احتياجاتهم؛
- تعليم المستهلكين خاصة فيما يتعلق بالاثار الاجتماعية و الاقتصادية و البيئية المترتبة على الاختيارات التي قاموا بها؛
- امكانية حصول المستهلك على اصلاح فعلي للضرر الذي يمكن ان يلحق به؛
- الحق في تكوين فرق او منظمات للمستهلكين و امكانية سماع صوتهم و ابداء ارائهم عند اتخاذ القرارات التي تمسهم؛
- ترقية طرق الاستهلاك المستدامة.

فيما يخص اقتراحات التعديل يجب التركيز على النقاط التالية (انظر التفاصيل الموضحة في الفقرة III من هذا التقرير):

- النصوص التنظيمية المتعلقة بأمن المنتجات؛
- الحماية من المعلومات الخاطئة أو الكاذبة؛
- مراقبة البنود التعاقدية النموذجية؛

- التقادم في مجال إفشاء المعلومات؛
- قوانين و قواعد السلوك الإجبارية؛
- الأحكام المشتركة بين قانون حماية المستهلك و قانون المنافسة؛
- التطبيق الفعال لقانون المنافسة و قانون حماية المستهلك.

اقترح مجلس المنافسة:

يصر مجلس المنافسة على ضرورة الفصل بين قانون حماية المستهلكين و قانون المنافسة.

إن الوظيفة المضاعفة لسلطات المنافسة يؤهلها، في نفس الوقت، لتطبيق قانون المنافسة و قانون حماية المستهلكين. و لهذا فان عملية اندماج الهيئتين (مجلس المنافسة و مجلس حماية المستهلك) يمكن تصورها، طبعا بعد دراسة معمقة، و ذلك من اجل ضمان تناسق و تعاون فعالين.

إضافة إلى ذلك، فان هذه الوظيفة المضاعفة يمكن أن تسمح بتسيير مركزي عن طريق تضافر الجهود، تكوين فرق متعددة الاختصاصات و استعمال فعال للقدرات المتوفرة.

• في مجال دور المنافسة في سوق الأدوية:

لقد كشف الأمين العام لمنظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة و التنمية في كلمته أن مليارين من الأشخاص على المستوى العالمي لا يحصلون بشكل كاف أو لا يحصلون بتاتا على الأدوية و اللقاحات الأساسية، و هناك علاقة وطيدة بين الفقر و بين انتشار الأمراض و الأوبئة.

كما ذكر الأمين العام أن المجهودان المبذولة من اجل توفير للمستهلكين و الحكومات الأدوية و بأسعار معقولة ناتجة عن طريق التقين الإداري للأسعار (تدخل الدولة) و ليس من تطبيق سياسة المنافسة بالنظر إلى حساسية سوق المنتجات الصيدلانية.

إن دور سياسة المنافسة يكمن في توجيه المستهلكين للحصول على المعلومة و أعطائهم وسائل التقييم من اجل اتخاذ أفضل القرارات المتاحة.

ثلاث توصيات اساسية تم اعتمادها:

(أ)- المقاربة بين حقوق المخترعين و حقوق المستهلكين : (يعتبر اصحاب و مالكي علامات الادوية ان الادوية الاصلية محمية عن طريق براءة الاختراع لانها تسمح لمخابر انتاج باسترجاع الاموال التي صرفت في مجال البحث مما يشجعهم على الاستمرار في البحث و الابتكار مما يصب في مصلحة المريض).

يؤدي انتاج الادوية الجنيسة الى تخفيض مهم في اسعار الادوية الاصلية (قد يصل الى حد 86 %)؛ غير ان المخابر اصحاب الادوية الاصلية يتحججون بحقوق الملكية الفكرية من اجل تاخير تسويق الادوية الجنيسة.

حاليا مصالح منظمة مؤتمر الامم المتحدة للتجارة و التنمية تساعد البلدان النامية على تقارب سياساتها في مجال الملكية الفكرية و في مجال المنافسة بتشجيع التنسيق بين السلطات الادارية المعنية و سلطات المنافسة.

(ب)- العمل على وضع اجراءات من اجل محاربة الفساد يهدف الى تسيير جيد لاموال الصحة العمومية:

- ينصح تموين هياكل الصحة العمومية عن طريق الصفقات العمومية.
- يجب القيام باعمال تحسيسية من اجل وضع حيز التنفيذ لاجراءات محاربة الفساد بقصد ضمان تسهيل المستهلكين حصول على الادوية باسعار معقولة . تجب الاشارة الى ان ظاهرة الفساد تستفحل اكثر في المحيط الاقل تنافسي (وضعية الاحتكار العمومي او الخاص).

(ج)- تبني سياسات واضحة و عقلانية فيما يخص المنافسة، المستهلكين و التشريع:

يتعرض المستهلك الى اخطار المعلومات غير المتناظرة تؤدي به غالبا الى عدم تبني الاختيار الافضل، مما سيؤثر سلبا على المنافسة و يعرقل السير الحسن للسوق.

اقترح ممثل مجلس المنافسة:

يجب على السلطات الجزائرية منح سوق الادوية اهتمام خاص بالنظر الى كون سلطة ضبط قطاع الادوية ليست عملية لحد الان.

و في هذا الاطار فان مجلس المنافسة سجل في برنامج العمل لسنة 2015 اطلاق عملية انجاز دراسة لسوق الأدوية (دراسة لوضعية المنافسة في سوق الأدوية). و هذه الدراسة هي الان في طور الانجاز بوسائل بشرية تابعة للمجلس و ستكون جاهزة مع نهاية سنة 2016.

8- المشاركة في الورشة الجهوية، المنظمة من طرف « CNUCED »، المتعلقة بمرحلة الإطلاق لعملية التكامل الاقتصادي عن طريق تبني سياسات المنافسة و حماية المستهلك في منطقة الشرق الأوسط « MENA » (برنامج 27 - 29 جويلية 2015 ، أغادير - المغرب):

لقد مثل مجلس المنافسة احد الاعضاء الدائمين للمشاركة في اشغال هذه الورشة الجهوية (MENA) و التي قامت بتنظيمها مدينة اغادير من 27 الى 29 جويلية 2015.

و قد شاركت في هذه الورشة البلدان التالية: الجزائر - مصر - تونس - لبنان - الاردن - فلسطين - المغرب.

تدخل هذه الورشة في اطار الاهداف المسطرة لبرنامج « COMPAL/MENA » الذي يرمي الى تعزيز التكامل الاقتصادي بين البلدان المعنية، تحسين الحكم الراشد، تكثيف محاربة الفساد و تكريس المساواة بين الرجال و النساء.

و حتى يتم تحقيق هذه الاهداف سيتم وضع استراتيجية واضحة من اجل الدفاع عن المنافسة و حماية المستهلك سيتم ترجمتها عن طريق وضع برنامج عمل للفترة الممتدة 2016-2020 .

السيد قيلرمو فالس: مدير قسم التجارة الدولية للسلع و الخدمات و المنتجات الاساسية (CNUCED) ركز في مداخلته على ثلاثة محاور:

• **سياق المشروع:** سيكون تحديد سياق المشروع موضوع نقاش الفترة ما بعد 2015 (للسنوات الخمسة عشر القادمة) و كل دول الامم المتحدة معنية بالامر.

و يتعلق الامر بجدول الاعمال الخاص بالحكم « Gouvernance » و التي تتضمن ايضا التنمية المستدامة على المستوى الاقتصادي ، السياسي و الاجتماعي و سيتمحور حول 17 هدف و 150 مؤشر .
الهدف الاساسي هو وضع استراتيجية من اجل القضاء نهائيا على الفقر و في كل البلدان بجعل الشعوب الفقيرة في مستوى الطبقة المتوسطة. في هذا الاطار تعمل المنظمة على تعزيز العلاقة بين المنافسة و حماية المستهلكين.

• **وضع المشروع حيز التنفيذ:** لقد اشارت المنظمة الى عزم دولة السويد من اجل دعم مشروع COMPAL/MENA في المرحلتين الاولى التي اطلق عليها اسم «مرحلة الانطلاق».

• **النتائج المنتظرة من الدراسة:** من الضروري تحديد النشاطات الجهوية التي يجب القيام بها من اجل تحضير و اعداد برنامج عمل لتقديمه قبل نهاية سبتمبر 2015 حسب احتياجات كل بلد عضو في MENA .
احتياجات البلدان المشتركة سيتم خلال هذه الورشة وضعها ضمن الاحتياجات الجهوية. و بكلمة واحدة سيتم تحويل الاحتياجات الوطنية الى مشروع جهوي يهدف الى خلق تكامل جهوي.

لقد تم عرض من طرف ممثلي البلدان المشاركة للوضعية الحالية لقانون و سياسة المنافسة و كذا حماية المستهلك السائدة في بلدانهم.

بالنسبة للجزائر قام ممثلها وهو عضو دائم بمجلس المنافسة بتقديم عرض، في مدة لم تتجاوز 12 دقيقة، تمحور حول النقاط الثمانية (08) التالية التي تمت بلورتها على اساس جدول المنظمة:

- نبذة تاريخية عن سياسة المنافسة: التحول من اقتصاد موجه الى اقتصاد السوق؛
- النصوص التشريعية: الامر الصادر سنة 1995 و الامر الصادر سنة 2003 المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة و التطورات التي استحدثت بين النصين التشريعيين و ضرورة مراجعة الامر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم،
- الاطار المؤسسي: علاقة مجلس المنافسة مع المحيط المؤسسي (الحكومة، مجلس الشعب، وزارتي التجارة و العدل، مجلس الامة و سلطات الضبط القطاعية)؛
- التطبيق: عدد القضايا التي تمت معالجتها خلال سنتي 2013 و 2014 سواء المتعلقة بالمنافسة او تلك الخاصة بالجانب الاستشاري و تحليل الاخطارات العشرين التي تلقاها المجلس و كذا الاسس التي اعتمد عليها لاصدار قرارات مجلس المنافسة؛
- المرافعة لصالح المنافسة: الايام الدراسية التي قام مجلس المنافسة بتنظيمها خلال سنتي 2013 و 2014 اضافة الى اعداد النشرة الرسمية للمنافسة التي تم اصدارها و نشرها. مداخلات اطارات

مجلس المنافسة اثناء الملتقيات المنظمة من طرف الجامعات و الحوارات التي خصت بها وسائل الاعلام المختلفة ؛

- التعاون الدولي: اتفاق الاطار للتعاون و الدعم المؤسسي المبرم مع سلطة الفرنسية للمنافسة سنة 2014 بالإضافة الى اطلاق مشروع اتفاق لانشاء المنظمة المغربية لسلطات المنافسة.
- تعزيز القدرات: اقتراح بعض الاجراءات مثل:

- اجراء عملية تدقيق للامر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم و نصوصه التطبيقية بدعم من منظمة مؤتمر الامم المتحدة للتجارة و التنمية؛
- وضع خطوط توجيهية لمعالجة الاتفاقيات الأفقية، التعسف في استغلال وضعية الهيمنة و التبعية الاقتصادية، عرض و تطبيق اسعار مخفضة بشكل تعسفي، التجميعات الاقتصادية و كفاءات تحديد العقوبات؛
- اعداد اجراءات كتابية لتسيير العلاقات الداخلية لمجلس المنافسة و كذا علاقته بالمحيط بالمؤسسي؛
- تحديد و تعريف معايير العمل وفق النماذج الدولية (اجال معالجة القضايا، اجراءات التحقيق و تكييف الماخذ و مداوات المجلس)؛
- انشاء قاعدة للمعطيات و وضع نظام متكامل للمعلوماتية؛
- تنظيم ورشات حول تقديم العروض المدبرة (الصفقات العمومية)؛
- اعداد مخطط استراتيجي متوسط المدى (2016-2020)؛
- تحسين مستوى اعضاء المجلس لجعله يقارب لمستوى نظرائهم في سلطات المنافسة في البلدان المتقدمة و تكوين المقررين في مجال تقنيات التحقيق و البحث عن الماخذ؛
- انجاز دراسات قطاعية.

- التحديات: لقد اوجز مجلس المنافسة التحديات التي يجب مواجهتها في ثمانية محاور و تتمثل في:
 - مراجعة المنظومة التشريعية و التنظيمية المتعلقة بالمنافسة السارية المفعول بتجسيد عملية التدقيق التي شرع فيها بمعية منظمة مؤتمر الامم المتحدة للتجارة و التنمية سنة 2014؛
 - تطوير منهجية بين القطاعات لتحقيق النجاعة في محاربة الأسواق الموازية؛
 - المشاركة في مراجعة المنظومة التشريعية و التنظيمية الخاصة بالاستثمار من اجل الوصول إلى رفع قدر الإمكان حواجز الدخول في السوق لاسيما باتجاه المؤسسات الصغيرة و المتوسطة حديثة النشأة؛
 - وضع إطارعام للتعاون مع سلطات المنافسة الأجنبية للاستفادة من تجربتهم؛
 - ترسيخ لدى المؤسسات و المستهلكين ثقافة المنافسة لتوجيه سلوكياتهم و ردود افعالهم وفق مبادئ اقتصاد السوق و ذلك عن طريق وضع حيز التنفيذ برنامج مطابقة لقواعد المنافسة؛
 - وضع آلية لملاحظة تطورات السوق من اجل الكشف على الممارسات المنافية للمنافسة؛
 - انشاء بنك للمعطيات خاصة بالمنافسة؛
 - استعمال منهجية حديثة للاتصال، باتجاه الهيئات و الفاعلين الاقتصاديين لجعلهم عوامل مساهمة في نشر ثقافة المنافسة.

اما النتائج التي تم التوصل اليها المشاركين عند اختتام هذه الورشة فهي ملخصة كما يلي:

1. تقديم عرض، من طرف ممثل مجلس المنافسة، عن الوضعية الحالية لقانون و سياسة المنافسة في الجزائر، سمح للمنظمين من تكوين فكرة عن نشاط مجلس المنافسة منذ اعادة تفعيله في جانفي 2013؛

2. ان مراجعة المنظومة القانونية و التنظيمية للمنافسة هي عملية مستمرة على مستوى هيئات المنافسة لمنظمة « الشرق الاوسط و شمال افريقية » (MENA) (لاسيما مصر - تونس - المغرب) علما ان كل مراجعة تجلب تحسينات و نجاعة في تلك النصوص. ان الية التقييم التي يقوم بها النظراء تعمل منظمة مؤتمر الامم المتحدة للتجارة و التنمية على تشجيعها . في هذا الاطار فان عملية التدقيق التي تقوم بها هذه المنظمة للمنظومة القانونية الجزائرية المتعلقة بالمنافسة التي كانت موضوع طلب من وزارة التجارة بداية سنة 2014 ، هي حاليا متوقفة، من الضروري اعادة دفعها في الاجال القريبة ، تبقى من الاوليات؛

3. تشجيع التعاون الدولي في مجال تبادل التجارب و التطبيقات الحسنة في مجال معالجة الممارسات المنافية للمنافسة. ان مشروع انشاء منظمة مغاربية للمنافسة التي شرع فيه سنة 2014 ، من طرف هيئات المنافسة للبلدان الثلاثة (الجزائر، المغرب، تونس) يجب تجسيده على ارض الواقع؛

4. اقتراح: اغتنام الفرصة التي منحها برنامج COMPAL/MENA في مجال المساعدة التقنية من اجل تعزيز القدرات المتوفرة عن طريق وضع مخطط استراتيجي متوسط المدى في مجال تكوين الموارد البشرية (الاعضاء، المقررون، الاطارات الادارية).

9- المشاركة في اشغال الدورة الرابعة عشر للمنتدى العالمي للمنافسة المنظم من طرف منظمة OCDE « و كذا اشغال المنتدى الافريقي للمنافسة المنظم ايام 28، 29 و 30 اكتوبر 2015 :

لقد شارك رئيس مجلس المنافسة بالعاصمة الفرنسية باريس في الفترة الممتدة من 28 الى 30 اكتوبر، بدعوة من منظمة التعاون و التنمية الاقتصادية (OCDE) و المنتدى الافريقي للمنافسة في اشغال الدورة الرابعة عشر للمنتدى العالمي للمنافسة و المنتدى الافريقي للمنافسة.

اما المواضيع التي تمت مناقشتها خلال اشغال هذه الدورة هي كالتالي:

- 1 - اثار المنافسة على التشغيل؛
- 2 - مؤشرات التجديد في مجال تطبيق قانون المنافسة؛
- 3 - القطاعات المعرضة للتواطؤ المزمّن أو المتكرر.

المحاضرات التي شارك فيها اكثر من 100 بلد (اعضاء و غير اعضاء في المنظمة) تم إلقاؤها من طرف خبراء بارزين يمثلون منظمات دولية (OCDE، البنك العالمي، المنظمة العالمية للتجارة)، سلطات المنافسة، جامعات، مراكز البحث، مؤسساتالخ.

خلال الدورة تم طرح التساؤلات التالية:

- هل المنافسة تعمل على خلق مناصب التشغيل ام تؤدي الى القضاء عليها ؟
- هل للابتكارات التخريبية اثار على المنافسة؟
- القطاعات الاقتصادية المعرضة للتواطؤ المزمّن.

اما النتائج و التوصيات التي انبثقت عن الدورة فهي:

• المنافسة / التشغيل:

الصيغة التي تجسد العلاقة السببية بين المنافسة و خلق مناصب الشغل يجب ان تكون دقيقة في ظل منافسة غير مقيدة يمكن ان تؤدي الى تفاقم ظاهرة عدم المساواة الاجتماعية.

يجب ان يكون سوق التشغيل مكملا لسياسة المنافسة اين تبرز الضرورة على سلطات المنافسة الى العمل بالتنسيق مع الحكومة و المنظمات النقابية.

لا يجب اعتبار العمل كانه منتج خاضع لنفس قواعد باقي المنتجات.

ان الحصول على منصب شغل هو حق مضمون و مكسب بالدستور. و لذلك يجب اخذ ذلك بعين الاعتبار عندما تلح الضرورة الى الغاء مناصب الشغل لاسباب عدم القدرة التنافسية.

من اهداف المنافسة تعزيز و حماية التشغيل بالمقابل فان المنافسة لا تشجع الابقاء على مناصب الشغل غير المنتجة.

ان عدم رغبة الاطراف المعارضة و النقابات في تقليص مناصب الشغل غير المنتجة راجع في غالب الاحيان الى اسباب انتخابية و شعبية، في المقابل، تبحث سلطات المنافسة الى الحفاظ على مناصب الشغل الدائمة

ان الاثار الايجابية للتنافسية لا تظهر الا على المدى البعيد لاسيما في مجال تحسين المردود الإنتاجي و انتقال الموارد البشرية الى القطاعات الاكثر انتاجية .

من جهة اخرى، تساهم المنافسة في عقلنة سوق العمل و ابراز المؤسسات التي لها افضلية مقارنة بالمؤسسات الاخرى.

لذا فقد اصبح من الضروري على سلطات المنافسة تنظيم نفسها بالشكل الذي يسمح لها بصد الخطابات التي تروج ان المنافسة تقتل الشغل.

من اجل القيام بذلك، على سلطات المنافسة ان تكون مستقلة و تملك إطارات كفاءة يمكنها تقديم التبريرات و الحجج المقنعة مدعمة بمعطيات واقعية صلبة.

و قد اثبتت الدراسات التي انجزها فريق البنك العالمي، منظمة مؤتمر الامم المتحدة للتجارة و التنمية و منظمة التعاون و التنمية الاقتصادية ان المنافسة تساهم في خلق مناصب الشغل المنتجة و الدائمة و تعمل على تحسين مستوى اجور العمال و كذا تحرير الاسواق على مستوى البلدان النامية.

من جهة اخرى، تعمل المنافسة على تعزيز القدرة التنافسية للمؤسسات و تولد مداخيل اكثر طبعا مع حماية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة من تعسف المؤسسات الكبرى.

غير انه لا يمكن للمنافسة، باي حال من الاحوال ان تعمل على ازاحة المؤسسات الكبرى من السوق الذي يعتبر بقاؤها و تواجدها ضروري من اجل الحفاظ على المنافسة على المستوى الوطني و الدولي.

قام الاتحاد الاوروي بانجاز دراسة ممتدة الى ثلاثين (30) سنة من اجل تقييم اثار سياسة المنافسة المنتهجة في خلق مناصب الشغل، تقليص التفرقة الاجتماعية و محاربة البطالة، و قد اكدت هذه الدراسة الاثار الايجابية المباشرة لسياسة المنافسة على القطاعات المذكورة.

حتى تكون فعالة، يجب على سياسة المنافسة المنتهجة ان تكون مرفقة باجراءات اخرى لاسيما تلك التي تجعل من الشغل اكثر حركة و ديناميكية و اكثر مرونة .

كما لا يمكن للمنافسة ان تفرق بين المؤسسات العمومية و بين المؤسسات الخاصة .

و تساهم المنافسة ايضا في تقليص الاسواق الموازية في البلدان النامية، علما ان المنافسة لا تتماشى و الاسواق الموازية.

للمنافسة آثار ايجابية على اقتصاد البلدان التي تمر بمرحلة التحول من الاقتصاد الموجه نحو اقتصاد السوق لاسيما في مجال خلق مناصب شغل جديدة ، تحسين النوعية، تخفيض اسعار السلع و الخدمات و وفرتها.

• الابتكارات التخريبية:

يمكن لهذه الاختراعات ان تحطم قيم الاسواق التي تتميز بالعقلانية .

في هذه الحالة، يجب على سلطات المنافسة، اثناء دراسة مشاريع التجمعات الاقتصادية انها لا تستهدف كبح الابتكارات، اذا علمنا ان هذه الاخيرة يمكن ان تمد ضلالها بشكل ايجابي او سلبي على المستهلك و على الاقتصاد بصفة عامة .

الصعوبة بالنسبة لسلطات المنافسة تكمن في تحديد، بدقة، حدود السوق المعني من اجل الكشف عن العوامل الحقيقية التي تخل بالمنافسة.

ان ظهور منافسون جدد نتيجة الابتكارات يمكن ان يعمل لصالح المنافسة كما يمكن ان يؤثر سلبا عليها.

يمكن للمتعاملين التاريخيين لسوق ما ان يتفقدون فيما بينهم لوضع حواجز تهدف الى منع ولوج متدخلين جدد الى السوق.

على سلطات المنافسة السهر على حماية المصلحة العامة مع المحافظة على استقرار السوق و تشجيع الابتكار.

يجب على قانون المنافسة ان يتلاءم و يتماشى مع اسواق التي هي في حركة مستمرة و كذا ظهور المنتجات الجديدة.

• القطاعات المعرضة للتواطؤ المزمّن:

لقد اثبتت النقاشات ان الاتفاقيات المنافية للمنافسة تمس، بالدرجة الاولى، المنتجات الكيمايائية، الاسمنت، المواد الغذائية، المنتجات الالكترونيةالخ.

ان العقوبات الصادرة، من طرف سلطات المنافسة، ضد الاطراف المتورطة في التواطؤ (الغرامات، اعادة الهيكلة) اظهرت انها غير رديعة ، بما ان اصحابها اعدوا الكرة في ارتكاب نفس المخالفة.

ان الاتفاقيات التي تمس السلع الكيمايائية مبررة بالاستثمارات الضخمة التي وضعتها المؤسسات النشطة في هذا القطاع يدفعها الى وضع حواجز تعرقل دخول المنافسون الجدد.

تنشأ الاتفاقيات او التواطؤات غالبا بين المؤسسات التي تنشط في نفس القطاع الاقتصادي، و بالتالي فهي تتعارف و تتبادل المعلومات فيما بينها .

و من اجل صد هذه الظاهرة، تملك سلطات المنافسة عدة خيارات:

- التدخل المسبق بفرض الشفافية في كل مراحل سير اجراءات الصفقات العمومية؛
- توعية المؤسسات حول ضرورة احترام قواعد المنافسة بالانخراط في برنامج المطابقة المعد من طرف سلطات المنافسة. المؤسسات التي توافق و تتقبل هذا البرنامج يمكنها من الاستفادة من الاعفاء.
- العمل على ترقية ثقافة المنافسة عن طريق قيام سلطات المنافسة باعمال بيداغوجية او المرافعة لصالح المنافسة من اجل ابراز فوائد المنافسة النزيهة سواء على المؤسسات او على المستهلك؛
- وضع الاجراء بما يسمى ب «اجراء الرأفة» (Clémence). علما ان هذا النوع من الاجراء يمكن ان يدفع بالمؤسسة ان تتعاون مع سلطة المنافسة لكشف و فك الكارتلات (Cartels).
- تشديد العقوبات في حالة العود (الرفع من مبلغ الغرامات، منع المشاركة في الصفقات العمومية لفترة معينة)؛

- التقييم المستمر لاليات محاربة الكارتلات من اجل معرفة نقاط القوة و نقاط الضعف للرفع من الكفاءة ؛
- تفادي العقود التكميلية، فيما يخص الصفقات العمومية، و هي عقود من شأنها عرقلة السير الحسن للمنافسة؛
- وضع نظام اذار فيما يخص تكوين و نشأة الكارتلات عن طريق مراقبة التجميعات الاقتصادية؛
- تحذير الجمعيات المهنية من مغبة خرق قانون المنافسة لاسيما فيما يتعلق تبادل المعلومات لتحضير العروض في اطار الصفقات العمومية.

10- المشاركة في اشغال الورشة التي نظمها المنتدى الافريقي للمنافسة، على هامش الدورة الرابعة عشر للمنتدى العالمي للمنافسة لمنظمة «OCDE»:

جمعت الورشة التي تم تنظيمها من طرف المنتدى الافريقي للمنافسة يوم 28 اكتوبر 2015، على هامش الدورة الرابعة عشر للمنتدى العالمي للمنافسة لمنظمة التعاون و التنمية الاقتصادية (OCDE) جمعت اغلبية ممثلين سلطات المنافسة على المستوى القاري (جنوب افريقيا، الجزائر، مصر، السينغال، طانانيا، الطوغو، الغابون، تونس، المغرب، كينيا، زامبيا ... الخ).

ترأس السيد تامبنكوزي بوناكلي رئيس هيئة المنافسة لجنوب إفريقيا أعمال هذه الورشة التي تم تنشيطها من طرف السيد أندريا ماند رئيس هيئة المنافسة الألمانية للمنافسة و أيضا رئيس الشبكة العالمية للمنافسة إلى جانب السادة:

- جون دايفيد (بريطانيا العظمى) رئيس قسم المنافسة في منظمة التعاون و التنمية،
 - تاشيكو إغاراشي (اليابان) ممثل منظمة التعاون و التنمية،
 - ويليام كوبايس (الولايات المتحدة الأمريكية) بروفيسور جامعي، مختص في قانون المنافسة.
- المواضيع التي نوقشت خلال هذه الورشة تتعلق خاصة :
- التعسف في إستغلال وضعية الهيمنة،
 - الإتفاقيات و الكارتيلات
 - المنظومة التشريعية لهيئة المنافسة،
 - الإمكانيات المادية، المالية و البشرية لهيئات المنافسة.

إن التعاون في مجال المنافسة فيما يخص نقل الخبرات و المهارات بين هيئات المنافسة الإفريقية مع نظيراتها في البلدان المتقدمة مع أيضا هيئات العالمية للمنافسة المختصة بما في ذلك الشبكة العالمية للمنافسة، منظمة التعاون و التنمية، لجنة الأمم المتحدة لتنمية الإقتصادية كان من أهم توصيات الخبراء الأجانب لسيما البلدان الإفريقية الأكثر تضررا من الكارتيلات و الإتفاقيات التي لها مجال عالمي لذا وجب تبني سياسة التعاون التي لها أهمية بالغة و ضرورية من أجل تفادي الخطر الذي قد ينجم عنها في هذا الإطار.

حث رئيس الشبكة العالمية للمنافسة مسؤولو الدول الإفريقية للمنافسة على إغتنام الفرصة التي عرضت عليهم من طرف هذه الشبكة فيما يخص المشاركة في ورشات العمل، منتديات فيديوهات مؤتمرات التي تنظم من أجل تحسين قدرات الموظفين في مجال المنافسة.

طرح بعض أعضاء الوفد الحاضرين قضية بعد الأماكن التي تنظم فيها هذه الأحداث (سيدني، سنغفورة..... إلخ) التي تمنع أغلبية هيئات المنافسة الإفريقية للمشاركة بسبب عدم توفر الإمكانيات المالية.

أعرب رئيس الهيئة العالمية للمنافسة إستعداداه لدراسة جميع الإقتراحات المطلوبة من طرف هيئات المنافسة الإفريقية للسماح لهم بالمشاركة و ذلك عن طريق إمكانية تحويل المؤتمرات و المحاضرات أو الورشات و كل الأحداث المرتبطة بترقية المنافسة.

11- لمشاركة في إجتماع فريق خبراء PESCOWA من 08 إلى 09 ديسمبر 2015 في بيروت (لبنان) :

حول موضوع «تسريع و تنظيم المنافسة فرصة و تحدي في المنطقة العربية». قام المقرر العام بمجلس المنافسة في إطار ممارسة مهامه بتنفيذ مهمة ما بين 07 إلى 10 ديسمبر 2015 بلبنان من أجل المشاركة في الإجتماع المنظم من طرف PESCOWA حول موضوع «تسريع و تنظيم المنافسة فرصة و تحدي في المنطقة العربية»

- عرض التجارب المختلفة للبلدان العربية في مسائل قانون المنافسة
- التعرف على الصعوبات و القيود التي تواجهها هيئات المنافسة في تنفيذ القوانين المتعلقة بالمنافسة.
- التوصيات الرئيسية التي قدمت خلال أعمال المؤتمر تتحور على :
- إنشاء ورشات عمل تدريبية في نطاق إقليمي.
- تمديد ثقافة المنافسة (الدعوة إلى المنافسة) لتوعية السلطات العمومية حول فوائد المنافسة الشريفة.
- التفكير حول مدى إعداد قانون المنافسة موحد و منسق.
- تنفيذ القانون النموذجي للمنافسة المقدم من طرف CNUCED

12- التشاور التعاون و التنسيق مع سلطات الضبط القطاعية :

للتذكير فأن المادة 39 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة المعدل و المتمم ينص على «عندما ترفع قضية أمام مجلس المنافسة تتعلق بقطاع نشاط يدخل ضمن اختصاص سلطة ضبط، فإن المجلس يرسل فوراً نسخة من الملف إلى سلطة الضبط المعنية للإبداء الرأي في مدة أقصاها ثلاثون (30) يوماً. يقوم مجلس المنافسة في إطار مهامه، بتوطيد علاقة التعاون و التشاور و تبادل المعلومات مع سلطات الضبط».

في نفس السياق فإن المادة 05 من نفس الأمر تنص على أن «يتم التحقيق في القضايا التابعة لقطاعات نشاط موضوعة تحت رقابة سلطة ضبط بالتنسيق مع مصالح السلطة المعنية».

13- الأيام الدراسية المنظمة من طرف مجلس المنافسة:

على غرار سنة 2013 و 2014 قام مجلس المنافسة بتنظيم يومين دراسيين سنة 2015 التي كانت مبرمجة في الميزانية السنوية لهذه السنة.

من المفيد أن نذكر أنه منذ إعادة تنشيطه في جانفي 2013، قام المجلس بعقد سلسلة من المؤتمرات، الندوات و ورشات عمل و التي تتمحور مواضيعها على :

- إساءة إستغلال وضعية الهيمنة

- الآثار الإيجابية للمنافسة على النمو الإقتصادي، خلق مناصب عمل، مكافحة الفقر، الابتكار و القدرة على المنافسة.

- المحيط التشريعي لمجلس المنافسة.

- قام خبراء جزائريين و أجنب بتنشيط سلسلة من المؤتمرات التي حضر فيها ممثلي عن مؤسسات (رئاسة الجمهورية، مجلس الأمة، مجلس الشعبي الوطني، الوزارة الأولى و بقية الإدارات المركزية) إلى جانب سلطات الضبط القطاعية و الجامعات .

- نظم اليوم الدراسي الأول لهذه السنة في 20 ماي 2015 بإقامة جنان الميثاق بالجزائر، تحت عنوان ' إقتصاد منظم مستهلك محمي، مؤسسة فعالة و تنافسية»

تم إختيار هذا الموضوع إستنادا إلى نص المادة رقم 01 من الأمر 03-03 المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة لسنة 2013 و الذي يهدف إلى حماية المستهلك و الكفاءة الإقتصادية للمؤسسات.

إستمع المشاركون خلال هذا اليوم إلى 04 تدخلات حول :

- دور الإقتصاد المنظم في الأداء و الأعمال التنافسية للمؤسسات المقدم من طرف الدكتورة جلال مسعد زوجة محتوت، أستاذة محاضرة في كلية الحقوق، جامعة تيزي وزو.

- التطفل الاقتصادي: عائق منافساتي للمؤسسة، مقدم من طرف البروفسور بن شيخ نور الدين، أستاذ جامعي في القانون، جامعة سطيف.

- قواعد المنافسة و حماية المستهلك (رضا بوخروفة، مدير المنافسة بوزارة التجارة).

- قانون المنافسة في صالح التنافس و أداء المؤسسة الذي قدم من طرف السيد عبد الكريم مصطفى، مقرر عام سابق بمجلس المنافسة، مكلف بالدراسات و التلخيص بوزارة الصناعة حاليا.

* اليوم الدراسي الثاني في 16 ديسمبر 2015

نظم يوم 16 ديسمبر 2015 بإقامة جنان الميثاق بالعاصمة حول موضوع «مؤشرات التواطؤ في ميدان الصفقات العمومية»

إن إختيار موضوع هذا اليوم الدراسي جاء للحد من التأثيرات السلبية التي تعاني منها الخزينة العمومية بسبب الممارسات التواطؤية و الإتفاقيات بين المؤسسات حول تقاسم الصفقات العمومية.

مواضيع التداخلات المقدمة تتمحور على مايلي:

- النظرة الإقتصادية للعلاقة بين الصفقات العامة و قانوني المنافسة التي قدمت من طرف السيد جيلالي سليمان، عضو بمجلس المنافسة
- التنظيم في ميدان تواطؤ الصفقات العمومية (مداخلة مقدمة من طرف لجمال عمر نائب مدير الصفقات العمومية بوزارة المالية)
- دليل التواطؤ فيما يخص عقود الصفقات العمومية و فقا ممارسة الإتحاد الأوربي (جاك طالينو، خبير على مستوى برنامج دعم الشراكة بين الجزائر و الإتحاد الأوربي)
- العوامل التي تسهل التواطؤ بين المؤسسات في مجال الصفقات العمومية الدكتور بن وسيم أستاذ محاضر بالمدرسة متعددة الإختصاصات الجزائر .
- إلتزامات المتعاقد فيما يتعلق بقواعد المنافسة في مجال الصفقات العمومية (أكرور مريم، أستاذة بكلية الحقوق جامعة الجزائر)

أبرز اليوم الدراسي ثغرات في النص التشريعي الخاص بالمنافسة و أيضا قانون الصفقات العمومية الذين لم ينصا على عقوبات رديعة إضافية ضد الشركات التي في حالة ما إذا كررت المخالفة المنصوص فيها في قانون المنافسة (رفع قيمة المخالفة و أيضا منع المتعامل المشاركة في الصفقات العمومية خلال فترة معينة).

في هذا الإطار إقترح مجلس المنافسة الأخذ بعين الإعتبار هذه الثغرات في تعديل الأمر 03-03 الموافق ل 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة.

هذه التعديلات أصبحت أكثر ضرورية لاسيما في إطار تطبيق المادة 43 من الدستور سنة 2016 التي خصصت فقط لمبادئ تنظيم السوق من قبل الدولة، عدم التمييز بين الشركات في مجال الإعانات و مساعدات الدولة، حماية المستهلك و منع الإحتكار و المنافسة غير المشروعة.

أخيرا، تجدر الإشارة على أن المداخلات المذكورة سيتم نشرها في الأعداد الخاصة للنشرية الرسمية للنافسة (رقم 07 بالنسبة لليوم الدراسي الأول، رقم 09 بالنسبة للموضوع لليوم الدراسي الثاني).

تنظيم و سير مجلس المنافسة

تنظيم المجلس :

إن سير و تنظيم مجلس المنافسة قد حدد في المرسوم التنفيذي رقم 11-11 الموافق ل 10 جويلية 2011 غير أن هذا المرسوم قد كشف عدة تناقضات فيما يخص تطبيقه.

من بين الثغرات التي يحويها هذا النص هو أنه لم ينص صراحة شروط التعيين في المناصب العليا، الأمر الذي أدى إلى عرقلة عملية التوظيف مدة سنين بعد إعادة تنشيطه.

- إن تعديل هذا المرسوم التنفيذي جاء بعد إقتراح المجلس تغييره سنة 2015، الأمر الذي سمح للرئيس بتعيين 04 أربعة مدراء من بينهم رجال و نساء و هذا تنفيذ لتعليمة الوزير الأول في إرسالية رقم 236 بتاريخ 27 جويلية 2013

سير المجلس

باستثناء التعديل المرسوم التنفيذي المنصوص عليه أعلاه، فإن المجلس لا يزال يسير في محيط مليئ بالتقيدات التي تتميز بـ:

1- عدم وجود مقر لائق:

كما تم الإشارة إليه سابقا فإن عدد مستخدمي المجلس قد قدر بـ 160 شخص يحتاجون وفق تقرير خبرة إلى 1280 متر مربع على أساس مقياس معياري تصغيري أي 07 إلى 08 متر مربع للفرد الواحد في حين أن المساحة الحالية المتوفرة لا تتجاوز 192 متر مربع

2- عدم جاذبية نظام سير الرواتب لأعضاء و إطارات مجلس المنافسة

كما تم الإشارة إليه في التقرير السنوي 2013 و 2014 فإن الإطار التشريعي و التنظيمي للمجلس أسهم، حقا في أحداث تعديلات فيما يخص سلطات و دور مهام المؤسسة لكنه أدخل أيضا إختلالات فيما يخص الوضع القانوني للمؤسسة أعضائها و إطاراتها.

- بعد وضع المؤسسة لدى رئاسة الجمهورية بالأمر 95-06 المؤرخ في 05 جانفي 1995 المذكور سابقا، ثم لدى رئاسة الحكومة بموجب الأمر الصادر في 2003 فإن مجلس المنافسة، تم النص على أنه سلطة إدارية مستقلة تتمتع بالشخصية القانونية و بالاستقلالية المالية، ثم وضع في 2008 لدى وزير التجارة.

إن هذا الوضع إنعكس سلبا على القانون الأساسي لمستخدمي المجلس، الأمين العام، المقررين و الإطارات العليا التي لم تعد وظائفهم و وظائف عليا بالنظر إلى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 12-204 المؤرخ في 26 ماي 2012 .

كما تم التنويه به في التقرير السنوي لـ سنة 2013، فإن هذا الإنقاص من قدرة الهيئة و إطاراتها لا يدعو إلى المساهمة في تحفيز المستخدمين العاملين في المجلس، و أكثر من ذلك لا يعمل على جذب الكفاءات الأفضل نحو الهيئة المدعوة للعب دور رئيسي في الإقتصاد المسير و فق قواعد السوق.

لم تتأخر النتائج السلبية لهذا الوضع لتبرز خلال عام 2015 حيث أنه خلالها لوحظ على المستخدمين سلسلة من الإستقالات و الرحيل المتتالية على مستوى الإطارات العليا:

- أربعة أعضاء من المجلس منهم ثلاثة (03) أعضاء دائمين و عضو غير دائم، الأمين العام، و مديرين و قد أثرت هذه الموجة من الإستقالات و الرحيل على الهيئة على المجلس حيث أصبح اليوم يواجه إشكالية محدودية النصاب القانوني للمداولة 08 أعضاء و بالتالي فإن رحيل عضو واحد إضافي سيجمد أعمال المجلس.

3 - الميزانية :

إن ميزانية المجلس سواء تعلق الأمر بسنة 2014 أو 2015 فإنها قد تم وضعها لدى وزارة التجارة في الباب 37-02 الحامل لعنوان مصاريف متنوعة مما يعني أن المجلس مؤسسة تابعة للإدارة المركزية لوزارة التجارة.

يتناقض هذا الأمر مع أحكام المواد 23 و 33 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة و التي تمنح الإستقلالية المالية للمؤسسة.

من ناحية أخرى، فإن تعديل المادة 33 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 في خفض من سلطات الرئيس و ذلك من خلال حذف صيغة الأمر الرئيسي بالصرف.

إن هذا التعديل يترجم عدم قدرة الرئيس من تفويض سلطاته فيما يخص الإمضاء إلى معاونيه من أجل فعالية أفضل في التسيير، أفق إبعاد المجلس عن أية ضغوط و تدخلات أثناء إتخاذ القرارات.

- يجب الإشارة هنا، أن تلك المعوقات قد خففت من قبل السيد الوزير الأول في إرساليته المؤرخة بتاريخ 08 فيفري 2015 حيث عبر فيها عن منحه رخصة تسمح إبتداء من هذه السنة بتسجيل تكاليف سير المجلس على عاتق الهيئة في إنتظار إعادة النظر في الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة.

و في نهاية الأمر، يمكن التأكيد أنه فيما يخص تنظيمه و سيره، فإن مجلس المنافسة يستمر في التأثر بنفس المعوقات التي تم الإشارة إليها في التقارير السابقة بما في ذلك 2013 و 2014 .

- بالرغم من ذلك كله فإن عزيمة المسؤولين سمحت للهيئة من الإستمرار في معالجة القضايا و ذلك عملا بالإجراءات القانونية المنصوص عليها، كما تم الإشارة إليه في الجزء الثالث من هذا التقرير.

IV- معالجة القضايا القانونية (الإخطارات)

1 - موجز الإخطارات الفعلية :

لقد إجتمع المجلس خلال 2015 ثلاث مرات لمداولة القضايا التي تم التحري فيها من طرف المقررين و المتعلقة بـ :

• جلسة 16 أبريل 2015

و قد خصصت هذه الجلسة لمداولة في القضايا التالية:

- ملف رقم 2013/49 المؤرخ في 01 فيفري 2013 : السيد دوخانجي رابح بصفته ممثل موزعي الزيوت الخواص ضد سونطراك (طلب تطبيق تدابير مؤقتة).
- ملف رقم 2013/49 المؤرخ في 31 مارس 2013 : السيد دوخانجي رابح بصفته ممثل موزعي الزيوت الخواص ضد ARH و سونطراك (فحص الشكوى في الشكل و الموضوع).
- ملف رقم 2013/51 المؤرخ في 16 أبريل 2013 : ش ذ م م إيماكور IMACOR ضد شركة ذات أسهم SPA لافارج LAFARGE .
- ملف رقم 2006/139 المؤرخ في 21 ماي 2006 : ش ذ م OUEST import ضد مجمع سيفينال.
- ملف رقم 2014/02 المؤرخ في 02 مارس 2014 : مجمع مؤسسات إستيراد العربات الخواص ش ذ م م ضد مؤسسيتين الإنتاج و التركيب المحلية للعربات (SARL TIRSAM et EURL ASMA carrosserie industrielle).
- ملف رقم 2014/03 المؤرخ في 31 أوت 2014 شركة ذات أسهم رونو ضد شركة ذات أسهم سوفاك.
- ملف رقم 2015/23 المؤرخ في 19 فيفري 2015 : طلب تطبيق تدابير مؤقتة من طرف إيماكور ش ذ م م ضد لافارج الجزائر شركة ذات أسهم.

• جلسة إجتماع المجلس 29 و 30 سبتمبر 2015

- خصصت هذه الدورة على وجه الحصر للنظر في التقارير المقدمة من طرف المقررين في المداولة مع حضور طرف الدفاع و ذلك بشأن الحالات التالية :
- ملف رقم 2013/47 المؤرخ في 18 فيفري 2013 : شكوى مقدمة من طرف شركة ش ذ م م الهلال ورق ضد شركتي ش ذ م م ريان ورق و ش ذ م م EAPI .
 - ملف رقم 2013/48 المؤرخ في 10 مارس 2013 : شكوى مقدمة من طرف شركة ذ م م سيتباب ألف ورق ضد شركة ش ذ م م ريان ورق و شركة ش ذ م م إيبي EAPI.
 - ملف رقم 2015/01 المؤرخ في 02 أبريل 2015 : طلب الترخيص لعملية التجميع المقدمة من طرف سانوفي SANOFI و شيبلافارم CHIPLAPHARM.
 - ملف رقم 2013/50 مؤرخ في 2 أبريل 2013: شكوى مقدمة من طرف (SARL PETROSER) و (GRIEF SPA ALGERIE).

- ملف رقم 2014/04 المؤرخ في 14 أكتوبر 2014: طلب استشارة مقدمة من طرف شركة اليانس للتأمينات وذلك حول مدى تنافسية المناقصة الوطنية المحدودة التي عرضتها شركة كوسيدار شركة ذات اسهم.
- ملف رقم 2013/51 المؤرخ في 16 أفريل 2013: متعلقة بإخطار مقدم من طرف شركة إيماكور ضد شركة الأسهم لافارج الجزائر.
- الملفات الخمسة الأوائل قد عرضت للمداولة خلال الدورة القادمة، أما الملف رقم 51/2013 فقد تم تأجيل دراسته من طرف المجلس وذلك الى غاية ارسال ملاحظات المقرر الى أطراف الدفاع وذلك لأجل احترام إجراءات النقض.

جلسة منعقدة بتاريخ 4 و 5 نوفمبر 2015:

سمحت هذه الدورة للمجلس للمداولة في القضايا التالية:

- ملف رقم 2014/04 المؤرخ في 14 أكتوبر 2014 المتعلق بطلب استشارة من طرف شركة اليانس للتأمينات.
- ملف رقم 2013/47 المؤرخ في 18 فيفري 2013 المتعلق بشكوى مقدمة من طرف «SETPAP ALIF» ضد «RAYANE PAPIER» و «SARL EAPI».
- ملف رقم 2013/48 مؤرخ في 10 مارس 2013 متعلق بشكوى مقدمة من طرف شركة «Al Hilal» ضد «RAYANE PAPIER» و «SARL EAPI».
- ملف رقم 2013/50 مؤرخ في 2 أفريل 2013 متعلق بشكوى مقدمة من طرف شركة (PE- TROSER SARL) و (GRIEF SPA ALGERIE).
- ملف رقم 2013/51 مؤرخ في 16 أفريل 2013 متعلق بشكوى مقدمة من طرف شركة إيماكور ضد شركة الأسهم لافارج الجزائر (تم تأجيل الملف نتيجة طلب الأطراف مهلة لعقد مصالحة).
- للتذكير، فإن الجلسات المذكورة أعلاه قد انعقدت في حدود القانون (اكتمال النصاب القانوني) وذلك بحضور ثمانية (08) أعضاء وبعد رحيل أربعة أعضاء خلال سنتي 2013 و 2014.

وعليه، فإن المجلس قد داول خلال سنة 2015 في 12 قضية.

للتذكير، فإن المشرع قصد تمكين المجلس من أداء مهامه بصفة فعالة، قد دعمه ب:

- مجلس مكون من 12 عضواً بمن فيهم الأعضاء الغير دائمون المكلفين بإصدار القرارات المتعلقة بالقضايا المطروحة على المجلس بعد التحري فيها؛
- مصلحة التحري: مكونة من مقرر عام وخمسة مقررين مكلفين بالتحري في القضايا التي تسند إليهم والتي تعتبر كوحدة انتاج المجلس.
- الأمانة العامة وكذا أربعة مديريات لدعم اللوجستي لتنفيذ المهام المبينة أعلاه.

كما يجب التذكير على أن المجلس يمكن أن يتخذ بعض القرارات والمتمثلة في:

- اصدار العقوبات المالية والتي يمكن ان تصل الى 12 % من قيمة رقم الاعمال المحصل عليه في الجزائر خلال السنة (المادة 56 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة).
- قرارات متعلقة بطلبات اتخاذ تدابير المؤقتة.
- قرارات قبول التعهد.
- قرارات اصدار اوامر معللة ترمي الى انهاء الممارسات المقيدة للمنافسة التي تمت معابنتها.
- الفئات الاخرى من القرارات:
- قرار عدم قبول الاخطار (عدم توفر الصفة، عدم الاختصاص....الخ)
- قرار الرفض اذا لم يتم الاعتماد على وثائق ثبوتية في الوقائع بما فيه الكفاية.
- قرار عدم وضع اجراء اخر اذا كانت الوقائع ليست ضمن ، او بعد التحري على وجود ممارسات منافية للمنافسة و ذلك في اطار تشريع المنافسة.
- قرار تاجيل البت في القضية الحكم و ذلك لبعثها للتحري او انتظار حدث قادم.
- القرارات الرئيسية التي اتخذت من طرف مجلس المنافسة خلال ثلاث سنوات من النشاط (2013 - 2015) تتمحور اساسيا حول:
- قرارات الرفض و ذلك لعدم وجود عناصر مقنعة و كافية لاثبات الوقائع المزعومة في الاخطارات او لعدم تاكيد التمسك بالشكوى؛
- قرارات عدم القبول لغياب المصلحة او الصفة او ان الوقائع و الاحداث المذكورة لحقها التقادم او انها ليس من اختصاصه او انها غير مؤسسة اصلا.
- قرار تسليط عقوبة مالية؛
- قرار قبول التعهد و الذي جاء بعد اصدار امر.

2 - مضمون الإخطارات و أسس قرارات المجلس:

1. إخطار رقم 49/2013 مودع بتاريخ الفاتح فيفري 2013 من طرف السيد دوخانجي رابح بصفته ممثل 85 موزع خاص للمزقات ضد شركة سوناطراك (طلب تدابير مؤقتة).

المخطر قصد المجلس لاتخاذ التدابير المؤقتة التي ترمي الى وقف، تحت طائلة الاستعجال، تحويل نشاط توزيع المزقات للخواص من الشركة المنتجة سوناطراك الى شركة نفضال و هذا، طبقا لأحكام المادة 46 من الامر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة و التي تخص التدابير المؤقتة.

هذا الطلب مبرر حسب المخطر، بناء على المرسوم التنفيذي رقم 97-435 المؤرخ 17 نوفمبر 1997 المتعلق بتنظيم تخزين وتوزيع المواد البترولية لا سيما المادة 6 منه.

إن المجلس قرر رفض الشكوى لسبب أن طلب التدابير المؤقتة غير مستند على أساس عناصر مبررة

بإمكانها أن تشكل خطراً محدقاً للطرف الشاكي وهذا، كون أن الأمر لا يتعلق بتوقيف نهائي لتموين الموزعين الخواص الذي يمكن أن يؤثر على نشاطهم أو يمكن أن يؤدي إلى تذبذب خطير وطويل المدى على سوق توزيع المزلقات، وإنما يتعلق الأمر بتحويل تموينهم من شركة سوناطراك إلى فرعها نפטال.

2. إخطار رقم 49/2013 مودع بتاريخ 31 مارس 2013 من طرف السيد دوخانجي رابع.

هذا الأخير يمثل 85 موزع خواص للمزلقات الذي يشتكي ممارسات مقيدة للمنافسة المركبة من طرف شركة سوناطراك بتواطؤ مع سلطة ضبط المحروقات.

المخطر يشتكي لا سيما من:

- عدم احترام أحكام المرسوم التنفيذي رقم 97-435 المؤرخ 17 نوفمبر 1997 المتعلق بتنظيم تخزين وتوزيع المواد البترولية لا سيما المواد 4 و 6 منه.
- عدم احترام أحكام المادة 39 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة و المواد 10 و 21 من القانون 12/08 المعدل و المتمم للأمر 03-03 السالف الذكر.
- تحويل من طرف سوناطراك لنشاط تموين المزلقات المنصوص عليه قانونياً من الموزعين الخواص إلى شركة نפטال، علماً أن هذه الأخيرة هي في نفس الوقت موزعة للمزلقات وبالتالي تعتبر منافسة للموزعين الخواص.

بعد دراسة الملف المتعلق بهذه القضية، قرر المجلس قبول الإخطار وأصدر أوامر لشركة سوناطراك باستعادة نشاط بيع المزلقات من شركة نפטال و هذا لتفادي إعادة قيام و ضعية احتكارية لفائدة نפטال، و التي في الأصل هي فرع لشركة سوناطراك.

عن طريق مراسلة رقم 854/م.ع/ 2014 المؤرخة في الفاتح من شهر سبتمبر 2014، التي تضمنت اعترافاً ضمناً بالمخالفة من طرف المدير العام لشركة سوناطراك و الذي لم يطعن فيها، و الذي قدم فيها التبريرات التالية:

بداية النص «إن قرار شركة سوناطراك بتحويل نشاط توزيع المزلقات من الموزعين الخواص إلى شركة نפטال طبقاً للمادة 23 من العقد الذي يربط شركة سوناطراك بهؤلاء الموزعين، جاء نتسجة ظروف غير ملائمة متعلقة بتذبذب الإنتاج... ، حقيقة فإن مستوى الإنتاج كان متدنياً، مما أدى نقص في وفرة هذا المنتج. و لمواجهة هذه الوضعية، اعتبرت شركة سوناطراك أن شركة نפטال، بغض النظر عن تواجدها على مستوى القطر الوطني، الشركة الوحيدة التي يمكنها ضمان توزيع المزلقات على مستوى القطر الوطني و كذا تموين الموزعين الخواص» نهاية النص.

3. إخطار مؤرخ في 16 أبريل 2013 متعلق بالقضية رقم 2013/51 : شركة إيماكور ضد شركة الاسهم لافارج.

هذا الإخطار تم إيداعه بتاريخ 16 أبريل 2013 من طرف مسير الشركة ذات المسؤولية المحدودة إيماكور التي تزاول نشاط توزيع مواد البناء بوهران ضد شركة الأسهم لافارج الجزائر التي تزاول نشاط إنتاج الاسمنت ب سيق و المسيلة.

شركة إيماكور تدعي استغلال تعسفي ناجم عن شركة لافارج لوضعية التبعية التي تتواجد فيها و المتمثل في التمييز و رفض البيع بدون مبرر شرعي (أفعال معاقب عليها طبقا لأحكام المادة 11 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة.

بتاريخ 29 و 30 سبتمبر 2015 و على أساس التقرير النهائي للمقرر المكلف بالتحري في القضية و كذا الملاحظات المقدمة من طرف المقرر حول هذا الملاحظات المقدمة من طرف دفاع شركة لافارج و التي طلبت بتأجيل النظر في القضية لتمكينها من الإطلاع على المعلومات الجديدة. المجلس قرر تأجيل النطق بالحكم الى غاية تبليغ الدفاع بملاحظات المقرر لتمكينه من استكمال مداخلته.

4. إخطار مؤرخ في 19 فيفري 2015 متعلق بالقضية رقم 2015/23 المتضمن طلب التدابير المؤقتة، المودع من طرف شركة إيماكور ضد شركة لافارج الجزائر.

شركة إيماكور بررت طلبها المتعلق بالتدابير المؤقتة بالخطر المتعلق بإفلاسها لا سيما « تهديد بوقف النشاط علما أن الاسمنت يبقى المنتج الأساسي لنشاطها المتعلق بالتوزيع» و هذا، في انتظار الفصل في القضية في الجوهر من طرف مجلس المنافسة.

ثلاثة عوامل رفعت من طرف المقرر لقبول طلب التدابير المؤقتة:

- تاريخ إيداع الإخطار في الجوهر الذي يعود إلى تاريخ 16 أبريل 2013؛
- أهمية الاستثمارات التي قام بها المسير لإنشاء شركة إيماكور؛
- عدم وجود مصدر تموين آخر بالاسمنت خارج شركة لافارج.

المجلس و من خلال جلسة يوم 16 أبريل 2015 أخذ بعين الاعتبار التبريرات و قام بمقارنتها مع أحكام المادة 46 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة الذي ينص على « يمكن مجلس المنافسة، بطلب من المدعي أو من الوزير المكلف بالتجارة، اتخاذ تدابير مؤقتة للحد من الممارسات المقيدة للمنافسة موضوع التحقيق، إذا اقتضت ذلك الظروف المستعجلة لتفادي وقوع ضرر محقق غير ممكن إصلاحه، لفائدة المؤسسات التي تأثرت مصالحها من جراء هذه الممارسات أو عند الإضرار بالمصلحة الاقتصادية العامة».

بعد النقاش، اعتبر المجلس بأغلبية أعضائه أن:

- التبريرات الثلاثة المبينة أعلاه من طرف المقرر ليست مبررة بما فيه الكفاية أو مدعمة بأدلة قاطعة علما أن شركة إيماكور تزاوول نشاطها إلى حد اليوم في توزيع مواد البناء و أن تمويلها بالأسمت ، يمكن أن يتم أمام المستوردين الخواص.
- رأى المجلس أنه ليس أمام وضعية يمكن أن تتسبب في ضرر محقق و غير ممكن إصلاحه لشركة إيماكور.
- السوق الوطني للأسمت لم و لن يتأثر سلبيا بهذه القضية و بالتالي لا يوجد مس أو إضرار بالمنفعة الاقتصادية بصفة عامة.

و عليه، و بناء على التبريرات المبينة أعلاه فإن المجلس قرر برفض طلب التدابير المؤقتة المودعة من طرف شركة إيماكور.

5. إخطار مؤرخ في 21 ماي 2006 متعلق بالملف رقم 39/2006 : الشركة ذات المسؤولية المحدودة الغرب للاستيراد ضد مجمع سفيتال.

يتعلق بقضية تعود لسنة 2006 ورثت من التشكيلا السابقة لمجلس المنافسة حيث أن المشتكي تمسك بشكواه عن طريق المراسلة رقم 187 المؤرخة في 2013/07/30 .

الشاكي، المتمثل في ش ذ م م الغرب للاستيراد قد أخطر مجلس المنافسة بتاريخ 21 ماي 2006 للإشارة لمعاملة تطبيق أسعار إفتراضية مطبقة من طرف شركة سيفنتال التي بفعل متمثل في التعسف في استغلال وضعية الهيمنة، و التي تستند في هذه الحالة على المادة 7 من الأمر رقم 95/06 المؤرخ في 25 جانفي 1995 المتعلق بالمنافسة.

المقرر المعين للتحري في هذه القضية ختم في تقريره النهائي و من خلال سماعه أثناء الجلسة، أن الادعاءات المقدمة من طرف ش ذ م م الغرب للاستيراد لم تكن مدعمة بوثائق بإمكانها تشكيل عنصر إثبات. المشتكي لم يقدم أية وثيقة أو مؤشر متقارب من شأنه تأسيس الدليل المتعلق بالمخالفة المعلن عنها، و هذا رغم الطلب التكرار لمجلس المنافسة.

خلال جلسته المنعقدة في 16 أفريل 2015 و بعد دراسة معمقة لعناصر الملف، قرر المجلس عدم قبول الإخطار لغياب العناصر المقنعة بما فيه الكفاية.

6. إخطار مؤرخ في 02 مارس 2014 متعلق بالقضية رقم 2004/02: شركات استيراد قاطرات الشاحنات «sarl Mondial trailer» موزع كومي، «sarl Montenegro Algerie» فرع سفيتال، «sarl Sicame Algerie» ضد شركتين لانتاج و التركيب المحلي للقاطرات «sarl Tirsam et eurl Asma corrosserie industrielle».

المشتكين يبلغون خرق أحكام قانون المالية التكميلي لسنة 2014 لا سيما تطبيق المادة 13 التي تعفي المنتجين المحليين من دفع الرسم على المعاملات الخاصة بالسيارات الجديدة دون انتظار نشر النص التنظيمي الذي يحدد أسقف التكامل المحلي التي يتم على أساسها الإعفاء. هذه المعاملة إن تأكدت بإمكانها أن تشكل قيمة ضريبية اقل و التأثير بصفة غير مباشرة على احترام المنافسة النزيهة.

خلال جلسة يوم 16 أفريل 2015، المجلس أخذ بعين الاعتبار المراسلة رقم 104/م م /أ ر / 2014 بتاريخ 13 مارس 2014 والتي من خلالها نبه رئيس مجلس المنافسة المدير العام للضرائب (وزارة المالية) حول عواقب المادة 13 المذكورة سالفا وطلب رأيه في الموضوع.

مجلس المنافسة أخذ في الحسبان غياب الرد على المراسلة المذكورة أعلاه الموجهة للمدير العام للضرائب (وزارة المالية) بعد دراسة معمقة للملف و المناقشة، قرر المجلس عدم قبول الإخطار علما أن الأفعال المذكورة لا تدخل ضمن صلاحياته.

عدم قبول الإخطار مبرر طبقا لأحكام المادة 9 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة التي تنص على « لا تخضع لأحكام المادتين 6 و 7 أعلاه، الاتفاقات والممارسات الناتجة عن تطبيق نص تشريعي أو نص تنظيمي اتخذ تطبيقا له».

مجلس المنافسة يتأسف لعدم استشارته حول مشروع قانون المالية لسنة 2014 ، و هذا تطبيقا لأحكام المادة 36 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة التي تنص على « يستشار مجلس المنافسة في كل مشروع نص تشريعي وتنظيمي له صلة بالمنافسة أو يدرج تدابير من شأنها لاسيما ... فرض شروط خاصة لممارسة نشاطات الإنتاج والتوزيع والخدمات ...»

استشارة المجلس كان بإمكانها تنبيه المشرع حول التمييز الضريبي الذي تضمنته المادة 13 من مشروع قانون المالية لسنة 2014 و كذا تأثيراته المستقبلية على المنافسة بين المنتجين المحليين و المستوردين.

7. إخطار مؤرخ في 31 اوت 2014 متعلق بالملف رقم 2014/03 للشركة ذات الأسهم رونو ضد شركة الأسهم سوفاك.

الإخطار متعلق بتبليغ شركة الأسهم رونو الجزائر عن ممارسة اشهار مقارنة معتبرة كأنها غير مشروعة تهدف إلى التشهير بسيارات رونو «كليو كومبوسو ديناميك» من طرف شركة سوفاك التي تشيد بمؤهلات سيارة سكودا فابيا مقارنة مع منافسيها بما فيها الشركة الشاكية.

سماع المقرر أمام المجلس الذي قدم الملاحظات التالية:

- في ما يتعلق بالشكل، الشكوى لم تقدم طبقاً لأحكام المادة 21 من النظام الداخلي التي توضح بان الإخطارات و كذا الوثائق المرفقة يجب ان تحرر باللغة العربية أو تخضع لترجمة رسمية بنفس اللغة.
- من حيث المضمون، الشركة الشاكية لا تفرق بين طلب رأي وشكوى ضد شركة سوفاك.
- من جهة أخرى، فإن الممارسة المصرح بها من طرف شركة رونو تدخل في إطار الممارسات التجارية الخاضعة لأحكام القانون رقم 02-04 المؤرخ في 23 جوان 2004 لا سيما المادة 27 منه.

المجلس، و خلال الجلسة المنعقدة يوم 16 أفريل 2015 ختم إلى أن الشركة المخطرة اشتكت من إشهار مقارنة قامت به شركة سوفاك و ان هذه الأفعال تتعلق بممارسات تجارية منصوص عليها بالقانون رقم 02-04 المؤرخ في 23 جوان 2004 لاسيما المادة 27 منه.

وعليه فقد قرر المجلس عدم قبول الإخطار لسبب أن الأفعال المبينة لا تدخل ضمن اختصاصه.

جلسة يومي 29 و 30 سبتمبر 2015.

هذه الجلسة خصصت حصرياً لدراسة و سماع عرض التقارير النهائية للمقررين و كذا مداوات دفاع الأطراف المعنية بالقضايا التالية:

- اخطار مؤرخ في 18 فيفري 2013 متعلق بالقضية رقم 2013/47 : المودع من طرف شركة الهلال للورق ضد شركة الريان للورق و شركة «EAPI» .

شركة الهلال للورق ضد شركة الريان للورق و شركة «EAPI» متهمتان من طرف الشاكي بإبرام اتفاق غير قانوني تتمثل في تطبيق أسعار مخفضة (المادة 12 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003).

للتذكير، خلال الجلسة المنعقدة يوم 13 نوفمبر 2014، فإن المجلس قد رفض طلب تدابير مؤقتة تقدمت به شركة الهلال، والتي لم تكن مبررة طبقاً لأحكام المادة 46 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، التي تبين الشروط التي يتم اخذ بعين الاعتبار التدابير المؤقتة، لا سيما الخصوصية الظروف المستعجلة لتفادي وقوع ضرر محقق غير ممكن إصلاحه.

بعد سنة من الإخطار، فإن الإخطار المحدقة المسبقة من طرف الشاكي لتبرير اتخاذ التدابير المؤقتة لم تتجسد و بالتالي فإن قرار عدم قبولها من طرف المجلس ظهر صائباً.

في ما يتعلق بدراسة القضية في الموضوع، فإن المجلس و بعد سماع المقرر و كذا المقرر العام و كذا مسيري شركة الريان للورق و شركة «EAPI»، و بعدها محامي شركة الهلال و شركة «EAPI» و بعد الإطلاع على خلاصة تقرير المديرية الجهوية للتجارة لولاية لعنابة المؤرخ في ماي 2013 و المتعلق بنفس القضية، قرر

المجلس وضع القضية في المداولة المقررة في الجلسة اللاحقة (أي 04 و 05 نوفمبر 2015).

إخطار مؤرخ في 10 مارس 2013 متعلق بالقضية رقم 48/2013 :

تم إيداع الإخطار من طرف شركة «SARL SETPAP ALIF PAPIER» ضد الشركتين «SARL RAYANE PAPIER» و «SARL EAPI».

الشركتان متهمتان من طرف الشاكية بإبرام اتفاق غير شرعي تتمثل في تطبيق أسعار منخفضة (المادة 12 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003).

للتذكير، فإن شركة «SARL SETPAP ALIF PAPIER» أودعت إخطارها فقط في ما يتعلق بالموضوع دون طلب التدابير المؤقتة.

الشركتان «SARL RAYANE PAPIER» و «SARL EAPI» متهمتان من طرف الشاكية بنفس المخالفة التي ادعت بها ضدتهما «SARL EL HILAL» و المتعلقة باتفاق غير شرعي تتمثل في تطبيق أسعار منخفضة (المادة 12 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003).

المجلس و بعد سماع المقرر و المقرر العام و كذا ممثل شركة «SARL SETPAP ALIF PAPIER» الذي أشار إلى الصعوبات المالية و كذا خطر غلق شركة «SARL SETPAP ALIF PAPIER»، قرر وضع الملف في المداولة خلال الجلسة المقبلة (المقررة يوم 4 و 5 نوفمبر 2015).

إخطار مؤرخ في 02 أفريل 2015 متعلق بالقضية رقم 01/2015 (تبلغ عن عملية تجميع):

طلب رخصة لعملية تجميع مودعة من طرف الشركتين «SANOFI» و «CHEPLAPHARM».

هذا الطلب يخص تحصيل أو شراء من طرف شركة «CHEPLAPHARM» (شركة ذات مسؤولية محدودة للمنتجات الصيدلانية، خاضعة للقانون الألماني) لعناصر من أصول الشركة المتعلقة بدواء «URSOLVAN» لمجمع «SANOFI» أو بصفة أدق، يتعلق ببيع من طرف مجمع «SANOFI» لشركة «CHEPLAPHARM» أصل من أصول المحل التجاري متعلق بدواء «URSOLVAN».

يتعلق الأمر من جهة أخرى، بعملية تدخل في إطار أحكام الفقرة 2 من المادة 15 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة.

خلال جلسة المجلس المنعقدة يومي 29 و 30 سبتمبر 2015 و بعد سماع المقرر، تم التوصل الى ما يلي:

- مجمل المستندات المتضمنة بالملف مطابقة لأحكام المنصوص عليها و المتضمنة بالمرسوم التنفيذي رقم 219/05 المؤرخ في 22 جوان 2005 المتعلق بالترخيص لعمليات التجميع لا سيما الملحقين 1 و 2.

- السوق المعني لدواء «URSOLVAN» يربط بين منتجين قابلين للاستبدال في الجزائر.
- «URSOLVAN» يمثل 81 % من حصة السوق سنة 2013.
- «SORBILARD» يمثل 19 % من حصة السوق تسوق من طرف «LAD PHARMA».

يتعلق الأمر إذا بتحصيل «CHEPLAPHARM» على وضعية هيمنة كانت ممارسة مسبقا من طرف «SANOFI»

- يوجد مستند يمكن أن يساعد في معالجة القضية و المتعلق « بعقد تحصيل الأصول» مبرم بين «CHEPLAPHARM» و «SANOFI». هذا المستند لم يتم إدراجه في الملف لان المرسوم التنفيذي المبين أعلاه لم يشر إليه.

وعليه، يلجأ إلى استخدام المادة 8 من المرسوم التنفيذي رقم 219/05 المؤرخ في 22 جوان 2005 المتعلق بالترخيص لعمليات التجميع التي تنص على « يمكن أن يطلب المقرر المكلف بالتحقيق في الطلب من المؤسسات المعنية أو من ممثليها المفوضين تقديم معلومات و/أو مستندات إضافية يراها ضرورية». يسمح هذا خاصة للتعرف على موضوع المتعلق ب « بعقد تحصيل الأصول».

بغض النظر عن الملاحظات المذكورة أعلاه، فإن المجلس قرر، طبقا للمادة 19 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة، طلب رأي الوزير المكلف بالتجارة وكذا من القطاع المعني (الصحة والسكان واستصلاح المستشفيات).

و على هذا الأساس و بتاريخ 4 أكتوبر 2015 و 7 أكتوبر 2015، راسل رئيس مجلس المنافسة وزيرين عن طريق مراسلتين رقم 356 و 357 و اللتان تم الرد عليهما بالتوالي يوم 19 و يوم 22 من شهر أكتوبر 2015. الردين سمحا خلال جلسة المجلس المنعقدة يومي 4 و 5 نوفمبر 2015 بالمدولة في الملف المعني (أنظر في أدناه القرار المتخذ من طرف المجلس خلال الجلسة).

إخطار مؤرخ في 2 أفريل 2013 متعلق بالقضية رقم 2013/50: مودع من طرف شركة «SARL PETROSER» ضد «GRIEF SPA ALGERIE».

القضية تم إيداعها بتاريخ 2 أفريل 2013 من طرف «SARL PETROSER» أمام مجلس المنافسة ضد «GRIEF SPA ALGERIE» والتي تتهمها بالمأخذ التالية:

- التعسف في استغلال وضعية الهيمنة على مستوى سوق البراميل الحديدية الضرورية لتعبئة زيوت المزلقات.
- خرق البنود التعاقدية التجارية التي تربط الطرفين والمتعلقة بالتزويد بكميات من البراميل الحديدية.
- خرق البنود التعاقدية المتعلقة بأجال الدفع و التي ألت إلى إلزامية الدفع المسبق للتزويد علما أن العقد ينص على الدفع بعد تزويد المنتج.

خلال جلسة يومي 29 و 30 سبتمبر 2015، قام المجلس بسماع كل من المقرر المكلف بالتحري في الملف، محامية شركة «GRIEF SPA ALGERIE» و كذا مديرها التجاري و كذا الشاكي و المتمثل في مسير شركة «SARL PETROSER».

ومن خلال الأجوبة المقدمة من طرف المتدخلين المذكورين أعلاه حول الأسئلة وطلبات التوضيحات المطروحة من طرف أعضاء المجلس، هذا الأخير قرر وضع القضية في المداولة خلال جلسة 4 و 5 نوفمبر 2015.

إخطار مؤرخ في 14 أكتوبر 2014 متعلق بالقضية رقم 2014/04 : المقدم من طرف شركة اليانس للتأمين ضد سلوك منافسة لشركة كوسيدار ش ذ أ.

مسجلة في جدول أعمال المجلس يومي 29 و 30 سبتمبر 2015، هذا الملف لم يتم معالجته من طرف المجلس و قد تم تأجيله إلى جلسة 4 و 5 نوفمبر 2015، علما أنه من الناحية الإجرائية، الإخطار المودع لا ينطبق على المواد 35 و 44 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتتم، المتعلق بالمنافسة، و لا حتى على المواد 7 و 8 من النظام الداخلي لمجلس المنافسة.

وعلى هذا الأساس، ارتأى إخطار شركة اليانس للتأمينات لطلبها إعادة صياغة شكواها طبقا للإجراءات المذكورة أعلاه.

إخطار مؤرخ في 16 أفريل 2013 متعلق بالقضية رقم 2013/51 : إخطار مودع من طرف ش ذ م ماهاكور ضد ش الافارج.

هذا الملف قد تم تأجيل دراسته من طرف المجلس إلى غاية إرسال ملاحظات المقرر إلى أطراف الدفاع وهذا، لاحترام إجراء حق النقض الملتمس من طرف دفاع شركة الافارج.

جلسة يومي 4 و 5 نوفمبر 2015:

المجلس داوول في القضايا التالية:

القضية رقم 2014/4 المؤرخة في 14 أكتوبر 2014 : طلب رأي صادر عن شركة اليانس للتأمينات ضد سلوك منافسة لشركة كوسيدار.

للتذكير، شكوى شركة اليانس للتأمينات تعلق بعرض مناقصة وطنية محدودة لشركة مجمع كوسيدار، يخص وضع نظام تغطية تأميني، و أن هذه المناقصة كانت مفتوحة فقط لشركات التأمين التي تثبت راس مال أدنى، مكتب و محرر كلية، مقدر ب أربعة ملايين دينار جزائري.

المأخذ المشار إليه من طرف شركة اليانس للتأمينات المتعلق بشرط راس المال اعتبرته بند يزيح بصفة

مطلقة شركات التامين الخاصة الوطنية، وتمثل في نفس الوقت، منافسة غير نزيهة وترمي إلى إزاحة بصفة صريحة القطاع الخاص.

المجلس وخلال جلسة 4 و5 نوفمبر 2015 ومع اخذ بعين الاعتبار تقرير المقرر المكلف بمعالجة الملف وكذا مراسلة شركة اليانس للتأمينات، ختم على أن شكوى هذه الأخيرة هي عبارة حقيقة على طلب رأي و ليس إخطارا ذات صبغة منازعاتي.

من جهة أخرى، وطبقا للمادة 39 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة، فقد قرر المجلس تأجيل النطق في هذه القضية لغاية استلام رأي وزارة المالية بصفتها رئيس المجلس الوطني للتأمينات.

قضية رقم 2013/47 مؤرخة في 18 فيفري 2013:

إخطار مودع من طرف شركة الهلال للورق ضد الشركتين «SARL RAYANE PAPIER» و «SARL EAPI».

الماخذ الوارد في هذه القضية من طرف الشركة المخطرة «شركة الهلال للورق» ضد الشركتين المذكورتين أعلاه والمتعلقة بقيامهما بمعاملات منافية للمنافسة لها علاقة بالمادة 14 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة لا سيما، اتفاق بين الشركتين المذكورتين أعلاه و المجلس في تطبيق أسعار مخفضة لغرض إزاحة شركة الهلال للورق من السوق. هذا السلوك منصوص عليه بالمادة 6 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة.

المجلس وبعد سماع الى تقرير المقرر المكلف بالتحري في الملف، اعتبر أن الأطراف الشاكية والمدافعة، و بعد اخذ بعين الاعتبار نتائج التحقيق المنجز من طرف المديرية الجهوية للتجارة لعنابة سنة 2014 حول هذه القضية، قرر عدم قبول الإخطار لغياب الأدلة الكافية من شأنها دعم الأفعال المذكورة.

وعلى هذا الأساس، فإن قرار عدم قبول الإخطار يستند على التبريرات التالية:

- الأسعار المطبقة من طرف الشركتين المدافعتين كانت اعلي من سعر التكلفة للمنتجات المسوقة (كراريس وسجلات) مع ترك هامش ربح ضئيل لهم.
- خفض أسعار المنتجات المبينة أعلاه كان على صلة مباشرة مع انخفاض أسعار المولد الأولية على مستوى السوق الدولية.
- السوق الملائم (سوق الكراريس المدرسية) لم يعرف تذبذب أو خلل منذ بدء تطبيق الأسعار الجديدة المبلغ عنها من طرف شركة الهلال للورق.

قضية رقم 2013/48 مؤرخة في 10 مارس 2013:

إخطار مودع من طرف «SARL SETPAP ALIF PAPIER» ضد الشركتين «SARL RAYANE PAPIER» و «SARL EAPI».

المأخذ المشار إليه في هذه القضية من طرف الشركة الشاكية «SARL SETPAP ALIF PAPIER» ضد الشركتين المذكورتين أعلاه المتمثل في تطبيق ممارسات منافية للمنافسة لها علاقة بالمادة 14 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة لا سيما الاتفاق المحظور بين المؤسستين المذكورتين أعلاه والذي تم تجسيده عن طريق تنفيذ أسعار مخفضة لغرض إزاحة شركة «SARL SETPAP ALIF PAPIER» من السوق. هذا السلوك منصوص عليه بالمواد 6 و12 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة.

المجلس وبعد سماع إلى تقرير المقرر المكلف بالتحري في الملف، اعتبر أن الأطراف الشاكية والمدافعة، و بعد أخذ بعين الاعتبار نتائج التحقيق المنجز من طرف المديرية الجهوية للتجارة لعنابة سنة 2014 حول هذه القضية، قرر عدم قبول الإخطار لغياب الأدلة الكافية من شأنها دعم الأفعال المذكورة.

وعلى هذا الأساس، فإن قرار عدم قبول الإخطار يستند على التبريرات التالية:

- الأسعار المطبقة من طرف الشركتين المدافعتين كانت أعلى من سعر التكلفة للمنتجات المسوقة (كراريس وسجلات) مع ترك هامش ربح ضئيل لهم.
- خفض أسعار المنتجات المبينة أعلاه كان على صلة مباشرة مع انخفاض أسعار المواد الأولية على مستوى السوق الدولية.

• السوق الملائم (سوق الكراريس المدرسية) لم يعرف تذبذب او خلل منذ بدء تطبيق الأسعار الجديدة المبلغ عنها من طرف شركة «SARL SETPAP ALIF PAPIER».

القضية رقم 2015/01 المؤرخة في 2 أفريل 2015: طلب ترخيص لعملية تجميع مودع من طرف الشركتين «CHEPLAPHARM» و «SANOFI».

للتذكير، فإن هذا الطلب يتعلق برغبة تحصيل أو شراء من طرف شركة «CHEPLAPHARM» (شركة ذات مسؤولية محدودة للمنتجات الصيدلانية، خاضعة للقانون الألماني) لعناصر من أصول الشركة المتعلقة بدواء «URSOLVAN» لمجمع «SANOFI» أو بصفة أدق، يتعلق ببيع من طرف مجمع «SANOFI» لشركة «CHEPLAPHARM» المحل التجاري (بيع أصول) متعلقة بدواء «URSOLVAN».

يتعلق الأمر من جهة أخرى، بعملية المراقبة (prise de controle) في إطار أحكام الفقرة 2 من المادة 15 من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة.

المجلس و خلال الجلسة المنعقدة يومي 4 و 5 نوفمبر 2015 قد تبين من أن مجمل المستندات المتضمنة بالملف مطابقة لأحكام المنصوص عليها و المتضمنة بالمرسوم التنفيذي رقم 05-219 المؤرخ في 22 جوان 2005 المتعلق بالترخيص لعمليات التجميع لا سيما الملحقين 1 و 2.

- بعدالإطلاع على مضمون التقرير المنجز من طرف المقرر المكلف بالملف؛

• بعد الإطلاع على رأي وزير الصحة والسكان وإصلاح المستشفيات المرسل إلى مجلس المنافسة بتاريخ 22 أكتوبر 2015 تحت رقم 528، و الذي جاء بطلب من المجلس طبقاً لأحكام المادة (19) من الأمر رقم 03-03 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة، حيث يبين الرأي « التشريع المتعلق بالصيدلة في الجزائر يفرض على أن المنتج يجب أن يسوق في البلد الأصلي للمنتج، لتمكين تسجيله و تسويقه في الجزائر. قرار التسجيل لا يمكن أن يتم باسم المالك الجديد، إلا إذا كان الملف المقدم مطابق للإجراءات القانونية المعمول بها» .

• بعد الإطلاع على رأي وزير التجارة المرسل إلى مجلس المنافسة بتاريخ 19 أكتوبر 2015 تحت رقم 519 و ت/ 2015 SPM/ الذي جاء بطلب من مجلس المنافسة طبقاً لأحكام المادة 19 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة.

قرر المجلس تأجيل المداولة في طلب ترخيص لعملية التجميع و هذا إلى غاية تقديم الشركتين المعنيتين لقرار التسجيل الخاص بالمالك الجديد و المتمثل في شركة «SARL CHEPLAPHARM» المتنازل على المحل التجاري.

القضية رقم 2013/50 المؤرخة في 2 أفريل 2013: إخطار مودع من طرف شركة «SARL PETROSER» ضد «GRIEF SPA ALGERIE».

للتذكير، فإن هذه القضية التي تم معالجتها خلال جلسة المجلس المنعقدة يومي 29 و 30 سبتمبر 2015 و التي تم التداول فيها يومي 4 و 5 نوفمبر 2015، قد تم إيداعها بتاريخ 2 أفريل 2013 من طرف «SARL PETROSER» أمام مجلس المنافسة ضد «GRIEF SPA ALGERIE» و التي تتهمها بالمأخذ التالية:

- التعسف في استغلال وضعيه الهيمنة على مستوى سوق البراميل الحديدية الضرورية لتعبئة زيوت المزلقات.
- خرق البنود التعاقدية التجارية التي تربط الطرفين والمتعلقة بالتزويد بكميات من البراميل الحديدية.
- خرق البنود التعاقدية المتعلقة بأجال الدفع والتي ألت إلى إلزامية الدفع المسبق للتزويد علما أن العقد ينص على الدفع بعد تزويد المنتج.

المجلس وبعد الاطلاع على التقرير النهائي المؤرخ في 17 ديسمبر 2014 المنجز من طرف المقرر المعين للتحري في هذا الملف، خلص إلى أن المأخذ المتعلق بالتعسف في استغلال وضعيه الهيمنة غير مؤسس علما أن الأسواق المعنية مختلفة بالنسبة للشركتين «SARL PETROSER» و «GRIEF SPA ALGERIE».

إضافة إلى ذلك، فإن المأخذ المتعلق بالتعسف في استغلال وضعيه التبعية لم يتم قبولها نظرا لإمكانيات التموين التي كانت متوفرة ل (SARL PETROSER) أمام موزعين آخرين.

من جهة أخرى، فقد سجل المجلس الرفض الذي لجأت إليه شركة (SARL PETROSER) المتعلق برفضها

للمصالحة، علما أن البنود التعاقدية التي تربط الشركتين تنص على هذا الإجراء المتعلق بحل النزاعات.

وفي الأخير، و نظرا لنوعية البراميل المسلمة من طرف شركة (GRIEF SPA ALGERIE) إلى شركة (SARL PETROSER) التي تفوق الكميات المرصدة المتعاقد عليها و نظرا لعدم وقوع و تسجيل أي خلل في سوق البراميل الحديدية، فقد تقرر عدم قبول الإخطار لغياب الأدلة الكافية من شأنها دعم الأفعال المذكورة.

3 - تحليل الاخطارات التي تلقاها مجلس المنافسة:

قام مجلس المنافسة، خلال سنة 2015، بإجراء عملية المداولة للبت في القضايا الاثنا عشر الخاصة بالإخطارات التي تلقاها المجلس، على اثر ذلك تم الخروج بالملاحظات التالية:

- إخطاران متعلقان بطلب اتخاذ إجراءات استعجالية، تم رفضهما لغياب عناصر تثبت وجود الظروف المستعجلة و الضرر المحقق الذي لا يمكن إصلاحه على المؤسستين صاحبتا الطلب.
- طلب الترخيص لعملية تجميع تم تأجيل البت في الطلب إلى حين تقديم المؤسستين المعنيتين قرار تسجيل المنتج المعني بعملية التجميع الذي تصدره وزارة الصحة و السكان وإصلاح المستشفيات.
- طلب إصدار رأي تقدم به هيئة خاصة تنشط في قطاع التأمينات. البت في هذا الطلب تم تأجيله كذلك إلى غاية تلقي المجلس لرأي لجنة وزارة المالية التي تشرف على التأمينات و هذا طبقا للمادة 39 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة ، المعدل و المتمم، الذي يجبر مجلس المنافسة على طلب رأي سلطة الضبط للقطاع المعني، في القضايا التي تم إخطاره بها .
- ثمانية (08) إخطارات في مجال المنازعات نلخصها كما يلي:

- إخطار تقدم به ممثل لمجموعة متكونة من 85 موزع خاص للمزلقات اشتكوا من ممارسات مقيدة للمنافسة متمثلة في التعسف في استغلال وضعية هيمنة في السوق مارسته شركة « سوناتراك » برضى من «سلطة ضبط المحروقات». وقد قرر المجلس أمر سوناتراك وقف تلك الممارسات المقيدة للمنافسة. و تعهدت هذه الأخيرة باحترام قواعد المنافسة مقابل استفادتها من تطبيق أحكام المادة 60 من الأمر السالف الذكر التي تعفيها من العقوبات المالية.

- إخطار مودع من طرف شركة إيماكور التي أشارت إلى مأخذ يتعلق لاستغلال تعسفي لوضعية هيمنة اقتصادية التي تواجدت فيها و التمييز و رفض البيع دون مبرر شرعي (ممارسة منصوص عليها بالمادة 11 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة)، مداولة المجلس حول هذه القضية تم تأجيلها إلى ما بعد تبليغ ملاحظات المقرر إلى دفاع المدعي عليها (شركة لافارج الجزائر) لاحترام إجراء حق النقد.

- إخطار متعلق بممارسة تطبيق أسعار افتراسيه من طرف مجمع سيفتال متمثلة في تعسف في استغلال وضعية هيمنة. المجلس قرر عدم قبول الإخطار بسبب أن الأفعال المبلغ عنها ليست مدعومة بالتبريرات الكافية.

- إخطار مودع من طرف مستورد قاطرات الشاحنات الذي يشتكي من خرق أحكام قانون المالية التكميلي لسنة 2014 لا سيما تطبيق المادة 13 التي تعفي المنتجين المحليين من دفع الرسم على المعاملات الخاصة بالسيارات الجديدة. دون انتظار نشر المرسوم التنفيذي المتعلق بتطبيق هذه الإعفاءات، قام المنتجون المحليون لقاطرات الشاحنات ببيع القاطرات دون الرسم المشار إليه أعلاه. وخلال الجلسة المنعقدة يوم 16 افريل 2015، قام المجلس بالإطلاع على المراسلة رقم 104/م/م/أر/ 2014 المؤرخة في 13 مارس 2014 التي من خلالها نبه رئيس مجلس المنافسة المدير العام للضرائب (وزارة المالية) حول عواقب هذا الإجراء من ناحية القيمة الضريبية الأقل و تأثيرها على المنافسة. و بعد الأخذ بعين الاعتبار عدم الرد على المراسلة المشار إليها أعلاه، فقد قرر المجلس عدم قبول الإخطار علما أن الأفعال المشار إليها لا تدخل ضمن صلاحياته.

- إخطار متعلق بالتبليغ من طرف شركة ذات الأسهم رونو الجزائر عن فعل متعلق بإشهار مقارن اعتبر كعمل غير شرعي يهدف إلى التشهير بسيارات رونو«كليو كومبوس و ديناميك». المجلس خلصت الى أن المأخذ المبلغ عليه من طرف شركة رونو الجزائر يدخل في إطار الممارسات التجارية المنصوص عليها بالقانون رقم 04-02 المؤرخ في 23 جوان 2004 لا سيما المادة 27 منه. من جهة أخرى المجلس قرر عدم قبول لإن الأفعال المبلغ عنها لا تدخل ضمن مجال اختصاصه.

- إخطارين تقدمت بهما كل من «SARL EL HILAL» و «SETAPAP ALIF» اللتان استندتا على مأخذ متعلق بممارسة أفعال منافية للمنافسة مرتبطة بالمادة 14 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة لا سيما، اتفاق بين مؤسستين «SARL RAYANE» و «SARL EAPI» متمثل في تطبيق أسعار مخفضة لغرض إزاحة المشتكين من السوق. هذا السلوك منصوص عليه بالمادة 6 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة. المجلس و بعد الإطلاع على نتائج التحقيق التي أنجزت من طرف المديرية الجهوية للتجارة لعنابة حول هذه القضية في شهر ماي 2013، قرر عدم قبول الإخطار لغياب الأدلة الكافية من شأنها دعم الأفعال المذكورة.

- إخطار مودع من طرف شركة «SARL PETROSER» ضد «GRIEF SPA ALGERIE» التي تتهمها بالمأخذ المتعلقة بالتعسف في استغلال وضعيتها الهيمنة على مستوى سوق البراميل الحديدية الضرورية لتعبئة زيوت المزلاقات. المجلس خلص إلى أن المأخذ المتعلقة بالتعسف في استغلال وضعيتها الهيمنة و كذا استغلال وضعيتها التبعية الاقتصادية المشار إليهما من طرف الشركة الشاكية غير مؤسسة بدليل أن الأسواق المعنية مختلفة بالنسبة للشركتين «SARL PETROSER» و «GRIEF SPA ALGERIE» و أن «SARL PETROSER» كان لديها إمكانية التزود أمام موزعين آخرين. من جهته، قرر المجلس عدم قبول الإخطار لغياب الأدلة الكافية من شأنها دعم الأفعال المذكورة.

الإخطارات الثمانية (08) التي تم المداولة فيها من طرف المجلس خلال سنة 2015 أسفرت على القرارات التالية:

- أربعة (04) قرارات رفض الإخطار لغياب الأدلة الكافية من شأنها دعم الأفعال المذكورة.

- قرارين يتعلقان بعدم قبول إخطارين لأسباب راجعة لعدم اختصاص المجلس.
- قرار واحد (01) يتعلق بتأجيل القضية و هذا لتمكين تبليغ الملاحظات الأخيرة للمقرر إلى دفاع الطرف المتهم لتمكينهم من الإطلاع على الملاحظات طبقا لإجراءات حق النقد.
- تعهد واحد مقابل تطبيق أحكام المادة 60 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة.
- فيما يتعلق بطبيعة المأخذ، فقد سجل المجلس ما يلي:
- إخطارين متعلقين بمأخذ متمثل في التعسف في استغلال وضعية هيمنة.
- إخطار يتعلق بمأخذ متمثل في استغلال وضعية التبعية الاقتصادية.
- إخطار متعلق بمأخذ متمثل في تطبيق أسعار افتراسيه.
- إخطار متعلق بخرق أحكام قانون المالية التكميلي لسنة 2014 لا سيما المادة 13 منه التي تعفي المصنعين المحليين من دفع رسم على التعاملات الخاصة بهذه الآلات.
- إخطار متعلق بمأخذ متمثل في إشهار مقارن اعتبر كممارسة غير شرعية ويهدف إلى التشهير.
- إخطارين متعلقين بمأخذ متمثل في اتفاق بين مؤسستين.
- يجب الربط بين إجرائين مهمين تم العمل بهما منذ 2015 من طرف المجلس، و المتمثلين في:
- الإجراء المتعلق بالتعهدات.
- برنامج المطابقة لقواعد المنافسة.

4 - الإجراء المتعلق بالتعهدات (المادة 60 من الأمر رقم 03-03، المعدل و المتمم)

الإجراء المتعلق بالتعهدات يعتبر من الوسائل القانونية التي تسمح لكل هيئة منافسة ضمان تنظيم محكم للسوق.

قرار قبول التعهدات و جعلها إجبارية يأتي خلال إجراء أي و أكثر ليونة من الذي يؤدي إلى إثبات المخالفة.

يهدف هذا الإجراء إلى التأكيد أن المؤسسة تتوقف أو تغير بمحض إرادتها، السلوكات التي أدت إلى خلق الاختلالات بالنسبة لقواعد المنافسة.

تطبيقها يسمح لمجلس المنافس باقتصاد الموارد و كذا للمؤسسات و الهيئات التي تقدم تعهدات.

الإجراء يمكن مجلس المنافسة من:

- الإسراع في حل القضايا التي لا تتعلق بممارسات طبيعتها و نتائجها لا تستدعي فرض عقوبة مسبقا؛
- التمكن من غلق القضية قبل أي تقدير وكل حكم نهائي للأفعال.

إن مهمة الدفاع المتعلقة بالأمن الإقتصادي العام المخول قانونا لمجلس المنافسة يؤهله لإصدار قرارات الخاصة بالتعهدات، و هذا ليس لإرضاء طلب جهة شاكية، و إنما لوضع حد لوضعيات يمكن تلحق أضرارا بالمنافسة.

ولضمان الأثرالفعال للقرار، فإن المؤسسة المعنية يمكنها أن تتعهد اتجاه مجلس المنافسة بتنفيذ التعهدات التي تصبح إجبارية. هذا الإجبار يمكن مثلا، أن يأخذ شكل تقرير موجه للمقرر العام لمجلس المنافسة، معد خلال تنفيذ التعهدات، طبقا استحقاق معد مسبقا.

وسيلة العمل هذه قد تم استعمالها لأول مرة من طرف مجلس المنافسة لصالح شركة سوناتراك

في نزاعها مع الاتحاد الوطني لموزعي المزلقات الخواص.

استنادا على المادة 60 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة التي تنص على « يمكن مجلس المنافسة أن يقرر تخفيض مبلغ الغرامة أو عدم الحكم بها على المؤسسات التي تعترف بالمخالفات المنسوبة إليها أثناء التحقيق في القضية، و تتعاون في الإسراع بالتحقيق فيها وتتعهد بعدم ارتكاب المخالفات المتعلقة بتطبيق أحكام هذا الأمر.

لا تطبق أحكام الفقرة الأولى أعلاه، في حالة العود مهما تكن طبيعة المخالفات المرتكبة»، المجلس و خلال الجلسة المنعقدة يوم 16 افريل 2015 قرر، بناء على طلب الرئيس المدير العام لشركة سوناتراك تبعا لأمر صادر عن مجلس المنافسة والذي لم يطعن في المأخذ الموجهة إليه، الاستفادة من التدابير المتعلقة بالتعهد. التعهدات المكتوبة لشركة سوناتراك تجسدت من خلال الإرساليات التالية:

- مراسلة رقم 854/م/ع/2014 المؤرخة في 1 سبتمبر 2014 التي من خلالها « قررت شركة سوناتراك استعادة نشاط بيع المزلقات للموزعين، ما دام أن السوق قد استقر».
 - مراسلة رقم 73/م/ع/2014 المؤرخة في 21 جانفي 2015 التي من خلالها تم الاستعادة الفعلية لنشاط بيع المزلقات و عقد في هذا الخصوص اجتماع عمل مع الموزعين الخواص للمزلقات لإعادة النظر في عقود البيع حيث أنالمشاورات حول البنود التعاقدية قيد الدراسة.
 - مراسلة رقم 77/م/ع/2015 مؤرخة في 21/02/2015 والتي من خلالها أعلنت شركة سوناتراك عناتخاذها لكلاالإجراءات الضرورية لاحترام قواعد المنافسة المتعلقة بسوق المزلقات.
- و على أساس المراسلات المذكورة أعلاه، فإن رئيس مجلس المنافسة و عن طريق القرار رقم 2015/01 المؤرخ في 03/02/2015 قد عين مقرا لمتابعة تنفيذ التعهدات المحددة في القرار رقم 2015/20 لمجلس المنافسة.

بتاريخ 2016/03/03، قام المقرر بالتنقل إلى مقر المديرية الفرعية التجارية لشركة سوناطراك حيث تأكد فعلاً أن العقد التجاري الذي يربط شركة سوناطراك بموزعي المزلقات (خواص و عمومي) قد تم تعديل مواده 1، 2، 3 و 4 و التي تهدف إلى دمج التعهدات المفروضة من طرف مجلس المنافسة نحو شركة سوناطراك.

و عليه تم التوقيع على عقود تجارية جديدة تربط الطرفين و هذا ابتداء من سنة 2015.

من جهة أخرى، و بناء على مهمة مقرر مجلس المنافسة المذكورة أعلاه، فإن المدير العام لشركة سوناطراك و من خلال الإرسالية رقم 237/ م ع/ 2016 المؤرخة في 22 مارس 2016، أكد وضع حيز التنفيذ المادة رقم 1 من قرار مجلس المنافسة و المتمثل في تجسيد التعهدات و المتمثلة في:

- استعادة نشاط بيع المزلقات و هذا حتى قبل تبليغ القرار رقم 2015/20 لمجلس المنافسة.

- معالجة بصفة متساوية كل موزعي المزلقات سواء الخواص منهم أو العموميين سواء من جانب السعر أو الكميات. «المراقبة يمكن أن تتم على أساس العقود التجارية الموقعة بين مختلف الموزعين».

الإجراء المتعلق بالتعهد قد كان له الأثر المنتظر و المتمثل في احترام قواعد المنافسة، استقرار سوق المزلقات و المعالجة المتساوية للمتعاملين العموميين (نقطال خاصة) و الخواص (85 موزع).

5 - انطلاق برنامج المطابقة لقواعد المنافسة:

لقد وضع مجلس المنافس حيز التنفيذ نهاية سنة 2015 برنامج مطابقة لقواعد المنافسة لفائدة المتعاملين الاقتصاديين.

إن هذا البرنامج يعتبر وسيلة الذي من خلاله يسمح للمتعاملين والمنظمات التعبير عن تمسكهم بقواعد المنافسة و كذا بالقيم و المبادئ التي تؤسسها، و التي تتخذ مجموعة من الإجراءات الملموسة التي تسمح لهم بضمان احترام هذه القواعد، و كذا الكشف عن النقائص و اتخاذ الإجراءات المناسبة لوضع حد لها و العمل على عدم تكرارها.

يستند هذا البرنامج ليس فقط على الإجراءات الموجهة لخلق ثقافة موجهة نحو احترام قواعد المنافسة النزيهة والشريفة (تكوين وتحسيس)، وإنما أيضاً على اليات الإنذار، الرأي، المراقبة أو التدقيق وتحمل المسؤولية الضرورية، لخلق السلوكات الحسنة اللاإرادية على مستوى المؤسسة (وقاية، كشف ومعالجة حالات لمخالفات ممكنة).

أن برنامج المطابقة لقواعد المنافسة يمكن أن يجنب المؤسسات في الوقوع تحت طائلة الممارسات المقيدة للمنافسة، و بالتالي تجنب فرض الغرامات التي يمكن أن تصل إلى 12 % من رقم الأعمال.

إن برنامج المطابقة لقواعد المنافسة ليس إجباري على المؤسسات و الهيئات المعنية و يبقى وسيلة اندماج طوعي.

للإشارة، فإن تطبيق هذا البرنامج من طرف عدة دول نامية قد أعطى نتائج ايجابية من حيث ضبط السوق.

V- معالجة القضايا الاستشارية:

في ما يتعلق بهذه المهمة، فغن الملاحظات التالية قد تم التطرق إليها في تقرير نشاط مجلس المنافسة لسنة 2014 :

- إضافة إلى أن المادة 34 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، التي تخول لمجلس المنافسة إصدار الرأي المتعلق بضبط السوق و السير الحسن للمنافسة، فإن المادة 35 تنص على أن مجلس المنافسة « يبدي رأيه في كل مسألة ترتبط بالمنافسة إذا طلبت الحكومة منه ذلك ، و يبدي كل اقتراح في مجالات المنافسة». أحكام المادة 35 تتضمن غموض الذي يؤدي بمجلس المنافسة إلى الامتناع من اتخاذ أية مبادرة».
- أما في ما يتعلق بالمادة 36 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 التي تنص « يستشار مجلس المنافسة في كل مشروع نص تشريعي وتنظيمي له صلة بالمنافسة ..» فإنه يعيده إلى الوراء مقارنة بالمادة 20 من الأمر رقم 95-06 المؤرخ في 25 جانفي 1995 الذي يجعل الاستشارة اختيارية. بالفعل، فإن المادة 20 تنص على أن « إن مجلس المنافسة مجبر على استشارة كل مشروع نص تنظيمي له علاقة بالمنافسة».

هذه الغموضات تستوجب إزالتها في إطار الاقتراحات المتعلقة بتعديل الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة التي قام مجلس المنافسة بإرسالها إلى السيد وزير التجارة طبقا لإحكام المادة 34 من الأمر رقم 03-03.

بالفعل، وعكس الوظيفة المتعلقة باتخاذ القرار، التي تؤدي بمجلس المنافسة إلى التدخل في القضايا الفردية المتعلقة بالتجميعات أو الممارسات المقيدة للمنافسة، فإن المهمة الاستشارية لمجلس المنافسة تسمح له بالإدلاء برأيه في كل قضية تتعلق بالمنافسة وتقديم الاقتراحات أن تطلب الأمر.

خلافًا لذلك، فإن المواد 35 و 36 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة، اللتان تناقضان المادة 34 من نفس الأمر، قد حصرت هذه المهمة إخضاعها لطلب الحكومة (المادة 35) أو إلى عبارة « و يمكن أن تستشيريه أيضا في المواضيع نفسها الجماعات المحلية و الهيئات الاقتصادية و المالية و المؤسسات و الجمعيات المهنية و النقابية و كذا جمعيات المستهلكين».

هذا الغموض يجعل المجلس في حالة انتظار طلبات الاستشارة في حين، و لحد الساعة، لا الجماعات المحلية و لا الهيئات الاقتصادية و المالية (باستثناء واحدة خلال سنة 2015 و ارد من شركة اليانس للتأمينات)، و لا جمعيات حماية المستهلكين ارتأى ضرورة استشارة المجلس في القضايا المتعلقة بالمنافسة.

على سبيل المثال، في القضية رقم 02/2014 المؤرخة في 2 مارس 2014 ، أربعة شركات الاستيراد و توزيع قاطرات الشاحنات أودعت أخطار ضد «sarl Tirsam et eurl Asma corrosserie industrielle» ، و التي تتعلق بمشكل خاص بتطبيق المادة 13 من قانون المالية التكميلي لسنة 2014 عن طريق تنظيمي، فالمجلس اعتبر أن

استشارته من طرف وزير المالية حول مشروع قانون المالية لسنة 2014 كان بإمكانه أن يكون دعما حقيقيا. كان بإمكانه أن يساهم على الأقل في لفت انتباه الهيئة المالية حول المخاطر المنافية للمنافسة المستقبلية وكذا لما يؤدي إليه من نقص في التحصيل الضريبي الناجم عن الإعفاء من الرسم على المنتجين المحليين بالنسبة إلى المستوردين.

و في نفس الاتجاه، فإن مجلس المنافسة لم يستشر في موضوع مشروع قانون رخص الاستيراد و لا حتى القانون الجديد المتعلق بالصفقات العمومية (المرسوم الرئاسي رقم 15-247 المؤرخ في 16/06/2015)، و لا حتى حول مشروع قانون الاستثمار أو مشروع القوانين الجديدة المتعلقة بالصحة الخ..... وعليه، فإن المجلس قد رد على طلبي رأي خلال سنة 2015:

- طلب مقدم من طرف رئيس مجلس المنافسة موجه لوزير التجارة والمتعلق بمشروع مرسوم تنفيذي المحدد لشروط وكيفيات تطبيق نظام رخص استيراد أو تصدير السلع. مشروع النص هذا بلغ إلى مجلس المنافسة يوم 20 سبتمبر 2015 والرد عليه كان في 29 سبتمبر 2015.
- طلب رأي وارد من شركة خاصة «اليانس للتأمينات» بتاريخ 18 ماي 2015.

1- مشروع مرسوم تنفيذي المحدد لشروط وكيفيات تطبيق نظام رخص استيراد أو تصدير السلع:

مبادرة من رئيس مجلس المنافسة، أرسل الأمين العام لوزارة التجارة طلب رأي عن طريق إرسالية رقم 2679/أع/ 2015 مؤرخة في 20/09/2015، مشروع مرسوم تنفيذي المحدد لشروط وكيفيات تطبيق نظام رخص استيراد أو تصدير السلع.

الملف المرسل إلى مجلس المنافسة تضمن وثيقتين:

- وثيقة تتعلق بعرض الأسباب.
- مشروع المرسوم التنفيذي.

تم إرسال الملاحظات والاقتراحات عن طريق الإرسالية رقم 355/ م / أ ر / 2015 بتاريخ 01/10/2015 و المتعلقة خاصة بالمواد 2، 5، 11 و 13 من مشروع المرسوم التنفيذي.

يتعلق الأمر بملاحظات تخص الشكل والموضوع فيما يتعلق بعرض الأسباب وكذا فيما يتعلق بمشروع المرسوم التنفيذي حيث جاءت كما يلي:

1. ملاحظات متعلقة بالشكل فيما يخص عرض الأسباب:

لقد تم سرد ملخص حول أهم النقاط المشار إليها في مشروع المرسوم التنفيذي، دون عرض المبررات المتعلقة بها، علما انه يوجد مبرر أساسي على علاقة بالمشروع والمتمثل أساسا في «حماية التوازنات المالية الخارجية وتوازن السوق» حيث أن القانون رقم 15-15 المؤرخ في 15 جويلية 2015 جعلها هدفا من بين الأهداف الأخرى.

و حسب رأي المجلس، يجب إعادة النظر في جزء منه.
النقطة الثانية من الفقرة «عرض الأسباب» تشير إلى الوضعية القانونية للطالبين وللسلع، في حين يظهر لنا أن الوضعية القانونية للطالبين هي الوحيدة التي يجب إن تبرر، علما أن السلع لا تخضع لوضعية قانونية وإنما إلى نظام قانوني.

للتذكير، النظام الجمركي هو عبارة عن نظام قانوني يعطى للسلعة من خلال جمركتها. يحدد إذا كانت الحقوق والرسوم يتم دفعها أو لا، إذا كانت الإجراءات المتعلقة بمراقبة التجارة الخارجية مكتملة أم لا. يتعلق الأمر بالتصدير كما يتعلق بالاستيراد.

1 الملاحظات المتعلقة بالشكل في ما يخص مشروع المرسوم التنفيذي:

أحصى مجلس المنافسة أربعة ملاحظات متعلقة بالشكل والمتمثلة فيم يلي:

2.1. المادة 6 من المشروع: هذه المادة ترسل إلى المادة 16 والتي حسبه ترمي إلى إنشاء لجنة وزارية مشتركة دائمة تدعى «لجنة». في حين أن هذه الأخيرة منصوص عليها في المادة 19 وليس في المادة 16.

2.1. المادة 7 من مشروع المرسوم التنفيذي: مفهوم الآجال الفتح والغلق المنصوص عليه في الفقرة 2 من هذه المادة ليس له معنى. يتعلق الأمر في الأصل بتاريخ الفتح وتاريخ الغلق.

3.1. المادة 8 من مشروع المرسوم التنفيذي: هذه المادة تنص على «توزيع الحصص يمكن أن يتم طبقا لأحدى الطرق المنصوص عليها في المواد 8، 9، 10، 11 و 12 من هذا المرسوم». المادة 8 لا يجب أن تكون معنية بالتوزيع، لأنها في حد ذاتها هي التي تنص على مختلف طرق التوزيع.

4.1. المادة 21 من مشروع المرسوم التمهيدي: تنص هذه المادة على «تحدد الأحكام المتعلقة بهذا المرسوم عند الضرورة، عن طريق قرار من السيد وزير التجارة». لا يتعلق الأمر حسب رأي المجلس بتعريف الأحكام و ان على التوضيحات التي يجب أن تعزز هذه الأحكام.

2. الملاحظات المتعلقة بالموضوع:

الملاحظات المتعلقة بالموضوع تمحورت حول أحكام مشروع المرسوم التنفيذي وهي:

1.2. المادة 7 من مشروع المرسوم التنفيذي:

تنص هذه المادة على أن الحصص مفتوحة على أساس رأي صادر من طرف وزير التجارة الذي يجب أن يتضمن الوثائق والمستندات المرفقة للطلب.

الإحكام المتعلقة بهذه المادة يفهم منها على أن الوثائق والمستندات المرفقة لهذا الطلب خاصة أن المادة 6 من القانون رقم 15-15 المؤرخ في 15 جويلية 2015 التي تنص «الملفات المشتركة لطلبات التراخيص يجب أن تقتصر على الوثائق الضرورية للسير الحسن لنظام التراخيص»

من جهة أخرى، يبدو لنا جلياً أن المادة 20 التي تتضمن مهام اللجنة الوزارية المشتركة لا تتضمن صلاحيات تحديد المستندات والوثائق الواجب إرفاقها مع الطلب في حين أن هذه المستندات والوثائق يمكن أن تشكل عائقاً للدخول إذا كان تقديمها لا يتم بطريقة موضوعية وحيادية مع اخذ بعين الاعتبار الممارسات المقيدة التي يمكن أن تطرأ في المستقبل.

2.2. المادة 11 من مشروع المرسوم التنفيذي: تنص المادة على «توزيع الحصص يمكن أن يتم عن طريق اخذ بعين الاعتبار قنوات التبادل التقليدية..... جزء من الحصص مخصص للمستوردين والمصدرين التقليديين، الجزء الآخر يرجع إلى المستوردين والمصدرين الآخرين..... النسبة الموجهة للمصدرين أو المستوردين التقليديين و الفترة المرجعية، و كذا النسبة التي تعود إلى المطالبين الآخرين تحدد من طرف اللجنة الوزارية المشتركة الدائمة...».

هذه المادة يجب حسب رأينا، أن تتضمن في اخذ بعين الاعتبار قنوات التبادل التقليدية، مبدأ التدقيق من طرف اللجنة للاستعمال التام لرخص الاستيراد المسلمة في الماضي. في حال أن الرخص لم يتم استعمالها كاملة، فإن على اللجنة أن تدرس الأسباب، وان تأخذ بعين الاعتبار هذه التدابير خلال توزيع الرخص الجديدة.

3.2. المادة 11 من مشروع المرسوم التنفيذي: في نفس المادة، فإن المعيار «استيراد او تصدير كانوا موضوع قضايا منازعات» كان يجب أن يكون المرجح في توزيع الحصص.

4.2. المادة 12 من مشروع المرسوم التنفيذي: تنص هذه المادة في آخر فقرة على أن « رخصة الاستيراد أو التصدير للحصة أو لأجزاء منها تسلم للمستفيد من طرف اللجنة الوزارية المشتركة الدائمة المنصوص عليها بالمادة 16 المذكورة أدناه».

بغض النظر على أن الأمر يتعلق بالمادة 19 وليس «بالمادة 16 المذكورة» أدناه، كما هو مبين، المادة 12 تأتي معاكسة مع المادة 6 من مشروع المرسوم التنفيذي الذي يخول للجنة الوزارية المشتركة الدائمة دور اقتراح وليس إصدار القرار. هذه الأخيرة، أي القرار، تدخل ضمن صلاحيات الوزير.

5.2. المادة 13 من مشروع المرسوم التنفيذي: تنص المادة على «عندما تصبح طرق توزيع الحصص المبنية أعلاه غير ملائمة، يمكن للجنة الوزارية الدائمة من تطبيق طرق أخرى أكثر فعالية، والتي يتم توضيحها خلال فتح الحصص أو أجزاء من الحصص».

هذا الإجراء بإمكانه فتح المجال لتجاوزات إذا لم يتم تعريف و تحديد ما يجب أن يفهم من «طرق توزيع غير مكيفة»، ما دام أن لا يمكن تطبيق طريقة أخرى من طرف اللجنة و هذا إلا بالرجوع إلى وزير التجارة. يجب التذكير بان اللجنة الوزارية المشتركة تبقى هيئة تقترح فقط و تؤدي وظيفتها تحت وصاية وزير التجارة.

6.2. المادة 20 من مشروع المرسوم التنفيذي: من خلال هذه المادة، دراسة طلبات فتح الحصص المقدمة من طرف مختلف القطاعات الاقتصادية و كذا من طرف ممثلي جمعيات حماية المستهلكين و المهنيين تظهر لنا أنها تقوم بوظيفتين.

منطقيًا، على جمعيات أرباب العمل و الجمعيات المهنية أن ترسل طلباتها إلى الوزير المعني و التي يتم تجميعها و إرسالها إلى اللجنة الوزارية الدائمة. من جهة أخرى، و للتذكير، فغن الجمعيات المذكورة أعلاه تمثل قطاعات اقتصادية.

كانت هذه هي الملاحظات و الاقتراحات المجمععة على شكل رأي و التي أرسلت إلى وزارة التجارة.

و عليه، فإنه يبدو من المؤسف عدم عرض مشروع القانون رقم 15-15 المؤرخ في 15 جويلية 2015 المتعلق القواعد العامة المطبقة على عمليات الاستيراد و التصدير للسلع على المجلس ، لإبداء رأيه، الذي كان بمقدوره دراسته من خلال النصوص و الالتزامات الدولية (الاتحاد الأوروبي و المنظمة العامة للتجارة) و كذا النصوص المتعلقة بالمنافسة.

2. طلب إبداء الرأي المقدم من طرف اليانس للتأمينات:

طبقا لأحكام المادة 39 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة، فقد قرر المجلس خلال جلسته المنعقدة يومي 4 و 5 نوفمبر 2015 بتأجيل المداولة حول هذه القضية إلى غاية الحول على الرأي الذي يرسل من لجنة التأمينات التابعة لوزارة المالية.

هذه الخطوة قد تجسدت عن طريق الإرسالية رقم 390/م/أ ر/2015 المؤرخة في 2015/11/25 و المرسله من طرف رئيس مجلس المنافسة إلى السيد وزير المالية.

للتذكير، فغن الشكوى المودعة من طرف شركة اليانس للتأمينات تمحورت حول مناقصة وطنية محدودة معروضة من طرف مجمع كوسيدار، لتثبيت تغطية تأمينية و أن هذه المناقصة لم تكن مفتوحة إلا لشركات التأمين التي تثبت رأسمال أقصى، مكتتب أو محرر كلية مقدر بأربعة ملايين.

شركة اليانس للتأمينات تنتقد مجمع كوسيدار حول شرط راس المال الذي يزيح حصريا شركات التأمين الخاصة التي يكون رأسمالها اقل مما هو محدد و يشكل في نفس الوقت منافسة غير نزيهة متمثلة في إزاحة بصفة صريحة القطاع الخاص.

بتاريخ 17 جانفي 2016، رد رئيس لجنة التأمينات عن طريق الإرسالية رقم 125/ ل م ت /الرئيس التي جاء فيها « العمل المالي، المتمثل في راس المال الاجتماعي ، يمكن أن يكون عامل تقييم للقدر المالي لمقدم العرض و يمكن أن يسجل كخصوصية تقييم في دفتر الأعباء، هذا الشرط لا يمكن اعتباره كميزة تؤدي إلى الحد من الدخول في المناقصة».

بعد دراسة المجلس محتوى الرأي المذكور أعلاه، و الحائز أيضاً على المعلومات الضرورية التالية لاتخاذ القرار:

- مجمع كوسيدار من حقه اتخاذ كل الضمانات الضرورية في ما يتعلق بالتأمينات للتغطية المالية للخصوم؛
- خيار الإجراء اللجوء إلى مناقصة وطنية محدودة، هو إجراء مسموح من طرف قانون الصفقات العمومية، و يشكل في حد ذاته المبرر لوضع شرط الرأسمال الأدنى، مثله مثل الشرط المتعلق بفرض صفة القانون الجزائري المفروض على شركات التأمين المساهمة في المناقصة؛
- الهدف المرجو من شركة كوسيدار لا يظهر، مسبقاً على انه يهدف إلى إزاحة القطاع الخاص للتأمينات لان شركة التأمين الخاصة سيار «CIAR» حائزة على رأسمال اجتماعي يفوق 4 ملايين دينار.
- تحويل شرط راس المال الأدنى المتعلق بالمناقصة الوطنية المحدودة إلى دفتر الأعباء و استبدالها كخصوصية من بين شروط المستند عليها في التنقيط (أو القضاء) لا يغير من المشكلة، بما أن ثقلها بمنظور التوازن المتعلق بالخصوصيات يكفي لإزاحة شركات التأمين التي لا يفوق رأسملها الأربعة ملايين دينار.

قرر المجلس تأجيل المداولة حول هذه القضية إلى الجلسة المقبلة، وهذا لتشكيل قناعة كافية للفصل في هذه القضية.

VI- أسباب إقتراح تعديل الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم والمتعلق بالمنافسة

إن تعديل الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم المتعلق بالمنافسة يهدف في المقام الأول إلى :

1 - تنفيذ أحكام الدستور المعدل في سنة 2016 : والمتعلق بالمنافسة ولاسيما المادة 43 التي حلت محل المادة 37 التي تكفل حرية التجارة والصناعة.

تكرس هذه المادة على مبدأ عدم التمييز بين الشركات للحصول على مساعدات الدولة، وتعزيز تنظيم السوق من قبل الدولة إلى جانب حماية حقوق المستهلكين. وبالمثل فقد نهى عن الإحتكار والمنافسة غير المشروعة.

2 - توضيح الوضع القانوني للمجلس، دوره ومهامه: بالإضافة إلى تجسيد تعديلات الدستور لعام 2016 الذي كرس مبدأ المنافسة فإن التعديلات التي إقتُرحت على المرسوم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المتعلق بالمنافسة جاءت بمثابة الأولوية لتصحيح أوجه القصور وعدم وجود تنسيق في أحكام هذا النص.

ومن ناحية أخرى، حسب الدراسة التي قام بها خبراء دوليين CNUCED عام 2014 حول دراسة النصوص المتعلقة بالمنافسة بناء على طلب الحكومة الجزائرية.

وثانيا من خلال تنفيذ هذا النص مدّة 3 سنوات من طرف إطرارات مجلس المنافسة.

إنّ تجميد أنشطة المجلس لمدة 10 سنوات وتغيير مكانته في السلم المؤسساتي للدولة (تمّ وضعه تدريجيا لدى رئاسة الجمهورية، رئاسة الحكومة، ثمّ لدى وزير التجارة، قد نجم عنه تأثير سلبي على الوضعية القانونية للمؤسسة ودورها، مهامها، تسييرها، وكذلك النظام الوظيفي والأجور والمتعلقة بالأعضاء والإطرارات وبالتالي لم يعد أعضاء وإطرارات مجلس المنافسة لديهم صفة الوظائف العليا التي كانت لديهم إلى غاية 2008.

الوضع القانوني لمجلس المنافسة

وضع مجلس المنافسة في عام 2008 لدى وصاية وزير التجارة، وقد ولدت العديد من المشاكل منذ إعادة تنشيط المؤسسة في عام 2013.

في الواقع، بدلا من تطوير علاقات التعاون والتشاور وتبادل المعلومات بين وزارة التجارة والمجلس كما نص عليه في عرض الأسباب المتعلق بقانون 2008 المعدل للأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة فإن مصالح الإدارة المركزية لوزارة التجارة تتصرف كوصاية على المجلس الذي يعتبر بمثابة سلطة إدارية مستقلة.

وقد فصلت هذه التدخلات لأحكام الأمر 03-03 التي يجبر مجلس المنافسة بتقديم تقرير إلى وزارة التجارة على الجميع أنشطتها، كما لو كانت هيئة تحت إشراف، وهو م يتناقض مع إستقلالية المؤسسة المنصوصة عليها في المادة 23 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 وهو ما يتنافى مع أحكام المادة 27 من نفس الأمر الذي يجب على المجلس بإرسال التقرير السنوي إلى البرلمان.

إن تغييرات الإطار القانوني الحالي التي إقترحت أتت لتوضح الوضع القانوني للمجلس بصفته كسلطة إدارية مستقلة تعمل تحت إسم ووصاية الدولة وذلك من أجل فرض النظام العام الإقتصادي.

للقيام بذلك، فإن من المفيد تحديد مكانة هذه المؤسسة في الهيكل المؤسسي للدولة وأيضا بتوضيح علاقاتها مع المؤسسات الأخرى مع الأخذ بعين الإعتبار صلاحياتها ومهامها.....والعالمية.

- تعزيز دور مجلس المنافسة «كسلطة وحيدة للمنافسة»:

إن تعديل المادة 49 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 والمتعلق بالمنافسة قد سمح لأعوان المراقبة التابعين لوزارة التجارة والمالية بالتدخل في مجال المنافسة.

وقد أدى إنشاء هذا النظام برأسين إلى تشتت وتداخل الصلاحيات بين مصالح التحقيق والتحري الذين لهم صلاحيات تحديد ومعاينة الجرائم المتعلقة بالمنافسة.

ولذا يقترح، منح كل الصلاحيات المتعلقة بالمنافسة لمجلس المنافسة، كما كان الحال في إطار الأمر 06-95 المؤرخ في 06 جانفي 1995 وكذلك قانون 2003.

يجب على مجلس المنافسة تسيير وإدارة القضايا المتعلقة والمنفعة للمنافسة على طول السلسلة من أقصاها إلى آخرها في معالجة الممارسات : الكشف، التحري، التعليمات والقرارات.

للقيام بذلك يجب أن يكون للمجلس وسائله الخاصة للتحقيق والمقاضاة والإستئناف إذا لزم الأمر إلى خبراء أو أعوان التحقيق في القطاعات الأخرى كما منصوص عليه في المادة 34 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 وذلك كما هو معمول به في أغلبية سلطات المنافسة الأجنبية.

تسجيل ميزانية المجلس في ميزانية الدولة تحت عنوان «التكاليف المختلفة»:

إدراج مدونة ميزانية المجلس في ميزانية وزارة التجارة وذلك في إطار تطبيق المادة 33 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 يتعارض مع مبدأ إستقلالية المؤسسة المنصوص عليها في المادة 23 من نفس النص.

أثير هذا الوضع، طلب معالي الوزير الأول إلى كل من وزير المالية والتجارة بإدخال تعديل على المرسوم 03-03 وذلك للإزالة هذا التناقض من خلال إرساله رقم 213 PM/DC المؤرخة في 08 فيفري 2015.

تمكن رئيس مجلس المنافسة من الاستفادة بصفة أمر رئيسي للميزانية : ليكون قادر على تفويض الإمضاء للأمين العام ببعض المهام الإدارية التي تتعارض مع موقعه كرئيس collège والذي له صوت مرجح في التصويت.

للتذكير فقط فإن رئيس المجلس لديه صفة الأمر الرئيسي في إطار الأمر 95-06 وكذلك الأمر 03-03 المتعلق بالمنافسة.

- إعادة النظر في تركيبة المجلس (هيئة صنع القرار) كي تشمل حصة القضاة، تغيير معايير تعيين الأعضاء، و جعل نواب الرئيس اعضاء دائمين بجانب إدخال مبدأ عدم جواز إلغاء عهدة الأعضاء، إعطاء أسباب نهائية وظائفهم.

- إدماج القضاة في هيئة صنع القرار (collège) كما كان الحال بموجب الأمر 95-06 و 03-03 حيث أن المجلس بصفته مؤسسة شبه قضائية الذي يطبق القواعد والإجراءات المطبقة في المحاكم الدرجة الأولى بما في ذلك تلك المتعلقة بالإجراء الحضورى، الحق في الدفاع، والفصل بين هيئة التحقيق و جهاز الردع ، كما يمكن لقرارات مجلس المنافسة أن تكون محل طعن أمام المحاكم.

للتوضيح فإن أغلبية السلطات المنافسة الأجنبية لديها قضاة في هيئة صنع القرار.

يجب تعيين أعضاء collège حسب المؤهلات، الشهادات، الخبرات، السيرة الذاتية (intuitépersonaire) وذلك في المجالات التي تدخل ضمن إختصاص مجال مجلس المنافسة.

- يجب أن يذكر النص صراحة أسباب إنهاء مهام الأعضاء (collège) في محتوى النص وذلك مع إحترام مبدأ عدم قابلية الرجوع للعهد حتى يضمن لهم مبدأ إستقلالية مجلس المنافسة فيما يخص إتخاذ القرارات.

- إستعادة السلطة الهرمية لرئيس مجلس المنافسة وذلك في إطار تقديم ترشيحات التعيين وإنهاء مهام الأعضاء، الأمين العام، المقرر العام والمقررين للتذكير فإن رئيس المجلس ليتمتع بهذه السلطة في إطار الأمر رقم 95-06.

- مراجعة معايير تعيين المقرر العام: الذي يجب له أن يحمل الشهادات الجامعية الدبلومات والخبرة مثبتة مع وظيفته.

- توسيع صلاحيات المقرر العام: الذي يلزم له ضمان التنسيق، المتابعة ومراقبة أعمال المقررين.

- إلزام إستشارة مجلس المنافسة فيما يتعلق بالنصوص التشريعية والتنظيمية التي لها صلة مع المنافسة وذلك بموجب المادة 36 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003. للذكر فإن هذا الإلزام قد أدرج في الأمر 95-06.

- وضع الإعانات والمساعدات الحكومية والجماعات إلى إبداء الرأي من طرف المجلس وذلك في ظل إحترام المادة 43 من الدستور المعدل في 2013 التي تنص على مبدأ تشجيع الدولة للمؤسسات دون تمييز للتحديد فإنه قد كان متوقعا في أغلبية القوانين الأجنبية للمنافسة فيما يتعلق وطلب إستطلاع رأي مجلس المنافسة.

- النص على إمكانية الإستئناف لدى المحكمة العليا في القرارات الصادرة عن مجلس قضاء الجزائر فيما يخص الطعون ضد قرارات مجلس المنافسة.
- إضافة مواد جديدة وذلك لرفع مستوى القانون المتعلق بالمنافسة مع القواعد والمعايير الدولية في هذا المجال.

وتتعلق هذه المواد بالمفاهيم التالية :

الرأفة (La clémence) : لم ينص الأمر 03-03 على هذا الإجراء الذي أثبت نجاعته في البلدان التي طبق فيها (الإتحاد الأوربي، مصر، المغرب، تونس...الخ).

الآثار الإيجابية للرأفة:

- يمكن أن تحطم سرية الكارتيلات بأخذ الأدلة الصعب الحصول عليها بوسائل أخرى.
- وهو يساهم في تقليص تكلفة التحقيقات التي تقوم بها هيئة المنافسة.
- يزعزع إستقرار الكارتيلات القائمة عن طريق إدخال الشك وإنعدام الثقة بين أعضائها.
- إقصاء المتعاملين الاقتصاديين في المشاركة في مناقصات الصفقات العمومية الذين قاموا بممارسات تواطؤية لمدة تتراوح بين 03 إلى 05 سنوات وزيادة الغرامة في حالة تكرار الإنتهاك.

إن العقوبات الإضافية التي نصت عليها القوانين الأجنبية المتعلقة بالمنافسة تعزز منظومة التصدي للكارتيلات.

للتوضيح فإن هذه العقوبات لم تنص عليها القوانين المتعلقة بالصفقات العمومية.

- تفتيشات المفاجئة، وعمليات التفتيش وحجز الوثائق :

هذا النمط من التحقيق يسمح للبحث عن الأدلة على الممارسات المنافية للمنافسة التي يمكن الحصول عليها عن طريق وسائل أخرى لم ينص عليها الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003. وبالتالي من الضروري إدماجها في إطار منظومة قانونية جديدة المتعلقة بالمنافسة ومع ذلك بوضعها على طلب إذن من القاضي المختص وذلك من أجل حماية حقوق الأشخاص الطبيعيين والمعنويين التي تستهدفها هذه العمليات.

- إضافة مادة جديدة للتأهيل لمجلس المنافسة اللجوء إلى المحاكم المختصة فيما يخص تقديم التقارير عن الحقائق التي يمكن أن تكون محل تجريم والتي قد تدخل ضمن نطاق تحقيقاتها.
- النص على إدراج عقوبات مالية أو جنائية ضد معرقلي التحقيقات والتحريات التي يجريها مجلس المنافسة في إطار مهامه.

الإستبعاد من الملف المرسل من طرف مجلس المنافسة إلى المحاكم، وفقا للمادة 38 من الأمر 03-03 الوثائق التي يحوز عليها المجلس في إطار إجراء الرأفة.

في الختام، تجدر الإشارة إلى أن هذه التعديلات المقترحة للأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم والمتعلق بالمنافسة أخذت بعين الإعتبار ثلاثة عناصر أساسية :

1- تعديلات على الدستور في عام 2016 ولاسيما المادة 43.

2- نتائج دراسة النص التشريعي للمنافسة التي قام بها خبراء دوليين تحت رعاية CNUCED وذلك بطلب من الحكومة الجزائرية.

3- تقييم النص التشريعي الحالي للمنافسة من طرف إدارات مجلس المنافسة منذ إعادة تنشيطه في جانفي 2013.

إن التعديلات الرئيسية المقترحة للنص قد أرسلت إلى وزير التجارة في ماي 2016 وذلك إستنادا إلى المادة 34 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة والتي تعطي لمجلس المنافسة صلاحيته المتمتع بسلطة إتخاذ القرار والإقتراح وإبداء الرأي بمبادرة منه في كل عمل أو تدبير من شأنه ضمان السير الحسن للمنافسة وترقيتها بهدف تشجيع وضمان الضبط الفعال للسوق وذلك بالوسائل الملائمة.

VII - برنامج و محاور نشاط المجلس لسنة 2016

إن برنامج عمل مجلس المنافسة لسنة 2016 يشمل على ما تبقى لتجسيده في سنة 2015 وإضافة إلى إدراج عمليات جديدة وذلك لتمكينه من تعزيز قدرات المؤسسة.

1- ما تبقى للإنجاز:

بقي أربعة 04 ملفات للدراسة من طرف المجلس والتي لها أثر إيجابي للميزانية وذلك قبل 31 ديسمبر 2016 وتتعلق بـ:

- تنفيذ التعديلات المقترحة على الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم والمتعلق بالمنافسة المرسله من طرف مجلس المنافسة إلى وزير التجارة.
- تنفيذ برنامج الإمتثال الطوعي الذي صمم في نهاية 2015 والتي ستشهد تنفيذه وتطبيقه الفعال في السداسي الثاني لسنة 2016.
- الإنتهاء من الدراسة القطاعية على سوق الدواء البشري في الجزائر.
- خلق روابط قانونية التي تسمح بالتواصل (الإتفاقيات التي تحكم العلاقات) بين مجلس المنافسة وسلطات الضبط القطاعية.

1-1 التعديلات المقترحة على الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم المتعلق بالمنافسة:

الجزء السادس من هذا التقرير قد قدم حجج كافية في عرض الأسباب لمثل هذه المبادرة، وهذا نتيجة الدراسة القانونية التي قام بها خبراء دوليين على النصوص المتعلقة بالمنافسة تحت رعاية CNUCED من جهة أخرى نتيجة الخبرة المكتسبة من طرف إدارات المجلس مدة 03 ثلاث سنوات من الممارسة الفعلية.

في واقع الأمر فإن الأمر 03-03 المشار إليه أعلاه يحتوي على مناطق رمادية كثيرة جدًا، تناقضات إلى جانب وجود إختلالات في المصطلحات وذلك إلى يومنا.

1-2- تنفيذ برنامج الإمتثال الطوعي لقواعد المنافسة الذي تم تصميمه نهاية سنة 2015 والذي

سيشهد التنفيذ الفعلي في السداسي الثاني من سنة 2016:

في الفرع الرابع الفقرة 05، أعطيت لمحة عامة عن التعريف وأهداف بهذا البرنامج والتي تتمثل في «... منظومة التي توفر للمؤسسات والمنظمات التي تبدي إلتزامها بقواعد المنافسة والقيم والأهداف التي أسسها من أجلها البرنامج والتي تقوم بإتخاذ سلسلة من المبادرات الملموسة لتمكينهم من خدمات الإمتثال لتلك القواعد، للكشف عن الإنتهاكات المحتملة، وإتخاذ الإجراءات اللازمة لوضع حد لها ومنع تكرارها.»

كما تجدر الإشارة إلى أن إعتقاد هذا البرنامج يمكن أن ينقذ المؤسسات والشركات من الوقوع تحت طائلة الممارسات المناهضة للمنافسة وبالتالي يمكن للمؤسسات تجنب فرض الغرامات التي يمكن أن تصل إلى 12% من مجموع رفع الأعمال المحقق في السنة التي إرتكبت فيها المخالفة.

لقد إستجابت بالفعل عدّة شركات ومؤسسات عمومية وخاصة إلى نهاية جوان 2016 للمقترحات التي قدمها مجلس المنافسة وبالتالي قام المجلس بعقد عدّة إجتماعات عمل وتبادل المعلومات مع المؤسسات والشركات المذكورة أعلاه وبالتالي فإن المجلس سيبرمج يوم دراسي حول هذه العملية في غضون شهر سبتمبر 2016 للأعوان الإقتصاديين وذلك لإقناعهم بالفرصة التي أتاحت لهم والتي يجب إغتنامها.

وبطبيعة الحال، فإن هذا اللقاء سيمكن بتقديم البرنامج للمشاركين وكذلك إجراءات إعتماده من طرف الشركات في جمعياتها العامة، ومجالس الإدارة عن كيفية الإمتثال طوعا لقواعد المنافسة لاسيما وأن لكل مؤسسة وخصوصياتها.

وبالإضافة، سيكون لمجلس المنافسة خطوة جديدة في نشر ثقافة المنافسة لطالما نادى به منذ نشأته سنة 2013.

1-3- الإنتهاء من الدراسة القطاعية على سوق الدواء البشري في الجزائر :

للتذكير فإن هذه الدراسة الموضوعية قد تمت إستنادا للمادة 37 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم المتعلق بالمنافسة والتي تنص على : « يجوز لمجلس المنافسة القيام باي عمل مفيد في مجال إختصاصاته بما في ذلك كل تحقيق، دراسة وخبرة ».

فهو عبارة عن دراسة والتي تندرج ضمن مجال إختصاص مجلس المنافسة ودوره في إطار تعزيز سياسة المنافسة.

في هذا السياق، فإن مجلس المنافسة لا يسعى إلى تأهيل إنتهاكات قواعد المنافسة وإنما تهدف هذه الدراسة خصيصا إلى تشخيص مبدأ التنافسية في سلسلة توزيع الدواء البشري في الجزائر.

للقيام بالدراسة القطاعية بأكبر قدر ممكن من الجودة، فقد قام المجلس بالإستعان والإمتثال إلى مواضيع التي إقترحتها منظمة التعاون والتنمية (OCDE) في إطار المنتدى العالمي الثالث عشر المنعقد في باريس بتاريخ 27 و 28 فيفري 2014 حول موضوع « مشاكل المنافسة في توزيع المنتجات الصيدلانية ».

وكان هذا وفقا للشروط المرجعية للدراسة والذي من خلاله سيتم وصف السلسلة الدوائية من حيث المسؤولية (مجال الإنتاج إلى المستهلك الأخير) وبالتالي يقوم المجلس بتحديد على طول السلسلة، المجالات المحتملة للتدخل من طرف المجلس المنافسة.

وبالتالي فإن نتائج الدراسة بشكل خاص ستستند على تحليل الأنظمة القائمة في الأدوية، ومراقبة التحديات الإقتصادية والقطاعية.

وستعرض النتائج حسب فئات الجهات الفاعلة في مجال توزيع الدواء البشري فيما في ذلك المخبرات الصيدلانية، الوسطاء (المتوردين وتجار الجملة إلى جانب الصيدلانية).

وفي ظرف إنخفاض الإعتمادات المسجلة في ميزانية المجلس لعام 2015 وكذلك سنة 2016، فقد قام المجلس بتكوين فريق عمل يتكون من عضوين، مقرر عام، مقررين ومدير دراسات السوق والتحقيقات الاقتصادية بتنفيذ هذه الدراسة.

ومن خلال هذه الدراسة التي تمكّن المجلس بإستهداف المناطق التي قد تكون محل تدخل في حالة ما إذا إفترض أن الأطراف الفاعلة تعتمد على سلوك مناهضة للمنافسة.

إن الإنضمام إلى برنامج الإمتثال الطوعي لقواعد المنافسة يوفر رفاهية والأمان للمؤسسات والشركات وبالتالي فإن هذه الدراسة ستوفر للمتعاملين الإقتصاديين مقدما إطار تحليلي شامل من شأنه أن يسمح لهم بالإمتثال طوعا لقانون المنافسة وتجنب النزاعات القانونية.

كما نص عليه أعلاه، فإن وتيرة تقدم الدراسة قد قارب 60 % في جوان 2016 ولذلك فمن المرجح أن تستلم وتقدم الدراسة في غضون ديسمبر من نفس السنة.

هذه المبادرة عقد بدأت في سنة 2015 وعززت في عام 2016 من طرف مجلس المنافسة والذي له دور القيام بدراستين قطاعيتين في كل عام.

هذه المراحل تعتبر ضرورية لتمكين تطوير آليات مراقبة السوق والكشف عن الممارسات المناهضة للمنافسة والتي تعتمد على وجه الخصوص على إجراءات الإخطار الذاتي.

4-1- خلق روابط قانونية التي تسمح بالتواصل (الإتفاقات التي تحكم العلاقات) بين مجلس المنافسة والسلطات الضبط القطاعية:

المادة 39 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم والمتعلق بالمنافسة ينص على « عندما ترفع قضية أمام مجلس المنافسة تتعلق بقطاع نشاط يدخل ضمن إختصاص سلطة الضبط، فإن المجلس يرسل فورا نسخة من الملف إلى سلطة الضبط المعنية لإبداء الرأي في مدّة أقصاها ثلاثون يوما. يقوم مجلس المنافسة في إطار توطيد علاقات التعاون والتشاور وتبادل المعلومات مع سلطات الضبط.

كما تنص المادة 50 من نفس الأمر على أن «.....يتم التحقيق في القضايا التابعة لقطاعات نشاط موضوعه تحت رقابة سلطة الضبط بالتنسيق مع مصالح السلطة المعنية».

هاتين المادتين 50 و39 تتطلب حتما بناء روابط قانونية التي تسمح بالتواصل بين مجلس المنافسة وهيئات الضبط القطاعية وذلك لتعزيز علاقات التعاون والتشاور وتبادل المعلومات.

يجب أن تحدد ضمن إتفاق ملزم (مجلس المنافسة والسلطات الضبط القطاعية) فيما يخص إتفاق التحقيق

عندما يتعلق الأمر بالمسائل التي تدخل في نطاق القطاعات التي تتحكم فيها سلطات الضبط القطاعية.

ومن المنتظر أن يتم برمجة لقاء جلسة في الثلاثي الأخير من سنة 2016 بين المجلس وسلطات الضبط القطاعية حول مدى تنفيذ أحكام المواد 39 و 50.

وأنه، وفي هذا المنظور فقد قام مجلس المنافسة بتنظيم يوم دراسي في ماي 2016 حول موضوع « دور مجلس المنافسة في ضبط السوق» الذي دعيت إليه مختلف سلطات الضبط القطاعية الموجودة.

قام المتدخلين خلال هذا اليوم الدراسي (خبراء، أكاديميين، محامين الخ...) محليين وأجانب بذكر دور ومهام مجلس المنافسة وأيضاً السلطات الضبط القطاعية التي فوضت لهم الدولة مهام ضبط السوق بعدما إنسحبت هي من هذا المجال.

2- برمجة عمليات جديدة ضرورية لتعزيز قدرات الهيئة:

من اجل صياغة خارطة طريق لسنة 2016، برمج مجلس المنافسة القيام بستة عشر (16) إجراء مستوحى من توصيات منظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة والتنمية في إطار برنامج : COMPAL/ MENA

1-2- إعداد الطريقة الإجرائية، و بشكل كتابي، التي تحدد العلاقات الداخلية بين الهياكل الثلاثة التي تشكل المجلس (المجلس، مصلحة التحري، الإدارة) و كذا العلاقات بين الهياكل الداخلية مع المحيط المؤسسي (لاسيما السلك القضائي لبعض الوزارات و سلطات الضبط القطاعية؛

2-2- إجراءات الاستيعاب (آجال معالجة القضايا و المدة الكاملة للعملية من بدايتها إلى نهايتها: تلقي الإخطار، التحقيق، تحديد المآخذ، التقرير ما قبل التبليغ، تقرير التبليغ، جلسات الاستماع و مداوات المجلس)؛

3-2- إنشاء قاعدة للبيانات و كذا نظام معلوماتي متكامل؛

4-2- تحسين مستوى أعضاء مجلس المنافسة المكلفون بتطبيق سياسة المنافسة عن طريق برمجة دورات تكوينية بدعم من سلطات المنافسة الأجنبية ذات خبرة في المجال.

يتمحور هذا التكوين حول كفاءات اتخاذ القرارات، إبداء الآراء، الأوامر... الخ.

5-2- متابعة تكوين المقررين لاسيما في مجال تقنيات التحقيق و التحري لدى سلطات المنافسة الأجنبية (الفرنسية و النمساوية خاصة مع التي تم ابرام اتفاق التعاون).

6-2- تكوين المدراء التابعين للامانة العامة لمجلس المنافسة لاسيما فيما يتعلق باجراءات متابعة الملفات ، التحليل الاقتصادي و الدراسات القطاعية للسوق ، انظمة الاعلام و الاتصال.

7-2- المساعدة التقنية لمنظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة والتنمية عن طريق انتداب مستشارين مقيمين لدى مجلس المنافسة لضمان تكوين مستمر و تطبيقي يشمل القضايا التي هي في طور المعالجة من طرف المجلس.

8-2- مبادرات للتعاون على المستوى الجهوي و إبرام اتفاقات تعاون بين سلطات المنافسة لبلدان الشرق الاوسط و شمال افريقيا تتضمن:

1-8-2- تبادل للكفاءات بين سلطات المنافسة للبلدان التي تنتمي الى هذه المنظمة؛

2-8-2- تبادل للمعلومات تخص القضايا المعالجة خلال السنة؛

3-8-2- انشاء قاعدة جهوية للبيانات تجمع القوانين، المؤلفات، و الفقه المتخصص في المنافسة ؛

4-8-2- اعداد منهجية مشتركة للتحليل الاقتصادي للقضايا الوطنية من اجل تسهيل متابعة و كشف الممارسات المنافية للمنافسة العابرة للحدود؛

9-2- انجاز دراسات ترمي إلى تحديد المقاصد التجارية و غير التجارية للمؤسسة العمومية؛ الخط الفاصل بين النوعين من الأهداف سيضمن أن الإعانات لا تشكل ميزة تنافسية على حساب القطاع الخاص، مع التذكير إن مبدأ التمييز بين المؤسسات نصت عليه المادة 43 من الدستور المعدل سنة 2016 .

10-2- الشروع في انجاز دراسات في ميدان تقييم تأثير القوانين في حيادية المنافسة؛

11-2- وضع آلية لملاحظة السوق و الكشف عن الممارسات المنافية للمنافسة ؛

12-2- استخدام الطرق الحديثة للاتصال (TIC) باتجاه الهيئات و الفاعلين الاقتصاديين، لجعلهم كأداة للعمل الإعلامي و الترويجي للمنافسة؛

13-2- إدخال تكنولوجيا المعلومات والاتصالات (ICT) في عمل المجلس، لاسيما من خلال رقمنة البيانات، وتجريد من الوثائق و وضع برامج خاصة لتلبية احتياجات مجلس المنافسة مثل ذلك المخصص لتسيير الإخطارات و الآراء و متابعة عمليات التحري؛

14-2- استغلال الفرصة التي يتيحها برنامج COMPAL/ MENA التابع لمنظمة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة و التنمية في مجال المساعدة التقنية من اجل تعزيز أكثر للقدرات المتاحة حاليا من خلال تنفيذ خطة إستراتيجية متوسطة الأجل لتغطية المخطط الخماسي الخاصة بالفترة (2016-2020).

ومع ذلك يود، مجلس المنافسة أن يعرب عن تحفظاته حول مسألة إدارة برنامج الإمتثال الطوعي لقواعد المنافسة من طرف وزارة التجارة.

في الواقع، كما قد ذكر سابقا من قبلنا، فإن هذا المشروع و يجب أن يعهد لمجلس المنافسة بتنفيذه والذي بدوره يستحق تعزيز القدرات البشرية وذلك عن طريق تكوين الإطارات من طرف هيئات المنافسة الأخرى في إطار تطبيق هذا البرنامج.

سعيًا لذلك فإن مجلس المنافسة قد طلب الحصول على الدعم من طرف منظمة CNUCED وذلك بإرساله طلب إلى أمينها العام عن طريق وزارة التجارة بتاريخ 04 أوت 2014 وذلك لتبلغه بأن مجلس المنافسة قد أختيرا كنقطة تنسيق لتنفيذ هذا البرنامج.

تضمن هذا التقرير حصيلة نشاط مجلس المنافسة خلال سنة 2015 رغم الظروف الصعبة التي عاشها و مازال يعيشها (التركيبة الجزئية للمجلس، ضيق المقر لا يسمح بالتوظيف رغم وفرة المناصب المالية، الثغرات الملاحظة في الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المتعلق بالمنافسة، المعدل و المتمم... الخ).

كما يحتوي هذا التقرير على اقتراحات و حلول مستعجلة من شأنها السماح لهذه الهيئة إبراز كفاءتها و مساهمتها في الاقتصاد الوطني يمكن أن تكون حاسمة في وضعية تكون فيها التوازنات الاقتصادية الكلية مختلفة بسبب انخفاض العائدات البترولية .

ثلاث سنوات من الممارسة سمحت لمجلس المنافسة بتكوين قدرات مهنية كافية لينظر الى المستقبل نظرة تفاؤل. والدليل على ذلك فقد اصدر مجلس المنافسة ثلاثة (03) قرارات تم الطعن فيهم لدى مجلس قضاء الجزائر حيث اقر هذا الأخير الأحكام التي أصدرها المجلس.

و هذا ما سيدفع بمجلس المنافسة لمواصلة حملات الشرح والتوعية التي تهدف إلى إثبات فوائد المنافسة النزيفة على الاقتصاد و المستهلك .

على صعيد آخر، أوصى مجلس المنافسة الحكومة باستخدام كل الوسائل الممكنة لتشجيع دخول مؤسسات وطنية جديدة السوق. عندما نتحدث عن خلق « ثقافة المنافسة» من المفروض ان يؤدي ذلك إلى تشجيع روح المبادرة لإنشاء المؤسسات و تسهيل عملية بناء السوق.

من بين مهامه، يجب على مجلس المنافسة إعطاء الأولوية للتأكد من أن تكون جميع المجالات الحيوية لتطوير الأعمال (القرض، الاتصالات، الطاقة، النقل، خدمة التوزيع، والتأمينات، الخ) قادرة على تقديم خدمات تنافسية للمؤسسات. يتعلق الأمر بالخصوص التأكد أيضا من أن عمليات الخصخصة السابقة والحالية أو المستقبلية لا تتحول إلى احتكار عمومي أو احتكار خاص.

حتى عندما يتم خصخصة قطاع ما عن طريق منح الامتياز، ينبغي استشارة مجلس المنافسة للتأكد من ان منح العقود يتم بشكل تنافسي وأن التنازلات لا تمنح لفترات طويلة بشكل مفرط.

ومع ذلك، فإن الوظيفة الاستشارية لمجلس المنافسة و التي تم التأكيد عليها في تقرير النشاط لسنة 2014 2014، لا يزال تجاهلها من قبل الوزارات الذين نادرا ما تطلب رأي مجلس المنافسة .

وكذلك فمن المؤسف تسجيل غياب اخطارات جمعيات حماية المستهلك و بدرجة اقل بالنسبة للمؤسسات التي تعاني من التعسف في استغلال وضعية الهيمنة في السوق او مخالفة لقواعد المنافس.

كما ان مجلس المنافسة يعمل بتوصيات المنظمات الدولية (OCDE و CNUCED) من اجل مراجعة القوانين و التنظيمات القائمة بهدف إلغاء أكبر قدر ممكن من النصوص التي تحتوي على الآثار الجانبية المحتملة المانعة للمنافسة.

للوصول الى هذا المستوى من الأداء وتحقيق خارطة الطريق التي رسمها يجب على مجلس المنافسة أن يملك كل الوسائل الكافية.

أخيرا، وفي ختامة هذا التقرير، مسألتين تستحق طرحهما:

1- المنافسة تقتل فرص العمل ؟

لا بالعكس، خبراء CNUCED، منظمة التعاون والتنمية، البنك العالمي والشبكة العالمية للمنافسة قد أثبتوا أن المنافسة تخلق فرص عمل، يحفز النمو الإقتصادي، يساهم في مكافحة الفقر، ويساهم في الابتكار.

2- هل المنافسة مفيدة في أوقات الأزمات ؟

لا توجد أي دراسة تجريبية قد أنجزت في هذا المجال، ولكن الأمثلة تشير أن البلدان التي نفذت مراقبة تطبيق قواعد المنافسة قد سجلوا تباطؤ في النمو الإقتصادي، والحد من الابتكارات إلى جانب عدم قدرة تكييف المؤسسات مع التغيرات الإقتصادية.